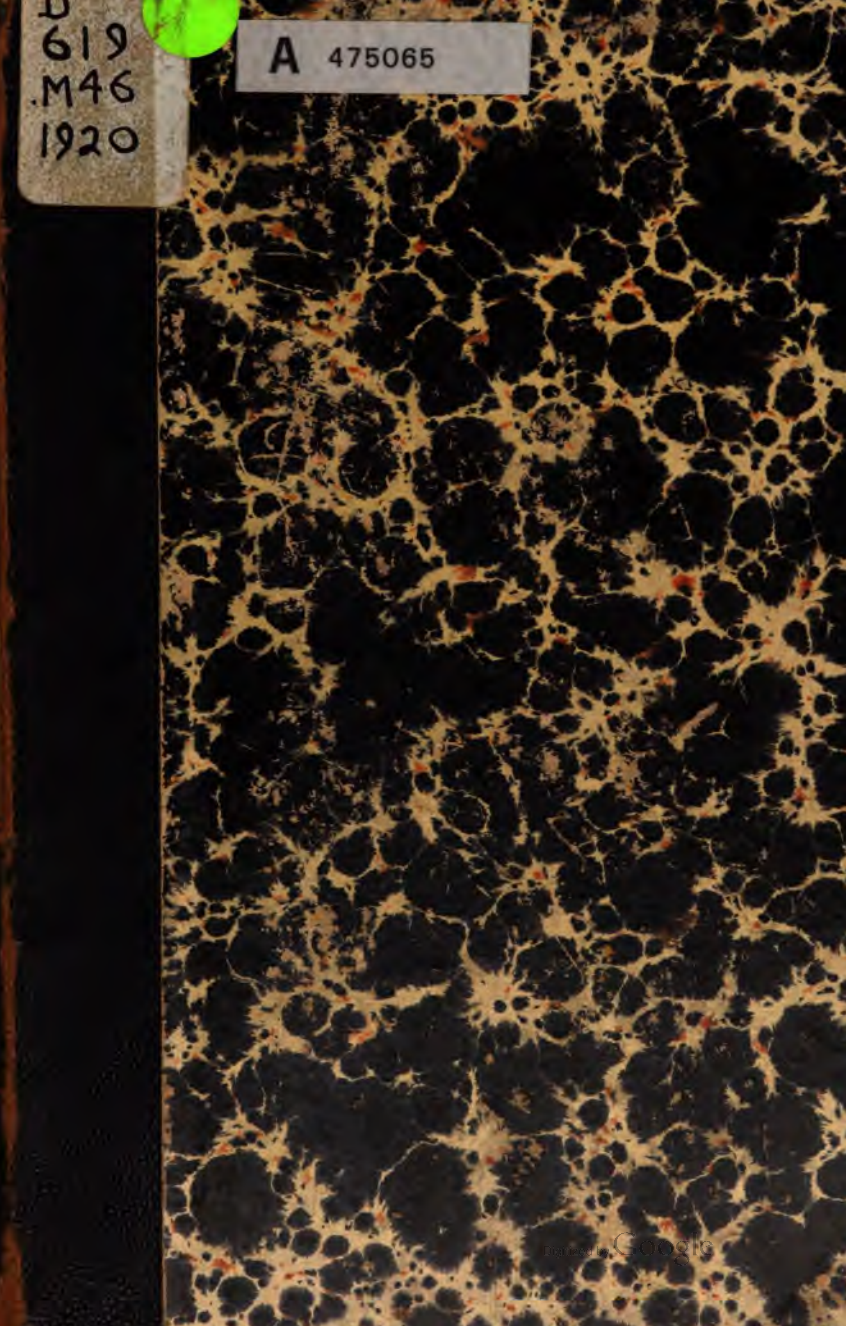
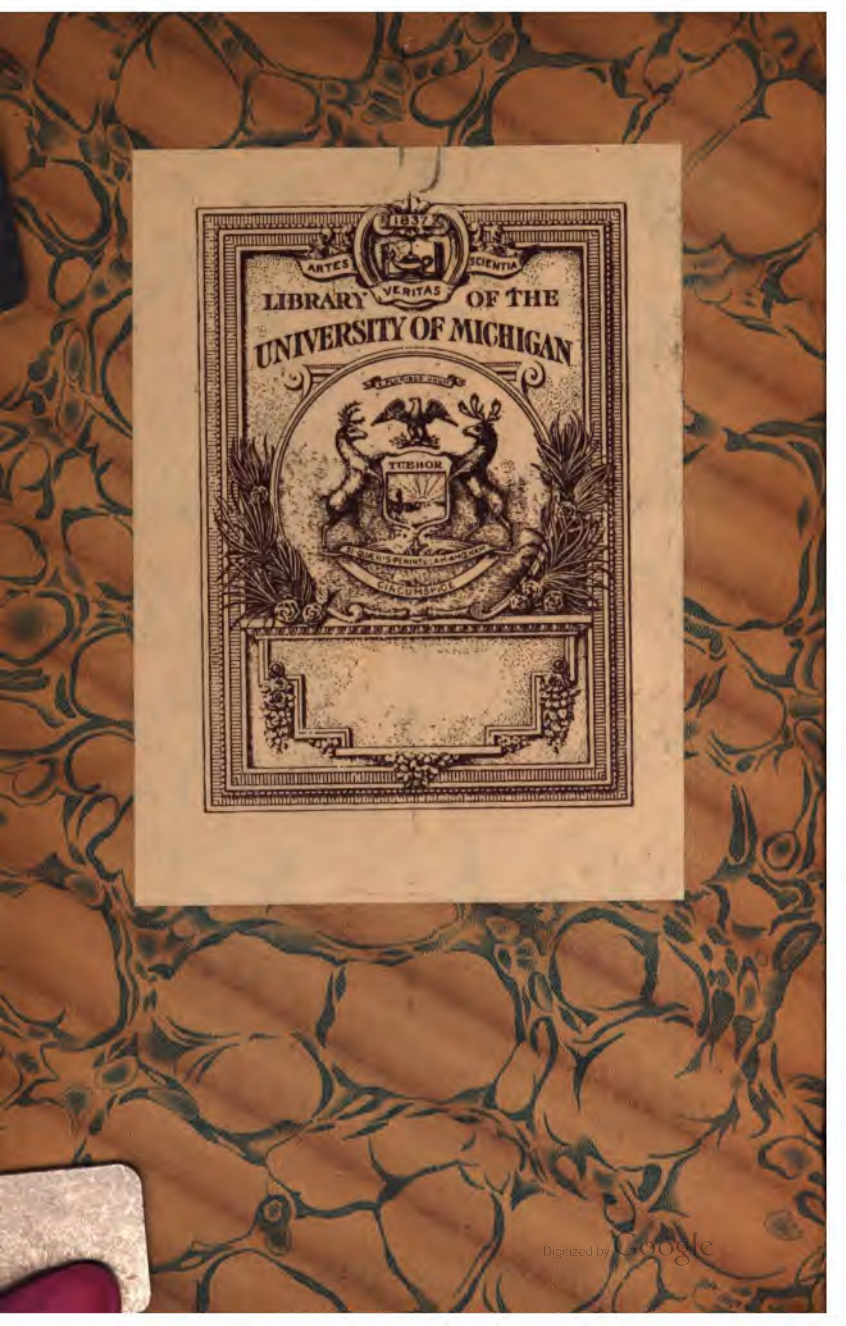
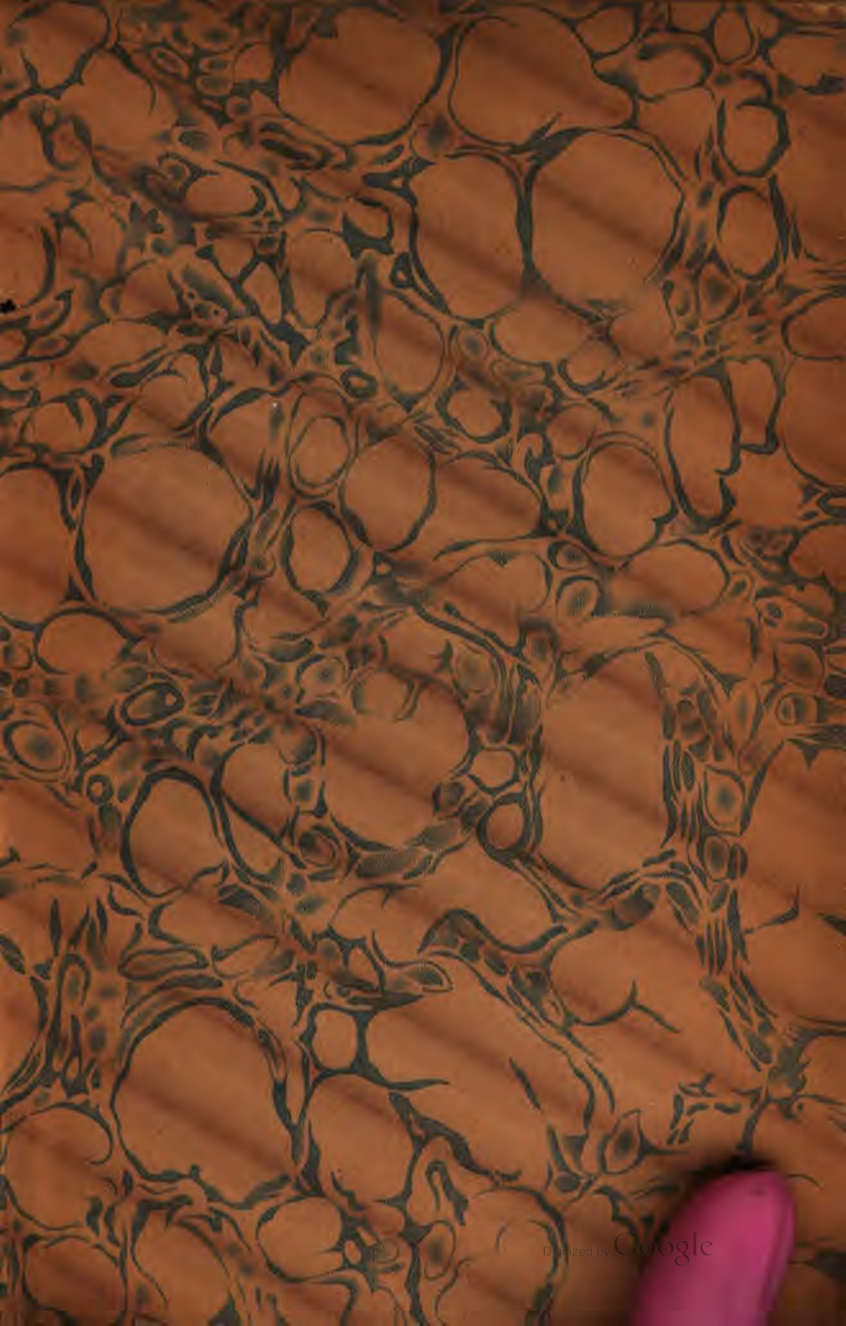



1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



LES TROIS ASPECTS DU PRÉSIDENT WILSON

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

L'ACTION FRANÇAISE ET LA RELIGION CATHOLIQUE.

L'AVENIR DE L'INTELLIGENCE, suivi de : *Auguste Comte ; Le Romantisme féminin ; Mademoiselle Monk, ou la Génération des événements.*

UNE CAMPAGNE ROYALISTE AU FIGARO.

LE DILEMME DE MARC SANGNIER. *Essai sur la démocratie religieuse.*

ENQUÊTE SUR LA MONARCHIE (1900-1909).

KIEL ET TANGER. *La République française devant l'Europe.*

LA POLITIQUE RELIGIEUSE.

QUAND LES FRANÇAIS NE S'AIMAIENT PAS. *Chronique d'une renaissance* (1895-1905).

SI LE COUP DE FORCE EST POSSIBLE (*en collaboration avec* H. DUTRAIT-CROZON).

ARTICLES DE GUERRE :

LA FRANCE SE SAUVE ELLE-MÊME. *De Juillet à mi-Novembre* 1914.

LE PARLEMENT SE RÉUNIT. *De mi-Novembre* 1914 *à fin Août* 1915.

MINISTÈRE ET PARLEMENT. *De Septembre à fin Décembre* 1915.

LA BLESSURE INTÉRIEURE. *De Janvier à fin Mai* 1916.

LE PAPE, LA GUERRE ET LA PAIX.

LA PART DU COMBATTANT.

LES CHEFS SOCIALISTES PENDANT LA GUERRE.

JEAN MORÉAS. *Étude littéraire.*

L'IDÉE DE LA DÉCENTRALISATION. (Bureaux de *l'Action française.*)

TROIS IDÉES POLITIQUES : *Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve.* (*Champion.*)

ANTHINÉA. *D'Athènes à Florence.* Nouvelle édition. (*Champion.*)

LES AMANTS DE VENISE. *George Sand et Musset.* (*E. de Boccard.*)

UN DÉBAT NOUVEAU SUR LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉCENTRALISATION, en collaboration avec M. Paul-Boncour, Joseph Reinach, Clemenceau, Xavier de Ricard, Varenne, Clémentel, etc. (*Société provinciale d'édition.*)

LIBÉRALISME ET LIBERTÉS. *Démocratie et peuple.* (Bureaux de *l'Action française.*)

IDÉES ROYALISTES. (Bureaux de *l'Action française.*)

L'ÉTANG DE BERRE. (*Champion.*)

ATHÈNES ANTIQUE. (*E. de Boccard.*)

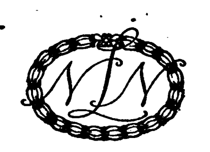
---

marie Photius

CHARLES MAURRAS

LES TROIS ASPECTS DU PRÉSIDENT WILSON

LA NEUTRALITÉ
L'INTERVENTION — L'ARMISTICE



PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, PLACE DU PANTHÉON, 3

MCMXX

JUSTIFICATION
DES ÉDITIONS ET TIRAGES.

La PREMIÈRE ÉDITION de cet ouvrage a été faite, en décembre 1919, à 500 exemplaires sur Vergé teinté pur fil des Papeteries Lafuma, portant en filigrane le chiffre de la Nouvelle Librairie Nationale.

Le présent exemplaire appartient à la deuxième édition faite à 5.500 exemplaires dont le bon à tirer a été donné le 27 décembre 1919.

PROLOGUE

AUX AMÉRICAINS DE PARIS

Le bon chasseur qui tire au vol rira de la méthode approximative et lente employée dans ces notes prises au jour le jour : on y voit le tireur, le doigt sur la gachette, attendre et tarder d'aboutir. C'est qu'il ne cesse de se sentir partagé entre deux sentiments assez opposés : la ferme volonté de voir clair, de faire voir clair sur le personnage extraordinaire jeté tout au travers des choses d'Europe, et la volonté non moins ferme de ne pas réduire les biens, de ne pas accroître les maux qu'il était au pouvoir du nouveau venu de dispenser à la patrie et à l'univers. Tout dépendit de lui. La neutralité et l'intervention, l'armistice et la paix vivaient, non sans tapage, dans les sobres plis de son vêtement ajusté.

Jusqu'à ces derniers temps, un troisième sentiment mesurait aussi nos paroles : nous devions nous appliquer à ne jamais atteindre nos grands alliés à travers leur premier magistrat. Depuis, le peuple d'Amérique semble s'être chargé de reprendre à son compte cette distinction.

De toute évidence, les bonnes relations franco-américaines sont dans la nature des choses; elles sont surtout dans l'esprit des deux peuples. En ce qui nous concerne, j'en appelle aux Parisiens de 1918: ils n'oublieront jamais la fête inouïe donnée cette année-là le Jour de l'Indépendance de l'Amérique. Pour l'enthousiasme populaire et jailli de l'âme, ce 4 Juillet marqua une heure unique. Nous avions eu de beaux défilés et d'émouvants cortèges. De nombreux Français, étrangers les uns aux autres, s'étaient vus, s'étaient reconnus et rejoints cœur à cœur. Ils avaient acclamé beaucoup d'Alliés et d'Amis, les uns puissants, les autres vaincus et spoliés. Jamais Paris ne s'était levé de la sorte, entier, comme un seul être, avec ce clair visage de confiance, de remerciement et d'espoir.

A quelle minute tragique! La pointe de la belle offensive qui devait se déclencher onze jours plus tard n'avait pas encore brillé. Bien peu se rendaient compte de l'effet décisif des mouvements du général Mangin le 11 juin. On espérait dans un grave silence. Sur la molle déclivité de cette avenue du Président-Wilson que nous appelions autrefois l'avenue du Trocadéro, je vois encore Poincaré et Clemenceau, assis dans la même voiture, muets, inclinés l'un vers l'autre, et qui ne se regardaient pas. Autour d'eux éclatait en musique vibrante l'harmonie des nations alliées, envahies, menacées, non désespérées. Par l'attitude des deux chefs, par celle de Paris entier, jamais ne s'était marquée avec cette force l'indomptable foi du pays.

Jamais, non plus, les armées alliées n'avaient été regardées avec de tels yeux. Certes, l'Angleterre figu-

rera éternellement la grande amitié de cet épisode de la vie nationale. Cela date du surlendemain des premières hostilités : du jour où recommença dans les Flandres la lutte six fois séculaire, la lutte nécessaire de nos voisins. Leur amitié représente un soupir de satisfaction tardive, mais définitive. Enfin, nous nous trouvions mis du même côté par la bienveillance des choses ! Enfin, l'estime obscure et latente pouvait éclater ! Enfin, les deux rameaux de cette race celte qui fait une moitié de la Grande-Bretagne comme une moitié de la Gaule pouvaient se joindre et s'identifier pareils au glaive symbolique dont Lamartine a parlé magnifiquement :

Frère, se disaient-ils, reconnais-tu la lame ?
Est-ce bien là l'éclair, et la trempe et le fil ?
Et l'acier qu'a fondu le même jet de flamme,
Fibre à fibre se rejoint-il ?

Et nous, nous vous disons : — O fils des mêmes plages,
Nous sommes un tronçon de ce glaive vainqueur !
Regardez-nous aux yeux, aux cheveux, aux visages ;
Nous reconnaissez-vous à la trempe du cœur ?

Lorsque, à cette cérémonie, M. Lloyd George, reconnu, fut prié de venir prendre sa place dans le grand murmure de l'ovation aux côtés des chefs de l'État français, tout le monde sentit un violent mouvement d'allégresse physique monter du fond des cœurs comme un soupir de nos antiquités retrouvées : congénères de Galgacus et de Celtill, petits-fils des fidèles du duc Guillaume et des héritiers de Rollon !

Qu'est-ce qui divisa ? L'appréciation de lointains

intérêts complexes. Avec l'évidence éclatante de communauté d'intérêts simples, profonds, prochains, même immédiats, rien ne s'opposait plus aux sympathies qui naissent de « la trempe des cœurs ». Ils se donnaient ainsi carrière depuis quatre ans.

Rien de plus naturel, rien qui fût mieux dans l'ordre.

Mais avec l'Amérique, nous entrions dans ce féerique et ce merveilleux qui était plus sensible encore au peuple de Paris.

Réfugiés entre un parti de musiciens qui jouaient sur un terre-plein et ce peloton d'officiers blessés, entre lesquels une main amie tendue à propos nous gara, nous pouvions suivre, sur un grand nombre de spectateurs, les états de cette vibration populaire continuée tant que dura le défilé. Le passage des combattants américains, d'une expression et d'une structure physique si variée, tous si robustes, exprimant la même volonté de retourner combattre et d'aller « gagner la guerre » là-bas, imposait au passage des frémissements d'admiration et de certitude qui tournaient à des explosions de reconnaissance enivrée. La nation éprouvée voyait passer et sentait vivre devant elle l'énergie, la puissance, le bienfait de l'ami sauveur : transports de cordialité généreuse, exaltés au delà de tout ce que peignent les mots.

Mais soudainement à la vue d'une nouveauté saisissante, cet accent changeait : en tête de la troupe amie, quelque chose de plus ami encore arrivait, le témoignage matériel et physique de l'intime union de la France et de l'Amérique; un, deux, trois officiers

revêtus de notre uniforme, commandant aux recrues de là-bas, témoins de l'instruction demandée et donnée, signes animés et vifs monuments de l'ardente collaboration poursuivie. Il y avait des Français et des Françaises que cette vue avait surpris et contractés aux profondes fibres de l'âme. On se reconnaissait, on s'honorait et l'on s'aimait mieux de se sentir ainsi capable de donner quelque chose, et de donner même beaucoup, lorsqu'on recevait tant et tant! Ces hommee de l'autre rivage sous le commandement des chefs de notre langue élevaient au sublime l'immense frisson du public.

On peut dépouiller nos annales de l'arrière pendant ces quatre rudes années : nul instant n'est à comparer à celui-là, et si l'afflux américain ouvrait une nouvelle zone de la bataille, ce renouvellement de l'espoir national ouvrait aussi une ère dans la conscience de la nation. Les paroles officielles de la grave journée avaient été brillamment colorées et comme diaprées du feu de cette double aurore. Un discours de M. le haut-commissaire Tardieu, récapitulant les improvisations américaines nous avait paru beau comme un conte de fée. Après lui avaient flambé comme un bol de punch les Américains de la Chambre de commerce de Paris : M. Walter Berry, leur président, lançait l'étonnante et splendide profusion de hautes promesses qu'on salua gaiement comme la corne d'abondance belle et large d'où s'épandraient, en pluie féconde, dollars, navires, usines, hauts fourneaux, produits bruts et produits fabriqués, toutes les réparations, toutes les restitutions que le monde et spécialement l'Amérique, disait M. Walter Berry,

doivent verser et par conséquent verseront au génie sauveur de la France.

Esprit ingénieux et cœur magnifique, cet admirable Américain nous déclarait en propres termes :

Mes amis de France, avant notre entrée dans la guerre — et nous y entrons à peine aujourd'hui — les États-Unis vous ont consenti des avances financières. Aujourd'hui, nous nous rendons compte pleinement que, pendant quatre ans, c'est POUR NOUS *que vous vous battiez. Alors, ces avances, jusqu'au dernier dollar, doivent être annulées. Pendant que votre mur vivant tenait ces hordes enivrées de domination universelle — les tenait* POUR NOUS *— vos chantiers navals étaient déserts, votre flotte marchande tombait en ruine. Donc, après la guerre, nous serons prêts à vous donner les navires nécessaires et tous les moyens de reprendre pleinement votre commerce maritime. Puisque c'est* POUR NOUS *que vos villes ont été mises à sac, vos arsenaux incendiés, vos usines démantelées, c'est à nous de vous les reconstruire. Et nous le ferons. Et quand nous aurons fait tout cela, nous rentrerons chez nous, en remerciant encore la France d'avoir sauvé le monde du pangermanisme.*

Ces généreuses volontés[1] étaient déjà connues de nous au 4 juillet 1918, mais écrivions-nous au lendemain de leur publication[2], c'est la première fois, semble-t-il, qu'elles s'expriment avec clarté et ampleur.

1. Dans la même pensée, il faut citer la campagne du diplomate qui signe Vigil à l'*Action française*, campagne malheureusement unique dans notre presse, et faite en vue d'insister sur cette évidence que nos alliés et associés ont fait « leur propre guerre » sur « notre champ de bataille ». Vigil en concluait dès lors sans réplique possible, que la France possédait d'importantes « créances reconventionnelles » sur eux

2. *Action française* du 5 juillet.

« La réponse de notre cœur, » poursuivions-nous, « doit être une fois de plus l'expression d'un remerciement sans mesure. Mais cette gratitude infinie ne doit pas nous dispenser de penser, c'est-à-dire de juger et de mesurer...

« Les Américains nous estimeront et nous aimeront mieux de tout ce que notre activité personnelle, économique ou politique ou militaire, saura ajouter à la leur. Ils seront heureux de nous aider. Ils seront fiers de voir que nous savons nous aider aussi. Il ne sera pas pour leur déplaire, j'en suis sûr, de voir ici formuler nos réserves contre un esprit de quiétisme et de rémission qui tendrait à nous amollir. »

Dans ces lignes, nous avions surtout en vue un esprit de rémission et d'abandon à la belle pensée et aux bonnes volontés personnelles de M. le Président Wilson. Car, celui-là passait alors pour devoir être notre seule providence. Il était fort loin d'y songer. Nous l'avons indiqué plusieurs fois, très discrètement.

Est-ce pour cela qu'un journal américain alors ami de M. Wilson, le New Republic, *a gémi d'avoir trouvé chez nous de* l'égoïsme, *puis un* calme cynisme, *puis des propositions* barbares, anti-sociales, inhumaines, *et nous ne savons combien d'autres diableries? Ces amis de M. Wilson avaient bien tort d'écrire de tels mots ; les seules barbaries, elles venaient de leur grand homme. Néanmoins, il est vrai que nos petites touches quotidiennes aboutissaient à un portrait, flatté sans doute mais inquiétant déjà. Bien avant son fâcheux point d'arrivée, il était difficile de bannir de notre mémoire l'impression d'un point de départ qui nous*

défendait la confiance proprement dite : les démarches de M. Wilson au commencement de la guerre révélaient, trahissaient peut-être des tendances profondes à peu près inexorables à l'égard des Français.

« Nous devons, avait-il écrit à cette date[1]*, être « impartiaux en pensées aussi bien qu'en action, « nous devons mettre un frein à nos sentiments qui « pourraient nous ranger d'un côté ou de l'autre. » Les cœurs américains volaient d'eux-mêmes à la France devant l'évidence de l'agression et de l'invasion ; leur mouvement fut arrêté, glacé par les paroles de M. Wilson, et cette violence publique faite au sens spirituel par un magistrat d'ordre temporel, lui-même créature d'un gouvernement d'opinion, éveilla dans le monde entier ce trouble vague que les peuples ressentent à l'aube d'une tyrannie. Nous tâchions, il est vrai, de dissiper ce trouble par la juste attention donnée à la souplesse d'un esprit politique soucieux des réalités. L'éloge forcené de son « idéalisme » dans les milieux les plus suspects entretenait les inquiétudes.*

L'équivoque était-elle dissipée par l'énorme importance accordée par M. Wilson aux idées juridiques ? « L'homme de la Bible et du Code » laissait transparaître les arrière-pensées d'une médiation qui, en fin de compte, a placé l'assaillant au même niveau que l'assailli, a égalé nos envahisseurs et nos envahis, et, somme toute, n'a classé les belligérants que suivant leur plus ou moins d'empressement à venir se ranger au pied d'un certain tribunal.

1. Le 18 août 1914.

Depuis, comme un feu qui confond les traits naturels des choses et des gens, mais laisse un résidu de matières irréductibles, l'état d'esprit métaphysique manifesté par M. le Président Wilson a détruit des valeurs de grand prix (comme la vieille Autriche) et respecté plus d'une nuisible vanité (comme la jeune Allemagne). Cela au gré du bon plaisir! Du moment qu'il pouvait décréter : ceci est sacré, *et* impossible d'y toucher, *à propos des idées les plus contradictoires, M. Wilson pouvait se permettre absolument tout. Les décisions de ce Sinaï wilsonien étant communiquées au monde comme autant de lois surhumaines que rien ne fléchirait, il est de fait qu'elles ne fléchirent jamais que dans le sens qui favorisa les intérêts d'une vaste ambition secrète et les puissances qui en étaient la condition. Puissances ethniques et autres : coalitions de race, consortiums d'argent.*

Le lendemain de sa première élection de 1913, M. Wilson s'était présenté comme un autocrate en herbe à l'assemblée de ses compatriotes. Son affirmation de pouvoir personnel enveloppait-elle déjà quelque prétention à l'empire du monde? Il est probable que l'occasion a fait le larron. Mais tels journaux et telles revues de son pays[1] *en arrivent à l'accuser de vouloir renverser à son profit leur République. Le certain est qu'il a sacrifié aux intérêts de son prestige les plus beaux fruits de notre commune victoire. Il fut un César magnifique à nos dépens. Nous en avions été amplement prévenus par les concitoyens de M. Wilson. Ils se rappelleront sans doute que nous*

1. En particulier le *Harvey's Magazine*.

avions, malgré nous et contre eux, espéré. Ainsi, peu confiants, nous faisions confiance. Nous réagissions même, avec Bainville, avec Grosclaude, avec Daniel Halévy, avec Émile Buré, contre ces pronostics trop justes que nous voulions appeler des erreurs et qui nous semblaient comporter une part d'outrance. Nous ne le regretterons pas. De toutes façons l'Amérique ne décevra personne si beaucoup ont été déçus par le pieux Américain à qui les grandeurs ont tourné la tête.

C'est dans ce sentiment qu'il faut lire cette analyse au jour le jour: elle forme à la lettre un journal des « Aspects » de l'action wilsonienne et surtout des idées qui la déterminèrent. Cette action fut distincte de celle du peuple américain, bien que tirant de lui toute sa valeur politique.

I

LA NEUTRALITÉ

LE SPECTATEUR IMPARTIAL

12 avril 1915.

L'Amérique est un pays neuf où la distinction des Églises et de l'État s'ébauche à peine. Personne ne se prive d'y commenter en public les livres sacrés, le président Woodrow Wilson y monte en chaire et l'onction ne manque pas à ses prônes. Celui que transmet le correspondant new-yorkais du *Daily Telegraph* fera, je crois, le tour du monde, car, malgré le caractère privé de ces pieuses manifestations de haute conscience individuelle, il est bien difficile de négliger absolument le sens politique de la morale enseignée à l'église méthodiste de Maryland par le premier magistrat de l'Union.

Ce sont des jours de grande perplexité, a dit le président Wilson dans un langage qui le peint lui-même mieux encore que nos sombres jours. Un grand nuage, a-t-il ajouté, assombrit la plus grande partie de l'horizon.

Il semble que de grandes forces matérielles et aveugles, contenues depuis longtemps, aient été déchaînées et que, *cependant*, on puisse distinguer au-dessous d'elles la forte impulsion d'idéals élevés.

Il serait impossible à des hommes d'endurer ce qu'ils souffrent sur les champs de bataille d'Europe, d'affronter les ténèbres où se livre la terrible lutte, s'ils ne voyaient pas ou ne croyaient pas voir grandir la lueur aurorale d'où va s'élancer le soleil.....

Les neutres étaient incertains de leur devoir : ils vont commencer à le découvrir, donc à l'accomplir.

M. Wilson n'en voit que l'aube. Patience, lui aussi, saura saluer son soleil.

Il le salue, et doublement dans ces termes curieusement impartiaux auxquels aboutit, non sans surprise, le mouvement de la phrase et de la pensée interrompues. Les peuples ne se battraient pas...

... s'ils ne croyaient pas, CHACUN DE LEUR COTÉ, soutenir QUELQUE PRINCIPE ÉTERNEL de droit.

LES IDÉALS

« Chacun de leur côté » ou, dans une meilleure traduction, « de son côté », cela veut dire que les compliments de M. Wilson n'étaient pas unilatéraux. Ils s'adressaient à tout le monde : aux alliés, sans doute, mais aussi à leurs ennemis, Allemands, Bulgares, Hongrois, Turcs. Car tous, suppose-t-il, croient soutenir quelque principe de droit. Tous aspirent à quelque soleil de justice et, même sous les bombes qui détruisent Reims et Senlis, Soissons et Louvain, sous l'éclair des baïonnettes et des sabres qui tranchent le poing aux enfants, éventrent les femmes enceintes ou font subir de honteuses cruautés à de vieux hommes désarmés, nos pauvres prêtres, le président Wilson voit limpidement rayonner des idéals dignes de respect et d'honneur.

Il a de bons yeux, mais surtout une bonne langue.

AU GRAND TRIBUNAL DE L'OPINION DU MONDE

Nous l'avons déjà dit à M. Bergson, qui ne voulait permettre aux Boches que le matérialisme[1]. Il y

1. Voir notre livre *Le Parlement se réunit*, p. 43.

a un idéal boche, et c'est même par la couleur de son « idéal » que le Boche s'est distingué en tout temps du reste du monde. M. le président Wilson rend justice à cette vérité historique. Et les « idéals » étant égaux entre eux, exactement comme les hommes, jusqu'au moment où la survivance du plus fort fera ressortir quel est le meilleur, ce haut magistrat installé dans la chaire ecclésiastique a signifié en langage d'*aficionado*, son verdict aux gladiateurs :

Donc, tout autour d'eux, tout autour de nous, siège dans l'attente le tribunal silencieux qui doit prononcer le jugement définitif sur cette lutte, *le grand tribunal de l'opinion du monde*, et je m'imagine que je vois — je crois voir et je prie Dieu qu'il me fasse voir vraiment — *de grandes forces spirituelles* qui demeurent dans l'attente de l'issue de cette guerre pour s'affirmer, qui commencent même à s'affirmer déjà, pour éclairer notre jugement et raffermir nos esprits.

Aucun homme n'est assez sage pour pouvoir prononcer un jugement; mais nous devons tenir nos esprits prêts *à accepter la vérité quand elle surgira* devant nous, quand elle nous sera révélée *à l'issue* de cette lutte titanique.

« La vérité », disait le grand pacifiste de 1840 dans le plus généreux, le plus bruyant et le plus vide des hymnes de paix, « la vérité c'est mon pays ». Il entendait qu'il n'avait d'autre patrie que le vrai. Le fait national était ainsi subordonné à l'idée. M. Woodrow Wilson paraît intervertir les termes de la pensée de Lamartine et, pour définir la vérité idéale, il attend, il adjure d'attendre la décision des faits. Ce que nos pères batailleurs appelaient, en l'appréciant certes,

mais sans l'adorer, le hasard des combats, la fortune des armes est ici convié à dire le droit et le vrai. Dans les siècles barbares, le plus fort avait les dépouilles. On lui fait entrevoir pour cette fois qu'on lui fera honneur, par-dessus le marché, de la vérité et du droit.

NI VAINQUEURS NI VAINCUS

24 janvier 1917.

On a bu hier soir, dans le banquet France-Amérique, en l'honneur de M. le président de la République des États-Unis. Levons cordialement notre verre à la santé du plus haut magistrat d'un peuple ami et généreux auquel nous devons tant et que nous voudrions remercier de toute manière ! Cela fait, ne nous gênons pas pour examiner et critiquer, non moins cordialement, la morale de M. Woodrow Wilson. Ses compatriotes nous en donnent l'exemple : dans un beau petit livre d'une remarquable âpreté, *Hésitations*, dont l'auteur, M. W. Morton Fullerton, est un Américain éminent, M. Wilson n'est pas ménagé.

J'avoue d'ailleurs que je n'aurais pas eu l'idée d'ajouter un mot si ce pauvre Hervé (toujours là !) n'avait pris soin de reconnaître ses idées dans ce message au Sénat américain : « Tous les républicains français pourront y saluer au passage des idées et des principes qui leur sont chers depuis 1789 », et surtout si, brochant sur notre Hervé, un rédacteur de *l'Humanité* n'avait imaginé de célébrer à ce propos « la haute conscience » de M. le président Wilson.

On est profondément persuadé de la droiture, de la probité, de l'intégrité, de l'honneur et, en général, de toutes les vertus qui décorent M. le président Wilson. Mais je ne sais pourquoi cette façon de le

louer éveille ma défiance. Je ne sais pourquoi de telles louanges ont toujours été l'occasion d'un mauvais coup porté tantôt par le célébré et tantôt par les célébrants.

Les ennemis intérieurs de mon pays enguirlandent M. Wilson. Ce n'est pas naturel.

SOUVENIR SINGULIER

Il convient de lire de près, de relire, en interrogeant les échos indistincts et puis les échos très nets qui bourdonnent dans la mémoire. Quelques mots du Message me reviennent avec une insistance inouïe. *Souvenir, souvenir, que me veux-tu?*.. chante Verlaine. M. Woodrow Wilson chante aussi :

Il m'a semblé nécessaire, s'il existe réellement quelque part un désir sincère de paix, de parler un langage franc. Je suis *la seule personne* jouissant d'une autorité parmi tous les peuples du monde qui ait le droit de parler et de ne rien cacher.

Je parle comme simple individualité, mais je parle cependant aussi comme le chef responsable d'un grand Gouvernement...

Cela ne vous rappelle rien ? « Souvenir, souvenir... » Eh! si fait! la lettre de Guillaume à son pendard de Bethmann, fausse comme sa date, que tout le monde a suspectée, fausse comme sa voix, comme tout ce qu'elle porte et contient. On y a lu presque en mêmes termes :

Il est évident que les populations des pays ennemis qu'on oblige à continuer cette dure guerre à l'aide de mensonges et de tromperies et qui sont égarés par les combats et par la haine, ne possèdent *aucun homme*

capable ou ayant le courage moral de prononcer le mot qui leur apportera le soulagement de proposer la paix. Ce qu'on désire, c'est un *acte moral* qui libère le monde.

Il est encore question de libérer le monde au suivant paragraphe du poulet impérial.

En voulez-vous des principes de 1789, de l'humanitairerie? Et de la haute conscience? A rendre baba toute la rédaction de *l'Humanité* de Snell en Bracke et de Renaudel en Veillard? Malgré l'océan qui sépare les deux hautes consciences de « chef », *Wilhelm rex* a-t-il perçu l'écho qui lui est fait, la rime qui lui est envoyée par M. Wilson? J'en atteste la suite de la lettre à Bethmann :

Il est nécessaire pour cela de trouver un chef d'État qui ait une conscience... qui possède la volonté de libérer le monde de ses souffrances.

Ceux qui ont su lire le message de M. Wilson ont observé qu'il demandait une « révolution morale ». C'est aussi un « acte moral » que se propose d'opérer le roi boche. Tout cela vous dégage un petit fumet kantiste et roussien dont on conçoit que les consciences démocratiques soient régalées. On me permettra de témoigner une horreur fervente pour cette cuisine. Droite et sincère chez M. Wilson, parfaitement hypocrite chez Guillaume II, elle représente au point de vue de l'histoire des idées et du langage un état certain de décadence et de barbarie, celui où les genres se mêlent, quand pour parler peinture on fait de la poésie et quand les idées au lieu d'être apportées directement par leurs signes abstraits

usent de ces transpositions de figure qui favorisent tous les malentendus, toutes les équivoques, toutes les erreurs, et par conséquent tous les crimes.

LA MORALE UTILISÉE

Avec les intentions très contraires qu'on leur connaît, ces deux chefs d'État commettent le même abus des formules morales et religieuses en un sujet dont l'essence commune est politique.

Prenons un exemple. Une société financière est, aussi bien qu'une nation, tenue de respecter le droit, de faire son devoir, de se montrer secourable et pitoyable, d'allier au sentiment de ses intérêts le respect des intérêts d'autrui; cependant ce n'est pas pour cela qu'elle est fondée : que penserait-on d'un administrateur délégué qui remplacerait le compte rendu de sa gestion annuelle ou l'exposé de ses vues sur l'avenir matériel de la situation par une homélie ne tendant qu'à manifester la pureté de ses intentions ?

On penserait : ou que le personnage incline à un doux gâtisme ou que le formulaire ethico-théologique est destiné à cacher son jeu et à jeter de la poudre aux yeux du pieux auditoire.

Remarquons en passant que l'usage intéressé de cette poudre en Allemagne et en Amérique vérifie l'observation que faisait l'autre jour, à l'*Echo de Paris*, Louis Bertrand : les peuples sont beaucoup plus religieux qu'on ne le croit en France. Nous tournons le dos à l'évidence des réalités ou nous nous abusons grossièrement sur la nature du sens religieux quand nous prétendons retrancher tout

avenir à ce qui n'est pas scepticisme ou agnosticisme. Le menteur Guillaume II s'adresse à une Europe embéguinée. Le sincère Wilson parle à une Amérique idéaliste et dévote. C'est comme ça. Je n'y puis rien. Ce que je peux, c'est d'obtenir de mes yeux et de mon esprit qu'ils voient ce qui est, au lieu de transformer leurs visions d'après les partis pris de mon cerveau.

LES INTÉRÊTS ET LES PRINCIPES

Ce qui est, en même temps, c'est que l'idéalisme et la dévotion n'empêchent pas les affaires. Il n'est pas impossible que M. Wilson s'abandonne sans aucune arrière-pensée au cours de ses utopies juridiques : par devoir d'Etat il y mettrait certainement un frein si elles gênaient les intérêts vitaux de son pays. De toute vraisemblance, si ces intérêts parlaient avec décision leur impérieux langage, il se résignerait à fermer les yeux sur la violation des sacrés principes[1]. Dès les premières rumeurs du message NI VAINQUEURS NI VAINCUS, *Paris-Midi* a très pertinemment demandé avant-hier s'il n'y avait eu ni vainqueurs ni vaincus dans la guerre de Cuba. Et le passage de ce document mémorable où il est dit :

> Les garanties échangées ne doivent ni reconnaître ni impliquer une différence entre les nations grandes ou petites, entre celles qui sont puissantes et celles qui sont faibles,

1. Pronostic vérifié par les atténuations apportées par M. Wilson à ses principes et à ses projets dès que l'opinion américaine s'est élevée soit contre l'égalité de race, soit contre des interventions indéfinies en Europe, soit contre l'intervention des nations européennes en Amérique (1919).

ce passage a irrésistiblement évoqué dans mon souvenir le tapis vert du Traité de Paris, le dernier, je crois, du XIXe siècle, où les négociateurs américains du seul fait qu'ils avaient prouvé leur qualité et leur ascendant de vainqueurs, c'est-à-dire de peuple « grand » et de nation « puissante », arrachèrent aux Espagnols vaincus, presque autant de territoires, d'îles, de villes et de ports qu'en avait conquis le canon de l'amiral Dewey!

« JE N'AI PAS CONFIANCE »

Petit! petit! petit! C'est ainsi que le cuisinier appelle l'oiseau dans la fable de La Fontaine. L'oiseau bien inspiré s'enfuit. A la place des petits peuples, je n'écouterais pas sans un peu de sagesse méfiante un appel cordial ainsi jeté au monde par le chef tout-puissant d'une Confédération de quarante-huit Etats riches, peuplés, vivaces. Le cuisinier, pardon, le chef sait que sa conscience pure, comme celle du philosophe de Kœnigsberg, reflète le ciel étoilé ; mais les conséquences politiques dérivées de son appel ne refléteront vraisemblablement que les forces unies des étoiles inscrites sur le drapeau américain : or, des conséquences de ce calibre et de ce poids dépassent d'ordinaire la portée des intentions, d'un homme mortel.

La philosophie juridique et humanitaire compose dans la vie cruelle du monde une espèce de luxe qui, en vertu de l'éternel *priùs vivere*, passe forcément après la satisfaction des besoins de la vie collective des hommes. Il est toujours très dangereux de prendre une nation pour une Académie. Comme une

société financière est faite pour gagner de l'argent, une société nationale, c'est-à-dire où les hommes naissent et meurent, est faite pour améliorer les conditions de leur vie. La vraie justice, le véritable droit, l'honnêteté vraiment consciente et lucide consisterait à commencer par exposer, clairement et candidement, les intérêts fondamentaux, les intérêts sacrés qui correspondent à cette fonction des Etats.

Qu'on les subordonne aux règles supérieures de toute vie, rien de mieux. Mais qu'on se serve de ces règles pour costumer, masquer, maquiller ces intérêts, le carnaval, voulu ou non, et qu'il soit suggéré par basse ruse comme c'est le cas de Guillaume, ou par habitudes professionnelles, comme c'est le cas de M. Wilson, ce carnaval d'idées précipite à des maux artificiels supérieurs encore à tous ceux qu'inflige la nature.

DE LE CHAPELIER EN WILSON

On pourra s'en faire une idée approximative, mais que je crois juste si l'on se donne la peine de réfléchir aux analogies éveillées par l'endroit du message où M. Wilson repousse de l'humanité future tout système d'alliances, chacun y devant être protégé par tous :

...qu'aucune nation ne cherche à imposer sa politique à aucun autre pays, mais que chaque peuple soit laissé libre de fixer lui-même sa politique personnelle, de choisir sa voie propre vers son développement, et cela, sans que rien le gêne, le moleste ou l'effraie, et de façon que l'on voie le petit marcher côte à côte avec le grand puissant.

Je propose donc que dorénavant toutes les nations évitent les *complications d'alliances* qui pourraient les entraîner à des rivalités de pouvoir, les envelopper dans un filet d'intrigues et de compétitions égoïstes, et par des influences venues de l'extérieur, les détourner de leurs propres affaires; il ne saurait exister de complications d'ailleurs dans un loyal accord de puissances; quand nous sommes tous unis pour agir dans le même sentiment et en vue du même but, nous agissons dans l'intérêt général et nous restons chacun libres de nos propres actes sous la protection de tous.

« *Souvenir, souvenir...* » Qu'est-ce que nous rappellent de nouveau, ou d'ancien, de telles paroles? Vous y êtes : en plus vaste, appliqué à l'Europe ou aux deux continents, c'est le système du conventionnel Le Chapelier, c'est le fameux décret qui interdisait aux ouvriers et aux patrons toute association, entente et alliance sur « leurs prétendus intérêts communs ». Un État central tout-puissant se préparait à prendre en mains les intérêts de tous et de les représenter souverainement. Quel gage de paix sociale! disaient les rêveurs de l'époque. Quelles immenses garanties d'accord!

Il est à peine utile de rappeler que les soixante-dix ou quatre-vingts ans qui suivirent furent l'enfer du monde ouvrier français en même temps que le paradis des capitalistes. On avait décrété l'égalité idéale des grands et des petits. On avait gravé dans la loi l'équivalence juridique du faible et du puissant. Mais même poudrée d'or et confiée à du papier doré sur tranches, cette belle encre n'avait pas transformé les réalités. Les réalités furent pires que les plus fabuleuses horreurs de l'ancien régime. L'ouvrier en

conçut un état d'esprit révolutionnaire farouche qui déclara la guerre à l'ordre social tout entier, cet ordre consacrant les plus monstrueux abus de puissance.

On ne peut espérer aucune sécurité de l'avènement juridique et blagologique d'une ère d'égalité européenne où il serait défendu à la Belgique de se mettre sous la protection de la France, de l'Angleterre et de la Russie[1], mais où l'Allemagne garderait le plein de ses territoires, de ses populations, de ses richesses, de ses puissances quand bien même elle trouverait sa limite idéale dans la menace d'un gendarme-fantôme au service des États-Unis du Monde dont le gouvernement serait d'ailleurs à la discrétion d'agents secrets ou d'agents publics armés de son fer ou lestés de son or.

M. Wilson prend pour le régime de l'avenir l'état dont nous venons : on peut lui répondre que nous sortons d'en prendre, à La Haye. Merci bien.

1. Le sénateur Frelinghuysen, de New-Jersey, a posé « à tout Américain intelligent » un certain nombre de questions entre lesquelles celle-ci porte le n° 7 : « — Si la Ligue des Nations avait existé au moment de notre Révolution de 1776, la France aurait-elle pu nous aider ? Et plus tard, le Texas ferait-il partie de l'Union ? Cuba serait-elle libre ? » (*Harvey's Weekly*, 22 mars.)

La réponse des adeptes à ce genre de question ne peut varier. Ils déclarent que les références au passé sont inopérantes : n'allons-nous pas ouvrir une ère absolument nouvelle et sans rapport avec tout ce qui s'est vu autrefois ?

IDÉALISMES DANGEREUX

28 janvier 1917.

...Les situations respectives de M. Wilson, du Gouvernement français et des socialistes français, ont moins changé qu'on ne croirait depuis le commencement de la guerre.

Ce n'est pas de décembre 1916 ni de janvier 1917 que datent les rêves d'intervention et de médiation de M. Woodrow Wilson. Le président américain, dont les idées sont fixes comme son pouvoir est personnel, avait fait un premier pas dans le même sens, absolument dès les premiers jours d'août 1914. La dépêche de Washington portant le texte de sa proposition fut insérée au *Temps* du 7 août, paru le 6 au soir.

Mais le *Journal de Genève* du 10 l'ayant reproduite, aussitôt il s'éleva, comme il convient, un murmure du côté de *l'Humanité* qui, n'ayant pas pris garde à l'information du *Temps*, imagina le 15 août de dire qu'il était « fâcheux pour l'opinion française » (à laquelle la feuille socialiste se substituait une fois de plus) « d'apprendre par un journal étranger la proposition » de M. Wilson.

Le flambeau que soutiennent les mains de M. Renaudel et de M. Compère-Morel ajoutait avec une gravité impayable qu'il « ne saurait y avoir un avantage à laisser ignorer à la France une démarche aussi importante que celle des Etats-Unis ». De l'importance de la démarche, les événements

postérieurs permettent de discuter. Mais, pour commettre son erreur de jugement, *l'Humanité* avait commencé par se précipiter sur une erreur matérielle. Le jour même, l'Agence Havas rappelait que la dépêche annonçant la proposition américaine avait parfaitement paru en France. *Le Temps* du soir confirma le démenti.

LES FRANÇAIS NE VARIENT PAS

Dans le même numéro du 16 août 1914, *le Temps* profitait de l'occasion pour donner le texte de la réponse du Gouvernement français. Réponse polie, mais telle qu'on pouvait l'attendre d'un Etat qui ne fait la guerre que parce qu'on la lui fait.

Le Temps ajoutait même un commentaire si net que le plus grand journal de la République (comme cela lui arrive quelquefois) s'y montrait l'interprête du sentiment français. *Le Temps* du 16 août 1914 répondait, en effet, au grognement de *l'Humanité :*

... Ce n'est pas du tout le moment de faire entre les belligérants le geste classique des Sabines. Cette guerre n'est pas un débat à peser dans des balances philosophiques. D'une part, une tentative d'asservissement définitif de la communauté européenne à une race ; d'autre part, la défense de la liberté de l'Europe et des principes mêmes sur lesquels est fondée l'Union américaine. Comment imaginer que le président Wilson et son Gouvernement parlent *le même langage aux agresseurs et à ceux qui représentent le droit et les mette sur le même pied?* C'est un DANGEREUX IDÉALISME, celui qui n'aboutirait qu'à énerver la force de ceux-ci sans arrêter les premiers. Dans un duel à fond, comme celui que l'Allemagne a voulu engager avec l'Europe entière, il n'y a pas à relever les épées.

En vérité, je le répète, depuis ces trente mois de guerre, rien ne paraît avoir bougé dans les éléments en présence. M. Woodrow Wilson s'obstine à ne pas distinguer entre provocateurs et provoqués, entre agresseurs et défenseurs. Et nos républicains ne cessent pas de ne pas voir que leurs appels « aux principes mêmes sur lesquels est fondée l'Union américaine » sont aussi inopérants que possible[1]. Le « dangereux idéalisme » continue à sévir à la Maison-Blanche, il continue de trouver crédit au groupe socialiste de la Chambre et à la rédaction de *l'Humanité*.

CELUI QUI A CHANGÉ

Un personnage a changé pourtant, et c'est Guillaume II. Conversion récente : ayant cassé quelques-unes de ses dents sur la défense militaire de l'Entente, il voudrait bien garder les autres et, puisque l'idéalisme socialo-américain paraît ouvrir une voie de salut, va pour l'idéalisme !

Ça le connaît, comme disent les bonnes gens ! Il n'est pas pour rien le compatriote de Kant et l'élève de Fichte. Fichte a effectué le passage de l'idéalisme et du moralisme libéral à l'idéalisme et au moralisme autoritaire et jacobin par des moyens sensiblement analogues à ceux qui tirèrent de la douce Constituante de 1789 la féroce Convention de 1793, des proclamateurs des Droits de l'Homme les équipes de la Terreur.

1. Le langage de la communauté d'intérêt aurait agi moins lentement.

La voie inverse suivie par Guillaume II, ce recours du jacobinisme pangermanisant au libéralisme bêlant qui veut s'armer de « courage moral » pour accomplir, dit la lettre à Bethmann-Hollweg, un « acte moral » destiné à « libérer le monde » des « souffrances » et de « l'oppression », ce nouveau cours n'a rien d'inédit non plus dans l'histoire des doctrines révolutionnaires issues de Kant, Rousseau, Luther : tout le XIX[e] siècle a vu les persécuteurs, à peine menacés d'un retour de fortune ou d'un murmure de l'opinion, se remettre à bêler, comme l'empereur allemand, des couplets de pitié suprême et de tolérance mystique.

Guillaume Boche sait son manuel de philo comme il sait son métier. Il faut savoir le nôtre. Il faut comprendre que les « dangereux idéalismes » professés par le président Wilson et par nos socialistes deviennent entre les mains de l'empereur allemand un idéalisme alimentaire, un idéalisme sauveur : aux temps où sa naïveté ne lui montrait que des proies faciles, Guillaume Boche déployait un réalisme sans merci. Si les chefs socialistes sont assez sots pour se laisser prendre à la manœuvre impériale et travaillent à lui épargner châtiments et réparations, instruisons le pays de leur simplicité et montrons dans quel nouveau fleuve de sang serait plongée la France si l'on avait le malheur de les écouter.

KANT ET M. WILSON

16 février 1917.

La *Revue des Deux Mondes* publie l'analyse parallèle du traité de la *Paix perpétuelle* de Kant et des diverses doctrines manifestées par M. Wilson sur la paix future. Cette étude du plus haut intérêt est l'œuvre de M. César Chabrun dont le nom nous était inconnu. Nous aurions dû le connaître. M. Chabrun est professeur à la Faculté catholique de droit à Lille. Il a vaillamment combattu, il a été blessé. Cet homme de talent est heureusement conservé à la France.

Les curieux se reporteront à la revue du 15 février. Il faut noter pour nous deux points.

MORALISTES LIBÉRAUX

D'abord les rapprochements de M. Chabrun versent une lumière éblouissante sur le cas, déjà très sensible à la simple lecture, de la communauté philosophique ou, pour mieux dire, du *condiscipulat* de M. Wilson et de Guillaume II. Les simples textes en déposaient. Il suffisait de relire après les messages divers du président de l'Union américaine le fameux billet à Bethmann-Hollweg en prenant garde au jargon de moralisme libéral. Relisons-le :

Mon cher Bethmann, j'ai soigneusement approfondi notre conversation. Il est évident que les populations des pays ennemis, qu'on oblige à continuer cette dure guerre à l'aide de mensonges et de trompe-

ries et qui sont égarées par les combats et par la haine, ne possèdent aucun homme capable ou ayant *le courage moral* de prononcer le mot qui leur apportera le soulagement de proposer la paix. Ce qu'on désire, c'est un *acte moral* qui *libère le monde*, y compris les neutres, du *fardeau qui l'oppresse.*

Il est nécessaire pour cela de trouver un chef d'État qui ait *une conscience*, qui se sente responsable vis-à-vis de Dieu, qui possède un cœur pour son propre peuple comme pour ses ennemis et qui, indifférent à toute fausse interprétation possible ou voulue de son action, possède *la volonté de libérer le monde* de ses souffrances. J'aurai ce courage ; m'en reposant en Dieu, j'oserai faire cette démarche.

Veuillez élaborer une note dans ce sens et me soumettre toutes les dispositions nécessaires sans délai.

Signé : GUILLAUME II, *empereur et roi.*

Ce n'est pas autrement qu'il a été parlé, de la Maison-Blanche, d'abord aux belligérants, ensuite au Sénat américain. Nous avons eu à souligner, chez les deux acteurs, exprimé dans les mêmes termes, le même sens de leur importance, de leur autorité, de leur pouvoir personnels : « Les populations des pays ennemis ne possèdent, dit l'empereur boche, aucun homme capable ou ayant le courage moral de prononcer le mot... J'aurai ce courage... »

M. Wilson disait :

... JE SUIS LA SEULE PERSONNE jouissant d'une autorité parmi tous les peuples du monde qui ait le droit de parler et de ne rien cacher. Je parle comme simple individualité, mais je parle cependant aussi comme le chef responsable d'un grand Gouvernement.

Les doctrines philosophiques plus encore que les

écoles des rhéteurs ont chacune leurs grimaces propres, leurs tics. L'identité du tic pseudo-stoïcien ou kantien eût aidé à déceler la communauté d'origine si l'identité du vocabulaire n'avait déjà fourni le premier indice révélateur. Ces indices divers sont vérifiés aussi complètement que possible dans le travail de M. César Chabrun. Sa collation des textes est irrésistible. La philosophie de Kœnigsberg a bien introduit le président de l'Union américaine à toutes les notions du droit international.

LE KANTISME WILSONIEN

C'est de ce docteur qu'il dépend. Sa critique s'explique par la critique kantienne. Sa théorie de la pratique, ou, en français, ses vues d'avenir, ses conceptions de la paix future sont également suspendues à la même chaire. Quand nous faisions nos objections habituelles au pacifisme de M. Wilson, c'est bien à Kant, c'est bien à Rousseau et à Luther, à l'esprit de la Réforme allemande et de la Révolution dite française que nous répondions. C'était bien Kant qui décidait de remplacer les garanties précaires mais réelles et appréciables de la politique par les garanties absolues mais irréelles de la justice. C'était Kant qui, au nom de son ordre international incréé, proscrivait les ententes, les alliances et les ligues des petits peuples contre la tyrannie des gros. Paragraphe par paragraphe, et quasiment ligne par ligne, cela est démontré, comme au tableau, par M. Chabrun.

Par parenthèse, cela explique comment au milieu de colères boches provoquées par les actes divers du

président Woodrow Wilson, ses « idées » recevaient en Allemagne les plus emphatiques hommages : il fallait bien y reconnaître une marque de la maison.

LE RÉEL ET L'IDÉAL

Le travail de M. César Chabrun s'arrête naturellement au point où cesse sa matière et où les idées de M. le président Wilson cèdent le pas à l'action. Chacun, je crois, d'un bout à l'autre du monde civilisé, a saisi là comme qui dirait un hiatus et l'on pourrait dire un grand trou. Le premier, je crois, Jacques Bainville l'a vu lorsqu'il a indiqué comment le dictateur américain avait, à l'usage, découvert l'Allemagne et devant cette réalité nouvelle, corrigé ses visions, rectifié la marche et le tir.

C'est un autre point à noter dans le beau travail de M. Chabrun.

M. César Chabrun ne conçoit pas absolument comme nous le rôle de Kant et du kantisme en Allemagne. Il est plus frappé des ressemblances de cette philosophie avec les maîtres de l'Europe moderne et de l'antiquité qu'avec sa postérité germanique et pangermaniste. Cependant cette filiation est étroite, et l'on ne peut pas oublier non plus parmi les ascendants du kantisme le fort élément de dissidence calviniste et luthérienne par lequel s'explique aussi, en partie, Rousseau. Quoi qu'il en soit, M. Chabrun est naturellement amené par son point de vue à distinguer en M. Wilson l'homme d'État et le lettré, à écrire que « la pensée est son domaine autant que les affaires » : il refuse donc de discuter avec lui « sur le terrain des pures idées »...

Pourquoi ce refus? Parce que, dit M. Chabrun, nous sommes « engagés dans la lutte », et M. Wilson y entre d'ailleurs à son tour. Ce sera pour lui, ajoute-t-il, l'heure « de quitter les pures théories pour entrer en contact avec les réalités ». Voilà, je l'avoue, qui étonne. Qu'est-ce que des théories qu'il faut quitter devant le réel? Un banquier n'oublie pas les généralités de l'arithmétique quand l'heure est arrivée de faire sa caisse, et bien au contraire : plus il y est fidèle et meilleur est son compte. Qu'est-ce que des idées pures que l'on ne peut pas utiliser du moment qu'on est engagé dans la lutte? Ce doivent être des idées fausses, car, pour des idées vraies, il semble bien que plus la lutte sera difficile, âpre, compliquée, plus il sera bon de se référer pour la débrouiller et pour l'éclairer à la claire lumière, à la haute assistance d'idées aussi pures que possible.

Sans doute, entre l'idée et la réalité, il y a une différence de perfection. Le sens critique et le bon sens sont nécessaires pour adapter et approprier les conclusions abstraites et les déductions logiques à la complexité des faits et de leurs circonstances. Mais chaque science, chaque art, chaque discipline morale contient des préceptes et des conseils en vue de ces applications. Il y a partout une *théorie de la pratique*, une *pratique de la théorie*, qui s'engendrent l'une de l'autre et qui apportent leur appui dans chaque cas. Elles sont distinctes. Elles ne sont pas opposées. La *distinction* toute normale n'a rien de commun avec cette *opposition* absolue de l'ordre théorique et de l'ordre pratique affectée dans les actes du prési-

dent Wilson, reconnue dans l'article de M. César Chabrun et que M. Chabrun trouve très naturelle, tandis qu'elle nous apparaît à nous monstrueuse.

OPPOSITIONS DE MOTS

En vérité, en vérité !... Mais approchons et précisons.

Un homme a médité toute sa vie sur les rapports de la Justice ou de la Morale avec la Politique et, ayant pu d'abord affecter par sa position américaine les allures d'une espèce de pontife spirituel, il a défini en de solennels documents ce qu'il considère comme l'expression la plus générale de la vérité la plus haute en cette matière. Des hommes européens, qui avouent partager sa façon de voir, le louent, le félicitent, l'applaudissent, mais disent : « — Nous ne vous écouterons pas, nous sommes engagés dans l'action... » Lui, pourrait leur répondre : « — C'est parce que vous êtes engagés dans l'action que vous avez le plus pressant besoin de ces principes et de l'application que j'en fais... » Pas du tout... Et voici qu'à peine est-il aux prises avec le réel, lui-même doit modifier langage et point de vue, en tout cas procéder, en fait, comme s'il professait une autre doctrine !

Et personne ne s'en étonnera ! Et d'aussi bons esprits que M. César Chabrun s'en consolent par des antinomies verbales : le réel et l'idéal, le théorique et le pratique, le concret et l'abstrait... Comme si l'abstraction bien faite ne devrait pas correspondre au concret ! Comme si l'idée raisonnable n'était pas la plus haute puissance de la réalité ! Autant dire qu'une

philosophie qui se charge d'expliquer le monde doit s'évanouir tout naturellement au premier « contact » avec les affaires de la vie ! Autant dire qu'une clef des choses peut être celle qui est trop grande pour entrer dans la serrure ou trop petite pour y peser utilement ! Non, non, la véritable *théorie* est *pratique*, je voudrais oser dire, empruntant le langage de nos artilleurs, qu'elle est rustique et peut affronter sans être fatiguée ni endommagée les hauts et les bas, les ravins, les collines, les âpres pentes et les rudes escarpements de l'expérience historique. Des doctrines qu'il faut quitter quand on aborde le front des choses et « le contact des réalités » peuvent être d'amusants bibelots de métaphysique juridique ou morale, mais valent la peine d'être examinées de près : leur inutilité, qui n'est pas la preuve directe de leur fausseté, en est au moins l'indice quand elle n'en est pas la confirmation.

L'ERREUR VÉRIFIÉE

Les réfutations directes, par voie d'analyse, n'auront manqué ni à Rousseau, ni à Kant, mais la précipitation où vivent les hommes et l'intérêt, hélas ! trop cher payé, qu'ils ont à s'abuser au moyen de mensonges spécieux, suffisent largement à les détourner de ces discussions âpres, fermes et décisives. Ils se détourneront moins aisément du grave témoignage apporté par les faits. Les faits de l'histoire des hommes depuis Rousseau et Kant sont d'autant plus précieux qu'ils vont tous dans le même sens : il y avait longtemps que la guerre civile et la guerre étrangère n'avaient été aussi meurtrières que depuis

le traité de *Paix perpétuelle* et les rêves de fraternité humanitaire agglomérés autour de ce traité. De 1789 à 1815, de 1848 à 1870, de 1898 à 1920 la terre n'a cessé de fumer des flots de sang répandus autour de son autel.

LE MAUVAIS SIGNE

Il n'y a pas à établir de rapport de cause à effet entre les ambitions du pacifisme et les cruelles banqueroutes de la paix, mais il y a à constater l'extraordinaire inefficacité, l'inanité monstrueuse de cette prédication. La concordance des deux phénomènes est telle que l'on peut concevoir, sans grande chance d'errer, tout accès de pacifisme international comme un mauvais signe, un signe à peu près certain de guerre prochaine, et c'est ce que nous faisions remarquer, en propres termes, l'année du centenaire de Kant, *en 1904*, aux rhéteurs optimistes qui célébraient l'avènement d'un nouvel ordre dans les esprits et dans les nations : non seulement les cent ans écoulés ont enseigné tout le contraire, mais il n'était pas nécessaire d'avoir l'oreille bien fine pour sentir le bruit du canon qui se rapprochait des terres d'Europe. Ce n'était encore que le canon sibéro-japonais de Chemulpo. Hélas ! dix ans plus tard !...

J'ai cru devoir recueillir ce témoignage de la con cordance des choses et de nos idées dans mon livre de l'an dernier, *Quand les Français ne s'aimaient pas*[1]. On peut dire que ce fut là encore une simple coïncidence. Mais il y en a beaucoup, de coïncidences pareilles ! Quand on en aura noté dix et vingt autres,

1. Page 268.

n'y aura-t-il pas lieu de se demander si une certaine manière de penser, une certaine entente générale des choses n'expliquerait point ces rencontres de l'esprit humain et du cours des événements? Il faudrait pour cela une philosophie qui ne creusât point d'abîme infranchissable entre les faits particuliers et les généralités souveraines, une philosophie qui expliquerait et servirait...

Je me permets de dédier cette question aux beaux esprits férus d'idéalisme kantien ou hypo-kantien en les suppliant de ne pas me répondre qu'une telle philosophie ne s'est jamais vue. Elle s'est vue, dès Aristote. Elle s'est retrouvée dans le thomisme. Elle s'est reconnue aussi à de nombreux égards dans ce « bon sens systématisé » appelé par Auguste Comte positivisme. Son caractère général est d'opposer les principes qui aident à vivre aux principes qui ne s'appliquent pas à la vie ou qui ne s'y appliquent qu'en trichant et trompant.

Nous avons vu M. Woodrow Wilson obligé de s'en dépouiller pour bien agir. Mais il y a une autre solution : il y a un autre usage de ces beaux principes faux, c'est de s'en couvrir pour mentir et pour manœuvrer, l'usage et la solution de Guillaume II. Il convient de noter que les hommes commencent à s'en méfier, et l'hypocrisie kantienne ou piétiste les abuse infiniment moins qu'autrefois.

LE PACIFISME KANTIEN CONTRE LA PAIX

19 février 1917.

Le monde entier revient d'une duperie où chacun a laissé des plumes. Si le retour n'était pas complet, si la guerre laissait subsister des illusions, on recommencerait à tout perdre. Voilà pourquoi nous nous sommes efforcé de serrer la question germanique d'aussi près que possible, en insistant sur le point disputé, qui est l'affaire de Kant.

M. Ferrero s'y est arrêté, mais en historien, comme M. Émile Picard s'y arrêta jadis, mais en savant. Nous nous réjouissons particulièrement des éléments d'information venus des philosophes de carrière. Les pages lumineuses de Pierre Lasserre, dans *le Germanisme et l'esprit humain* (Champion éditeur), auraient dû mettre d'accord tout ce qui s'intéresse à l'histoire des idées et de leur action.

Mais la question est offusquée par des intérêts politiques, scolaires, sociaux, personnels. Nous venons d'en avoir un bon exemple. En nous appliquant des premiers au beau et curieux travail de M. César Chabrun dans la *Revue des Deux Mondes*, nous avons montré le parallélisme des vues de M. Wilson et de Kant. Nous y avons joint, texte en main, les vues parallèles d'un kantien n° 2 qui n'est autre que l'empereur Guillaume. La presse entière a noté le kantisme de M. Wilson. *Combien de journaux ont parlé de Guillaume II ?* Cependant la

mention était indispensable à la juste mesure des idées morales et juridiques du monde contemporain.

L'IGNORANCE UTILE

L'ignorance où l'on tient les Français permet d'aligner des réflexions puissantes, des raisonnements de haut vol, comme celui-ci, paru à *l'Humanité :* — Si Kant a inspiré Wilson, comment serait-il responsable de la guerre, ainsi que le soutiennent certains théoriciens?

Si des théoriciens rendaient Kant « responsable » de la guerre, c'est qu'ils ne sauraient pas ce que c'est qu'être responsable, ils seraient trop pareils à ce rédacteur de *l'Humanité*. Ce que l'on dit, c'est que le pangermanisme dérive, pour une part très grande, de la philosophie de Kant et de cette partie du kantisme qui elle-même coule, comme de source, de Rousseau et de la Réforme opérée par « l'homme allemand » Luther. Cela est un peu différent. Cela a même été démontré. Mais il ne devrait pas être nécessaire de recourir aux preuves en forme, tant est certaine, logique, sensible, la filiation kantienne du père spirituel de Guillaume II, le Fichte des *Discours à la nation allemande*.

Des enfants de six ans incapables d'avoir deux idées à la fois se refuseront seuls à admettre qu'une philosophie ayant pour disciples directs Fichte, M. Wilson, Guillaume II puisse également suggérer le pacifisme, canoniser la Révolution et fournir au pangermanisme son premier aliment.

La contradiction des trois thèses est-elle, en effet, si forte?

Est-ce que les promoteurs de notre Révolution n'étaient pas des pacifistes déclarés? Est-ce que toute leur doctrine n'aboutissait pas à la fédération des peuples et à l'unité du genre humain? Est-ce qu'ils n'ont pas fait pendant un quart de siècle la guerre la plus rude et la plus sanglante qu'on eût vue jusque-là? Est-ce que, de Robespierre à Bonaparte, ils ont cessé un seul instant de se montrer et de se dire les enfants directs du premier maître de Kant, leur Rousseau?

Voit-on d'ailleurs une longue distance du système de l'idylle sociale et de la bergerie internationale aux doctrines de boucherie? Les plus douceâtres des rhéteurs ont été dans le même temps les plus féroces des terroristes, soit qu'ils aient offert à leurs contemporains, avec une sérénité boche, « la Fraternité ou la mort », soit qu'ils aient ajourné le bonheur du genre humain « à la Paix ». Vraiment, la coexistence des doctrines sanglantes et de la philanthropie rituelle vaudrait d'être examinée : si l'examen ne donnait rien, on pourrait toujours conclure à une simple coïncidence de fait ; mais si la rencontre est reconnue logique, liée au développement intérieur de certaines idées, par exemple de l'individualisme de Kant, de Rousseau et de la Réforme, eh bien! le public aura appris quelque chose, il aura profité de l'encre et du papier...

LES FABLES UTILES

— Oui. Mais, dit un parti, il ne faut pas que le public s'instruise aux dépens des idées et des doctrines qui nous élevèrent et qui nous soutiennent. Notre

domination comporte des conditions morales et intellectuelles. Celles-ci retirées, nous tombons sur notre séant.

De là l'écran dont je vous ai parlé. De là, le voile officieux et l'obturateur secourable. De là surtout les transcriptions ou les réfutations qui commencent par des travestissements pleins de fruit.

La grande curiosité des « idées de la guerre » sera un jour le joli déplacement de limites opéré dans l'Histoire de la philosophie. Du temps où l'intérêt supérieur de la démocratie ne semblait pas mêlé à l'affaire, il était couramment admis que la période *germaniste* de la philosophie en Allemagne commençait à Emmanuel Kant pour s'accentuer avec ses disciples Fichte, Schelling, Hégel, car Leibnitz était encore rattaché à la Société européenne et au monde de la civilisation latine quelles que fussent au surplus ses caractéristiques allemandes. Le poteau frontière, si l'on peut dire, était entre Leibnitz et Kant. Maintenant, on est en train de le planter sereinement entre Kant et son premier fils spirituel : à Fichte seulement nos professeurs en mission ordinaire et extraordinaire font commencer la damnable Allemagne nouvelle, celle qu'il faut exorciser, car ils ont mandat exprès d'éviter que l'enquête ne remonte à Rousseau.

Il est très beau de voir ces domestiques d'un parti faire ensuite leurs dévotions à l'Universel, au Libre, au Général, au Pur !

II

L'INTERVENTION

M. WILSON RECOURT AUX ARMES

7 avril 1917.

Washington, 2 avril. — La séance d'ouverture de la session a commencé, suivant l'usage par la récitation de la prière qui a été faite par le même chapelain aveugle qui la récita lors de la guerre d'Espagne. « La diplomatie a échoué, a-t-il dit ; la persuasion morale a échoué ; les appels à la raison et à la justice ont été écartés. Nous abhorrons la guerre ; nous aimons la paix ; mais si la guerre nous est imposée ou doit nous être imposée, nous prions pour que tous les cœurs américains battent au même unisson patriotique, pour que le peuple uni se rallie autour du président et lui donne l'autorité voulue pour prendre toutes les mesures jugées nécessaires pour protéger la vie des citoyens américains et sauvegarder notre héritage »

Telles sont les premières lignes des immenses dépêches Havas envoyées de Washington en Europe. Nous les avons reproduites afin d'informer notre public. Nous regrettons de ne pas les voir dans tous les journaux. Cette oraison ne montre pas mal la forme exacte de l'esprit public américain, son tour religieux, sa passion patriotique et nationaliste ; bien plus que le document, combien est significatif le témoin qui le porte : plus que cette prière combien est significatif le chapelain qui la fait !

Il avait fait, voilà moins de vingt ans, la même prière pour l'ouverture de la guerre de 1898, qui a marqué le premier pas de la puissance américaine dans la direction de l'Europe. Ce n'était pas une

guerre de défense, non. Il fallait « affranchir » de belles îles, les unes toutes proches, comme Cuba, utiles et commodes à la vie de l'Amérique, les autres éloignées comme les Philippines, mais jugées essentielles à l'expansion de l'empire de l'Union.

Il aura suffi à M. Woodrow Wilson de déclarer que son présent objectif était désintéressé, c'est-à-dire n'avait d'autre intérêt que de répondre à des offenses, à des insultes et à des dommages matériels, pour déterminer un peu partout dans notre presse des conclusions précipitées sur l'éclipse fatale de l'esprit de conquête ou sa disparition de l'Amérique du Nord. O chapelains laïcs de la démocratie, vous êtes encore plus aveugles de ce côté de l'Océan que votre vénérable confrère de Washington! Et ceux d'entre vous qui ont gardé des yeux pour y voir tiennent certainement à aveugler ou à abrutir leurs clients quand ils racontent dans leurs journaux, comme Bracke à *l'Humanité,* que « les peuples maîtres d'eux-mêmes garantissent la paix ! »

L'AUTOCRATE D'OUTRE-MER

I

9 avril 1917.

M. Milioukof, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire russe, prend acte de l'évolution de M. Wilson [1]. On a connu une « ancienne opinion de M. Wilson » sur les buts de guerre de l'Entente, et elle leur était défavorable. Elle est aujourd'hui favorable aux principes soutenus précédemment par « MM. Briand, Asquith, lord Grey et autres hommes d'Etat alliés ». Le président des Etats-Unis reconnaît la nécessité de la victoire pour la paix, il admet nos « buts concrets ».

M. Milioukof a grandement raison d'insister sur le fait de cette évolution accomplie dans le court espace de quelques mois. Elle est allée s'accentuant dans le sens antigermanique. Elle s'accentuera, n'étant pas terminée. M. Wilson s'est rendu compte assez vite que l'Entente et les Empires centraux n'étaient pas *à égalité*, comme le lui montrait une illusion de jugement : il verra peu à peu se dissiper l'autre illusion qui lui fait distinguer entre les populations impériales et leurs conducteurs. En France, nous avons donné en plein, presque tous, dans cette erreur au commencement de la guerre. Un communiqué d'août 1914 mentionnait gravement que des prisonniers boches s'étaient plaints de cette « *guerre*

1. Déclaration à un rédacteur du *Temps*.

d'officiers », et le noble Albert de Mun avait admis pour vingt-quatre heures l'extravagance dont il fit d'ailleurs son *mea culpa* de la meilleure grâce du monde. Entrée tard dans la guerre, située aux confins du monde occidental, il est naturel que l'Amérique retarde sur nos jours et nos nuits. Elle se fera peu à peu aux réalités européennes, et l'inanité de ses appels à la démocratie ennemie s'étant dégagée des faits, elle s'assagira comme les camarades en reconnaissant tout ce que de tels propos ont de creux.

UN PRÉSIDENT DÉMOCRATIQUE

Reste à savoir si, de ce côté-ci de la terre, les partis intéressés à la vogue de ce langage voudront arrêter l'exploitation intensive qu'ils en ont commencée. Ce serait la loyauté, ce serait la sagesse. Mais ce ne serait pas l'intérêt immédiat.

Néanmoins, les faits sont les faits : les feuilles socialistes font un acte de foi dans l'irréflexion et l'aveuglement de leur public quand elles juxtaposent à leurs cris d'enthousiasme déclamatoire dans un avenir de liberté et de pacifisme garanti par l'Amérique tels documents signés par M. Wilson, qui portent le caractère 1° d'un pouvoir personnel quasiment autocratique dans ses dispositions comme dans son langage, et 2° de prévisions positives dont le pacifisme n'est pas le trait dominant.

M. Wilson parle comme Louis XIV :

Les principes qui trouvent leur expression dans les mesures législatives présentées par le département de

la guerre aux Comités militaires du Sénat et de la Chambre des représentants ONT MON ENTIÈRE APPROBATION... Les hommes nécessaires pour l'armée régulière et la garde nationale seront obtenus, comme c'est le cas maintenant, par des engagements volontaires JUSQU'A CE QUE LE PRÉSIDENT ESTIME QU'UN SYSTÈME DE CONSCRIPTION COMBINÉ AVEC LE TIRAGE AU SORT SOIT DÉSIRABLE.

Voyez-vous cette « estime du président » considérée comme limite du désirable et de l'indésirable! Il ferait beau voir que notre Elysée parlât de ce ton ou seulement donnât son avis.

De plus, l'avis tient compte, pour l'avenir, de l'esprit et de la volonté pacifiques dont le monde recueille les manifestations. Mais il tient compte aussi de leurs bons ou mauvais succès, de leurs succès et de leurs insuccès relatifs, et, en bref, de tous les cas du possible dont l'anticipation est permise et facilitée à l'esprit humain.

M. Wilson dit, par exemple :

Lorsque ces dispositions pour la paix du monde seront prises, nous pourrons déterminer NOS BESOINS MILITAIRES et adapter notre PRÉPARATION MILITAIRE au génie du monde organisé pour la justice et la démocratie.

« Besoins militaires », « préparation militaire »! Besoins ou préparatifs qui étaient quasiment nuls en Amérique sous l'ancien régime de la paix armée. Le régime de la paix désarmée se distinguera du premier à ce signe qu'il y aura dans le nouveau monde des besoins et des préparations militaires absolument inconnus jusqu'alors. Tel est l'effet direct des calculs réalistes que fait M. Wilson, mais dont ses admira-

teurs les chefs socialistes français se gardent comme du feu : ils ne veulent voir qu'un aspect de l'anticipation pacifiste, celle de l'inertie, de la paresse et de l'incurie, celle qui a permis à leur parti de si grands progrès aux beaux jours de MM. Waldeck-Rousseau, André et Combes, où furent semés nos malheurs.

Je ne note que pour mémoire le mouvement nationaliste et la magnifique guerre aux espions dont Washington après Pétrograde fournit le modèle à Paris, — qui est en guerre depuis trois ans!

ALLEMAGNE, AMÉRIQUE ET ANGLETERRE VRAIES

Quel que soit le zèle intéressé de nos politiciens à déguiser les réalités sous les mots, le public intelligent ne pourra manquer de voir grandir l'écart entre leur langage et les choses. Ce public si nombreux en France comprendra que, si M. Wilson se fait encore quelques illusions sur l'Allemagne, les exploiteurs de la bonne foi française forgent sur l'Amérique un tas de fables qui ne peuvent profiter qu'à eux.

Le dernier mot restera à la vérité.

L'Amérique verra l'étroite cohésion du peuple et des rois germaniques[1]. La France comprendra que l'Amérique est un pays où l'un des Gouvernements personnels les plus puissants qui soient, sinon les plus durables, équilibre une masse énorme de libertés locales et n'est équilibré en somme que par les représentants de ces libertés. Elle verra que, dans une

1. Il a fallu, pour les séparer, la défaite, et encore ne savons-nous pas quelles obscures tractations ont pu avoir lieu à ce moment. (Note de 1919.)

situation différente de la nôtre, ce gouvernement est en évolution profonde et rapide.

Dans quelle direction? En quel sens? On peut à peine l'entrevoir. Mais ni son action militaire et maritime, ni sa politique étrangère (que Tocqueville lui interdisait) ne l'orientent vers le pôle démocratique, quelques centaines de milliers de fois que ce nom sacro-saint soit couché avec de l'encre sur du papier.

Ce mot sacramentel est répété en Angleterre par M. Lloyd George, avec l'accent et le cri du prophète : Lloyd George réserve l'univers à la démocratie, maudit les ennemis de la démocratie, associe contre eux toutes les démocraties. M. Lloyd George est cet ancien destructeur de la Chambre des lords qui, chargé de réorganiser son ministère depuis la guerre, y a fait entrer plus de lords qu'on n'en n'avait vus de mémoire d'homme dans aucun cabinet du siècle.

De son côté, Guillaume II fabrique aussi de la démocratie. Est-il nécessaire d'identifier ce Guillaume? Ou la neuve démocratie prussienne va-t-elle faire tomber le peuple français dans les mêmes panneaux que le vieux libéralisme prussien qui servit de piège à attraper nos grands-pères?

II

10 avril 1917.

POUR QUE LES FRANÇAIS VOIENT

Nous essayons de prévenir le public français des pièges qui sont tendus à sa bonne foi. Les uns lui viennent d'Orient, les autres d'Occident. Il en est de

Russie, il en est d'Amérique. Le tout est de n'y pas tomber. Mais je ne me lasse pas d'admirer l'énergie avec laquelle tout rayon de lumière est écarté, offusqué, détourné par des hommes que leur profession intellectuelle devrait intéresser à la seule vérité. Y a-t-il donc un intérêt supérieur? Je ne le croyais pas. Mais je commence à croire, d'après ce que je vois, que mon optimisme était faux. Il suffit de crier « citoyens, prenez garde » pour exciter une rumeur. Existerait-il des gens apostés pour que nos citoyens ne prennent pas garde?

J'ai été seul, absolument seul, dans la presse, à signaler, à souligner le caractère de haute autorité, l'accent de pouvoir personnel qui se marquait dans les communications du président Wilson. Cette revendication du sens propre présidentiel, si elle est réelle, méritait d'être mise sous les yeux du peuple français qui est souverain, c'est-à-dire qui n'a pas de souverain, qui est seul chargé de sa destinée. Il était ainsi prévenu. On lui épargnait des surprises et des contre-sens. On le tenait au courant de la nature de l'autorité dans la République américaine, si différente de ce qui se voit dans la République française... Il paraît que ces informations étaient sans profit. Que l'opinion se trompe, que l'esprit public s'égare, l'important, l'essentiel, l'unique, c'est de distinguer le pouvoir de Mr Wilson de celui de Louis XIV que j'ai nommé à cette place hier matin. Il y a un « danger Louis XIV». Ranke disait en 1870 que les Allemands lui faisaient la guerre. Il n'y a pas que les Allemands qui fassent la guerre au Grand Roi.

Je lis dans un journal que pour moi M. Wilson est « un type dans le genre de Louis XIV ». On me fait obligeamment remarquer que ce Louis XIV est « rééligible au bout de quatre ans et jamais réélu au bout de huit ».

Et cela est suivi d'un point d'exclamation.

LE POUVOIR PERSONNEL ÉLU

Nos lecteurs se joindront à moi pour remercier le savant correcteur. Ils ne manqueront pas d'ajouter que la nécessité de se faire réélire est précisément ce qui paralysa M. Wilson pendant les deux premières années de la guerre. Tous ses prédécesseurs avaient d'ailleurs subi la loi du même dommage.

Leurs quatre premières années sont consacrées à préparer leur réélection. Il leur reste un temps égal pour agir. C'est peu. Roosevelt en sait quelque chose : Roosevelt porté au premier rang, tout comme M. Wilson, grâce aux conjonctures les plus fortuites! Et cet aspect de leur histoire ne témoigne pas en faveur du régime électif.

Mais il ne s'agissait pas de ce régime dans nos réflexions d'hier. Il s'agissait de l'autorité inhérente aux vastes pouvoirs de la charge, de l'autorité personnelle d'un seul homme que nous avons eu la chance de pressentir dès juin 1913[1]. Ce chef d'un parti que l'on appelle démocrate, mais qui fut longtemps le parti du patriciat aux Etats-Unis, paraît sentir l'utilité, même la nécessité de dire : *je veux, je dois, je juge, je suis là;* la nature des institutions de son

1. Voir *Kiel et Tanger*, édition de 1913 et suivantes, p. CIV.

pays lui semble devoir accentuer encore son inclination personnelle. Que ce ton, ces accents puissent suffire à pourvoir à ces nécessités, j'en doute; je ne le crois pas. Que l'autorité sans l'hérédité soit le moteur et le guide dont nous avons besoin, nos expériences françaises de jacobinisme et de plébiscite suffisent à le contester. Mais un élément *insuffisant* peut être pourtant *nécessaire*, d'autant que l'autorité pure est demandée à cor et à cri dans nos feuilles de gauche. Je montre de façon indubitable que l'Amérique a réalisé le premier point du programme gouvernemental. Je me trouve être le seul écrivain à le montrer... Et c'est ce qui me vaut d'élégantes nasardes.

On plaindrait volontiers pour leur esprit d'irréflexion les auteurs anonymes ou masqués de semblables misères, s'il ne fallait plaindre davantage un pays ainsi renseigné, ainsi éclairé et conduit! Nos erreurs sûr l'Allemagne ont représenté, je l'ai écrit un an avant la guerre, *cinq cent mille jeunes Français couchés froids et sanglants sur leur terre mal défendue*[1]. Que représentent de pareil nos erreurs sur l'Amérique? Que représentent nos erreurs symétriques sur la Russie? On se le demande avec une pitié profonde. Et on le demande aux littérateurs sans conscience ni responsabilité. Se figurent-ils qu'il suffise de leur trait de plume pour faire que ce qui est ne soit pas?

Un grand Américain dont la leçon est à la base d'un grand nombre de nos études disait : « En dépit

1. *Kiel et Tanger*, édition de 4913, p. XLVI.

de la voix haute et salutaire des lois de gradation qui pénètrent si vivement toute chose sur la terre et dans le ciel, des efforts insensés furent faits pour établir une démocratie universelle. » Le génie d'Edgard Poe donnait à ces paroles un accent de commisération et de plainte qui ne s'éteindra qu'avec les suprêmes résonnances de l'esprit humain. Car dans l'ordre des faits politiques et sociaux l'insanité de la conduite ne s'expie pas uniquement avec des larmes. C'est le sang qui paie. Les véritables philanthropes sont ceux qui mettent, comme nous, un peu de raison et de clairvoyance au service des aveugles forces du cœur.

LE CONTACT DES RÉALITÉS

16 juin 1917.

A pas très lents, mais aussi réguliers que sûrs, M. Woodrow Wilson paraît descendre du Sinaï de la Paix blanche. Quand on lira le grand discours qu'il vient de prononcer à la Journée du Drapeau, peut-être sera-t-on tenté de trouver que les belles phrases lancées à Paris par M. Viviani retardent de plusieurs semaines.

« Nous sommes des Américains, à notre tour nous servons l'Amérique et pouvons la servir pour elle-même. »

A quelques mots près, c'est le discours de M. Salandra au Capitole romain de 1915. Le nationalisme universel s'accentue de l'autre côté de la mer, ainsi que l'avaient prévu tous les observateurs perspicaces, notamment M. Morton Fullerton.

M. Wilson a expliqué pourquoi l'Amérique est intervenue dans la guerre : *parce que les Allemands l'ont insultée et l'ont attaquée elle-même*. Voilà le fait. Cette façon d'entendre « la guerre du droit » est compréhensible pour nous. L'état démocratique des pays alliés n'a pas été considéré dans la décision qui nous a rapporté la chance de ce bel appoint. C'est, une fois de plus, Guillaume II qui se montre pourvoyeur excellent de la coalition du monde contre son empire. Une fois de plus, il aura excellemment mérité le sobriquet de FÉDÉRATEUR que l'*Action française* lui décerna, quand il n'était qu'à ses

débuts dans le métier, par un acte public en date du 13 août 1914 que l'on pourra retrouver dans nos collections.

Hurrah! trois fois hurrah! pour ce prince! Heautontimoroumenos souhaité! Catoblépas rêvé! Pour tout dire, Boche accompli!

M. WILSON ET L'ALLEMAGNE

Avec tous ceux qui connaissent bien l'Allemagne, nous persistons à juger qu'il reste pourtant à M. Wilson certains progrès à faire dans la découverte des Allemands. Comme nous l'avons déjà noté, il continue de rapporter le militarisme allemand à l'autocratie comme à sa cause, au lieu de mettre en accusation le Germanisme, c'est-à-dire toute la substance nerveuse et sanguine de l'Allemagne moderne. Cependant, là encore, il y a correction par complément. M. Wilson s'en tenait naguère à l'Allemagne des féodaux et des junkers. Il découvre celle des professeurs. Il semble soupçonner celle des socialistes et des libéraux, c'est-à-dire une bourgeoisie et un prolétariat dévorés de passions impérialistes. Nous pouvons l'assurer qu'il n'a point épuisé le sujet. Nous ne disons pas à M. Wilson : Marche! marche! mais : Regarde! regarde! Ce sera toujours avec profit.

S'il tient à son reliquat d'erreur c'est peut-être qu'il croit y trouver un moyen moral de distinguer entre le peuple allemand et ses chefs : il peut déclarer avoir « une vague intuition » de combattre aussi pour le bien-être et la félicité des bonnes gens, des braves gens qui doivent exister en Allemagne

comme partout. En vérité, est-il besoin de s'illusionner sur l'Allemagne pour émettre ces vues de philanthropie et de politesse? Nous qui n'avons jamais cessé de présenter ici sur le monde germanique les vues exactes auxquelles chacun se rallia peu à peu, nous n'avons pas caché que la redistribution naturelle, traditionnelle, historique des Allemagnes pourrait bien être la condition du bonheur privé allemand. Donc, nous aussi nous sommes germanophiles à nos heures. Nous nous donnons le luxe de penser à la « sécurité », aux « libertés du peuple allemand ». Mais nous le faisons en toute lumière et sans avoir besoin de nous placer sous l'abri éphémère d'une fragile erreur de fait. Au fur et à mesure qu'il se rapprochera de la réalité, M. Wilson verra qu'il n'a rien à perdre de ses bons sentiments ni de ses bonnes dispositions : il y gagnera de ne commettre aucune de ces méprises fatales qui dictent des fausses manœuvres et qui feraient de nouveaux torts à l'humanité pleine de douleurs et de sang.

LE GÉANT ET LES NAINS

Il serait cruel, il serait sanguinaire de se figurer qu'une révolution démocratique ou libérale serait une garantie suffisante de la tranquillité et de la douceur du peuple allemand.

Il serait désastreux de s'imaginer que l'institution en Allemagne d'un « Gouvernement responsable envers le pays » (comme il y en a un dans l'Empire turc !) suffirait à sauver l'Europe des armes impériales. Le simulacre en est facile, le contrôle en est malaisé, le résultat ne vaut pas cher. Il n'y a qu'un

moyen de vivre en bon Européen, ou de restaurer une « chrétienté », ou d'obtenir un statut qui tende à une société des nations : c'est de commencer par diviser l'unité allemande dans le plus grand nombre possible de parties, par conséquent aussi petites que possible. Alors, et alors seulement, le Boche sera inoffensif. Ou bien, les braves et paisibles associés de l'Europe et de l'Amérique seront obligés, selon l'expression même de M. Wilson, de vivre « pendant un temps encore indéfini sous le joug pesant des armes ». Pourquoi? Parce que, toujours selon le propos de M. Wilson (qui ne s'améliore pas à demi), parce qu'il subsistera au centre de l'Europe « des pays capables de maintenir, *sans parallèle possible avec les autres nations*, les plus puissantes forces armées ainsi que les armements les plus formidables, et en face desquels les libertés politiques ne peuvent que languir et périr ».

C'est la fable du géant associé avec des nains, ou encore du couple d'éléphants jugé, contrôlé et condamné au dernier supplice par un tribunal de colombes assisté par une maréchaussée de souris. Il ressort bien de là que la politique de la Société des nations, plus qu'aucune autre, exigerait le retour à la politique de 1648. Les socialistes français n'en conviendront jamais parce que le progrès d'un socialisme futur en Allemagne les intéresse infiniment plus que la sécurité française, et le morcellement de l'Allemagne en petits Etats n'est aucunement favorable à ce « progrès », la sozial-démocratie n'existant que par l'Empire et par l'unité. Mais il est déjà sensible que M. Wilson se moque un peu de la sozial-

démocratie : il est douteux que nos socialistes le touchent par cet argument si tant est qu'ils osent le lui offrir en clair. Leur déclaration d'hier à la Chambre montre un goût de l'équivoque et un génie retardataire qui est peu français et qui n'a rien d'américain.

Il y a plaisir à exprimer nos félicitations au Président qui tient le drapeau étoilé. Nous n'avions pas tort, un an avant la guerre, de rêver que M. Woodrow Wilson apportait avec sa politique personnelle quelque chose de neuf pour son pays et pour le monde. Ce Boche de Kant avait failli nous brouiller depuis.

Les réalités politiques réconcilient.

LE MESSAGE A M. GOMPERS

5 septembre 1917.

M. Wilson continue ce curieux mouvement alterné qu'on pourrait définir la concentration des réalités du pouvoir et le déploiement des fictions juridiques. Aucun chef d'Etat n'est plus acharné à se réclamer de la démocratie, aucun n'est plus jaloux de la possession et de l'exercice d'une autorité qui confine à l'autocratie.

On sait que le vocabulaire démocratique de M. Wilson ne nous a jamais inquiété, en raison des sens variés, parfois piquants, revêtus par ce terme aux Etats-Unis d'Amérique. Il y a un demi-siècle, les adversaires de l'esclavage noir et de la chevalerie du sud étaient dits républicains. Aux partisans de ce régime étaient attribuée la qualité de démocrates! Une telle démocratie selon le cœur de Platon, d'Aristote et de ce prodigieux aristocrate virginien Edgar Poe, est certainement conciliable avec tous les régimes qui sont, qui furent ou qui seront en vigueur dans notre Europe entre l'an 1200 et l'an 2000. Nous doutons qu'on en tire quoi que ce soit de favorable aux régimes sociaux ou politiques communément qualifiés de démocratie dans l'ancien continent.

DÉMOCRATIE ET ORGANISATION SOCIALE

Du point de vue européen, M. Wilson, dans une lettre au président de la C. G. T. américaine, M. Gompers, avoue du reste que « la guerre a une tendance à la réaction ». Mais il ne prend pas garde

que cette réaction de l'énergie et de l'inégalité se trouve bien compensée dans l'intérêt syndical et ouvrier par des phénomènes d'ascension des classes et de reclassement social. En effet, s'il y a dans le domaine politique pur une réaction déterminée par la nécessité d'un commandement unique, d'une discipline exacte, d'une hiérarchie rigoureuse, d'une entrave enfin mise aux délibérations des bavards (toutes choses dont l'action wilsonienne témoigne très clairement), le domaine social montre l'accroissement de l'importance et de la valeur d'un certain nombre de travailleurs de plus en plus nécessaires à la victoire : leurs salaires élevés, leur fonction accrue, leurs droits ou développés ou mieux reconnus témoignent qu'ils s'installent de mieux en mieux dans l'organisation générale et que celle-ci s'enrichit d'éléments nouveaux tout à la fois plus libres (puisqu'ils sont plus puissants) et mieux différenciés (parce que c'est dans un travail spécial que leur importance s'accuse et que se montre leur succès). La guerre produit donc une montée nouvelle, une nouvelle promotion de classes sociales, c'est-à-dire l'heureuse ascension historique d'un élément national, pendant qu'elle oblige la démocratie proprement dite soit à se démettre de ses pouvoirs politiques entre les mains de quelques chefs influents et puissants, tels que le président Wilson, soit à céder à la pression des armées extérieures et des chefs étrangers, comme fait la démocratie russe, soit enfin à osciller douloureusement entre l'organisation militaire et la dissolution politique comme dans un autre pays qu'il n'est pas nécessaire de désigner nommément :

pays où fleurit de la façon la plus nette l'antinomie du national et de l'électoral, du technicien et du politicien, du démocratique et de l'organique.

L'ORDRE DU JOUR DES CHEMINOTS

Le président Wilson parle à M. Gompers de tout autre chose, en vue d'aboutir aux actions nécessaires de paix intérieure et d'active mobilisation extérieure. Mais dans un pays aussi ancien que le nôtre, saturé d'oraisons emphatiques et sauvé par son scepticisme, le remède des remèdes est la vérité, telle que nous la disons à M. Wilson, telle que nous la dirons à ces cheminots dont on a lu l'ordre du jour fédératif du 3 septembre[1].

A notre sens, il faut parler aux cheminots français comme le président Wilson n'a pu parler aux cégétistes américains. Nos cheminots se font une grande illusion : ils appréhendent une politique de régression,

1. « La Fédération Nationale des Cheminots, tout en affirmant sa ferme volonté de se tenir à l'écart de toute politique, mais considérant les répercussions que peut avoir la solution de la crise actuelle sur l'action de la classe ouvrière ;

« Considérant la nécessité d'une politique de confiance et de largeur de vues, sauvegardant sa liberté d'action et préparant des libertés nouvelles :

« Proteste contre la campagne de presse menée à travers certaines personnalités contre la classe ouvrière, et dénonce le but que veulent atteindre les auteurs de cette campagne qui est de jeter le discrédit sur les organisations syndicales et ouvrières et de paralyser leur action de demain ;

« La Fédération Nationale des Cheminots déclare qu'en accord avec le prolétariat confédéré elle saura faire échec à toute politique de régression et de répression sociales. » L'espion Almereyda venait de périr en prison, et l'affaire Malvy s'annonçait : nos politiciens essayaient d'y entraîner la classe ouvrière.

de répression sociales. L'essor industriel développé par la guerre a donné trop d'importance à tous les ouvriers de métier pour que leurs corps d'état n'y trouvent point avantage et avancement médiat et immédiat.

Cette valeur nouvelle a commencé par leur assurer d'abord la vie sauve : il a fallu les préserver, les garder, les mettre à l'abri dans l'usine, dans la mine et dans l'atelier pour permettre aux combattants de défendre le territoire comme il fallait. Il a fallu en même temps leur attribuer des salaires rémunérateurs. Il a fallu enfin leur accorder dans l'exercice de leur métier soit des prérogatives nouvelles, soit un usage plus étendu des prérogatives anciennes : l'institution et la reconnaissance des délégués d'ateliers est un signe entre bien d'autres de ces progrès d'organisation sociale qui fortifient et tempèrent l'autorité des employeurs en la limitant et en l'éclairant.

Dans cette voie professionnelle, il semble que la nécessité générale et les intérêts particuliers des travailleurs aillent souvent de pair : plus l'ouvrier collaborera à l'effort de la guerre, plus il développera sa situation, et je vois bien qu'inversement cette condition développée lui permettra d'être un auxiliaire plus efficace dans la défense de la patrie. Les deux causes sont liées très étroitement. Qu'il y ait des heurts de détail et des désaccords accidentels, c'est la vie. D'ensemble, de haut et de loin, la concordance emporte tout : chacun, Etat, patrons, ouvriers, soldats, simples citoyens, enfin tout le monde a intérêt à ce que le sentiment de l'intérêt commun domine et règle les conflits éventuels.

UN BON PORTRAIT DE M WILSON

10 décembre 1917.

Il faut lire le livre très beau, très riche et très net que M. Daniel Halévy vient de publier à la librairie Payot sur le président Wilson.

M. Daniel Halévy, voilà quelque vingt-cinq ans, fut le premier à rectifier quelques préjugés intéressés que des anarchistes essayaient d'accréditer en France sur Nietzsche. Sa rectification porte aujourd'hui sur une image trop mystique, et trop idéaliste, que l'on nous a faite de M. Woodrow Wilson. Cette dernière image a été, en partie, et provisoirement, adoptée en France malgré les sages et heureux pronostics de Jacques Bainville. Les mandements de M. Wilson et quelques articles de son programme primitif contraignirent, ou peu s'en fallut, à cette erreur. Mais ceux qui ont vu M. Wilson corriger, modifier, compléter les principes et les conséquences qu'il en tirait au fur et à mesure que son esprit se rapprochait de son objet et avançait dans la connaissance de l'Allemagne, les dociles observateurs, les lecteurs attentifs ont peu à peu discerné le réalisme de Wilson tel qu'il se montre et s'accentue d'une pièce à l'autre, au désespoir des socialisants cosmopolites et philoboches. Nous n'avons eu pour notre part, qu'à revenir au Woodrow Wilson entrevu il y a quatre ans aux derniers feuillets de la préface de mon *Kiel et Tanger;* il y est salué comme un nouveau docteur de l'autorité personnelle, de l'ordre incarné et vivant.

INVENTIONS ET EXPÉRIENCES COUTEUSES

Nous ne partageons pas toutes les idées de son biographe. Notamment sur le kantisme de M. Wilson, qui ne me paraît pas douteux, et dont le fait se concilie fort bien avec d'autres idées plus justes. Mais je voudrais dire surtout que l'auteur de cette excellente et loyale étude de ce que l'on nomme « la démocratie américaine » se fait, je crois, des illusions sur le pouvoir de l'invention en matière d'organisation sociale et politique. Pour souscrire complètement à ses idées, il faudrait n'être d'aucun temps, d'aucun pays et ne pas sentir que les brillantes expériences sociales et politiques sont exécutées sur la chair de millions et de millions de malheureux vivants, nos concitoyens, nos proches et nos amis. Il ne s'agit pas d'inventer des solutions brillantes, mais de poser le problème par rapport à eux et aux enfants de leurs enfants, je veux dire avec une économie si prudente qu'elle doit aller jusqu'à l'avarice.

Un Napoléon dit : « J'ai cent mille hommes de rente. » C'est un bel inventeur. Un Bourbon, deux Bourbons, trois Bourbons (ils s'appellent Louis XVIII, Charles X et Louis Philippe), règnent trente-trois ans et, au milieu des pires difficultés, ne font *pas une grande guerre*. Avant eux, après eux, les empires et les républiques devaient faire et perdre leurs guerres. Eux, non. Ils n'inventaient pas. Ils se moquaient d'inventer. Ils suivaient la politique nationale et paternelle de leurs aïeux.

UN HOMME ET UN ÉTAT

Cela dit, cette réserve faite, je ne saurais exprimer les satisfactions de tout genre qu'apporte un livre comme celui-ci. D'autres qui viennent aussi de l'Amérique nous racontent toutes sortes de choses. Celui-ci les explique. Et puis il discerne, il distingue. Sur l'admiration déchaînée dans le vieux monde par les institutions du nouveau, M. Daniel Halévy écrit avec réflexion :

Peut-être eût-il été plus sage d'admirer l'excellence des habitudes civiques qui distinguent les populations de langue anglaise et le bonheur d'un peuple pour lequel les heurts politiques étaient bien diminués par les ressources et l'immensité infinies du territoire sur lequel il vivait dispersé.

M. Halévy nous montre aussi comment Wilson, jeune et alors théoricien, concevait l'autorité dans son livre le *Gouvernement congressionnel :*

S'il y a un principe parfaitement évident, écrit-il, c'est celui-ci : dans toute affaire, qu'elle soit gouvernementale ou commerciale, *il faut se fier à quelqu'un*, afin qu'on sache, si les choses vont mal, qui doit être puni. Afin de faire marcher votre commerce avec la rapidité et le succès que vous désirez, vous êtes obligé de vous fier, sans arrière-pensée, à votre principal employé, de lui donner *les moyens de vous ruiner* parce que vous lui fournissez ainsi des *motifs de vous servir*. Sa réputation, son honneur ou sa honte, toutes ses espérances commerciales dépendent de votre succès. La nature humaine est à peu près la même dans le Gouvernement que dans le commerce des tissus.

Les meilleurs Gouvernements sont toujours ceux à

qui l'on donne beaucoup de pouvoirs en leur faisant comprendre qu'ils seront abondamment honorés et récompensés s'ils en font un bon usage et que rien ne pourra les mettre à l'abri des châtiments les plus sévères s'ils en abusent.

Cette méthode Wilson est naturaliste. Elle observe la nature des hommes en sociétés, leurs sociétés d'aujourd'hui et celles que montre l'histoire... Et lui-même est expliqué par son histoire. Il descend, dans les deux lignes, des premiers émigrants, des premiers colons. Il est né, il a vécu, professé, administré dans le Sud. Il appartient au parti démocrate. Il est donc un aristocrate. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit incapable d'entrer en communication avec le peuple.

Lisez cette page saisissante. A la fin d'un beau discours de guerre, prononcé à Kansas-City devant 15.000 agriculteurs, le 2 février :

Lorsqu'il eut parlé, le président dit à la foule :

« Je vous demande de me laisser terminer mon discours en chantant avec vous *America...* »

Les 15.000 assistants, chacun d'entre eux agitant, à la manière américaine, le petit drapeau national dont il était porteur, acclamèrent la proposition de leur chef. « Le président, lisons-nous dans le *Sun* du 3 février, se tenait dans une attitude dramatique, la main gauche sur la poitrine, la tête rejetée en arrière tandis qu'il chantait. Après qu'eut cessé le dernier son du dernier vers, les assistants voulurent chanter une deuxième fois, et M. Wilson conduisit leurs voix avec ses mains tendues. »

Ne dirait-on pas quelque prédication de Mistral?

Eh oui! ce président, chanteur, professeur et prêtre, ressemble au grand poète politique de la Provence.

Et, si l'on réfléchit à cette ressemblance, elle peut nous aider à préciser l'idée qu'il faut se faire de la vie nationale aux États-Unis. Les Tocqueville y ont vu une manière de modèle, autant dire un type arrivé et fixé. C'est autre chose : moins et mieux, car c'est un germe en voie de se développer, une tige qui n'a encore poussé que ses brins. Son signe de jeunesse extrême, c'est cette confusion de tant de magistratures naissantes, cette réunion du lyrique, du religieux et du politique, dans le cœur et la tête du même personnage. Les différences ne sont pas nées encore. Tous les commencements ont vu de ces beaux mélanges. Avant Mistral, Orphée et David. Mais alpha n'est pas oméga, et commencement est loin de terme parfait. La nébuleuse n'est pas le système. Il semble que M. Daniel Halévy ait profondément vu cela, car il le fait sentir à toutes les pages et, ainsi, son Wilson théoricien et praticien du réalisme guerrier nous dessine enfin une image à laquelle nous pouvons ajouter foi, donner confiance, espérance, sans abdiquer notre raison et sans faire de concession sur les intérêts vitaux de notre pays.

VALEUR DU FORMULAIRE WILSONIEN

10 mars 1918.

Les amateurs de paix sanglante, révolutionnaire, caduque, grosse de guerres nouvelles ne pourraient-ils pas être invités à quelque modération dans leurs sentiments, à quelque fixité dans leurs idées? Hier, ils témoignaient à nos alliés anglais, américains ou italiens une défiance pleine de passion, qui s'exhalait en murmures injurieux devant lesquels nous avons dû secouer ici, plus d'une fois, certains anglophobes du parti Caillaux. Aujourd'hui, c'est une autre paire de manches : le président Wilson, le ministre Lloyd George ayant parlé en un sens qui paraît favorable à certains systèmes, voici qu'il n'y a plus de salut pour l'Entente hors des doctrines de l'illustre Gallois et du grand Américain ! On doit jurer par elles. C'est un nouveau serment civique, un sacré *covenant*[1] qu'il ne faut plus transgresser d'un pas.

Nous qui nous sommes montrés plus amicaux, plus reconnaissants et même plus civils envers nos hôtes, alliés et amis d'outre-mer, nous nous sentons aussi plus libres.

Chaque pays a ses besoins, chaque nation a son génie, chaque histoire nationale représente un certain degré, un certain stade de développement qui n'est pas, de toute nécessité, le stade et le degré de la nation voisine, si proche soit-elle par le cœur ou

1. Cela n'empêche pas le *covenant* du 26 février 1919 d'être mis en morceaux moins de trois mois après avoir été promulgué.

par l'intérêt. Le langage politique, surtout quand il est oratoire et s'adresse à de vastes publics populaires, reflète forcément ces états d'esprit, ces dispositions morales. Ce sont des langages différents, dont il suffit que le sens général concorde. Ou, pour faire une comparaison plus précise, ce sont des jugements dont le dispositif doit être identique chez tous les alliés, mais dont les raisons et les motifs peuvent, sans grand dommage, varier d'une nation à une autre nation. Pourquoi pas, en effet? Qu'importent les motifs invoqués, si, de toute part, les alliés, quels qu'ils soient, quoi qu'ils disent, veulent d'abord faire la guerre victorieuse, ensuite en tirer une bonne paix?

EN FRANCE ET HORS DE FRANCE

Il y aurait, au contraire, des inconvénients, et très grands peut-être, à vouloir, à toute force, unifier, uniformiser les motifs[1]. Wilson et Lloyd George disent ce qu'ils jugent propre et ce qui est propre, en effet, à entraîner les populations de leur race, de leur langue et de leur patrie. Traduits, leurs sermons restent lointains. Ils agissent un peu sur notre petit monde politicien, qui est de confession analogue ou sur lequel l'idéalisme septentrional a déteint. Mais, par exemple, sur la masse française, grand, immense déchet! Le résultat est facile à mesurer : ce langage juridique et religieux dont se repaissent avidement les auditoires des grands pays protestants, ce langage qui les entraîne et les stimule aux mesures de guerre et aux espérances victorieuses, ce langage ne

1. Marcel Sembat a exprimé un autre avis, sans jamais préciser pourquoi.

prend et n'agit en France que lorsqu'il est additionné d'excitations pacifistes et défaitistes qui vont à l'encontre du but poursuivi. L'expérience est faite, il n'y a pas à la recommencer.

Pour l'esprit public de la France, cette expérience est peut-être plus ancienne qu'on ne le croit. Elle ne date pas de la guerre.

Pendant cent vingt-neuf ans, les Français ont eu le temps de faire le tour des idées libérales, démocratiques, révolutionnaires : est-ce la faute de ces idées, est-ce là leur propre? il importe peu, mais le fait est là : si l'anarchie est de tous les temps, de tous les temps l'excitation au murmure, à la révolte, au pillage, au chambard, la forme positive de l'utopie a cessé d'agir. Elle n'encourage plus à l'action nationale.

Obliger les Français à faire la guerre, à risquer leur vie et celle de leurs frères pour des idées qui ne leur chantent pas du tout, pour des rêveries qui ne leur montent aucunement à la tête, c'est une forme de la tyrannie démocratique, du bâillon libéral et du gouvernement d'opinion, qui valait la peine d'être calculée et prévue. Elle existe. Elle essaye de s'imposer. Il importe de la repousser dans l'intérêt de la victoire, s'autorisât-elle des noms les plus respectés. Le catéchisme de Wilson vaut pour les Américains qu'il entraîne, le catéchisme de Lloyd George pour les Anglais qu'il électrise. Il n'y a aucun motif de l'imposer ici : non pas même la volonté américaine ou anglaise, qui respecte la nôtre, puisqu'elle passe la mer pour la défendre et la secourir contre les prétentions de la volonté germanique.

LA PAIX PAR LA VICTOIRE

16 juin 1918.

La question que nous ne cessions de nous poser se pose aussi par delà l'océan.

Dans sa vigie de la Maison Blanche, l'homme qui incarne les idées de droit et de justice en matière internationale s'est demandé ce que serait la paix tant que l'armée allemande, l'armée d'invasion de la Belgique, de la France, de la Serbie, de la Roumanie, de la Russie et de l'Italie n'aurait pas été détruite et annihilée par les armées de l'Alliance. Le président s'est répondu qu'une semblable paix serait une simple et brève suspension d'armes accompagnée de quelques simagrées sacrilèges. Et c'est là-dessus que, répondant à l'éloquente dépêche de bienvenue de M. Poincaré, M. Woodrow Wilson a écrit, a gravé sur l'airain de la raison humaine la fière phrase rendue publique à la date d'hier qui porte que le peuple américain « EST CONVAINCU QUE C'EST SEULEMENT PAR LA VICTOIRE QUE LA PAIX PEUT ÊTRE ASSURÉE ».

Ces mots dits et écrits, il devient absolument exact et juste de penser qu'il y a « étroite et intime coopération » entre les peuples alliés.

Tout ce qui pense, tout ce qui réfléchit parmi eux, tout ce qui s'y élève au-dessus de la sottise des partis sent par l'esprit et par le cœur la vérité du grand programme, très dur mais très nécessaire, qui vient de leur être tracé de Washington.

LA TRADITION AMÉRICAINE.

6 juillet 1918.

Pratiquement, le discours prononcé avant-hier par M. Woodrow Wilson se résume en quelques paroles d'une énergie noble et directe : « ...A cette lutte, il ne peut y avoir qu'une issue. Le règlement doit être définitif. Il ne peut comporter aucun compromis. Aucune solution indécise ne serait supportable ni concevable. » On n'est pas radical plus national, ni jusqu'auboutiste plus résolu. Tel étant le dispositif, peu importent à beaucoup d'entre nous les motifs. Ils applaudiront. Et ils applaudissent déjà. Et ils ont bien raison. Faisons comme eux.

Cela n'empêche pas de lire avec attention les motifs et de faire, non des critiques, ni des réserves, mais les distinctions nécessaires. C'est de quoi *le Temps* a eu soin :

> M. Wilson a formulé hier quatre principes de paix[1]. Ils sont tous conformes à la plus sereine justice. Mais on voit aussitôt que deux d'entre eux resteraient inopérants si l'Allemagne demeurait telle qu'elle est, et que les deux autres consistent précisément à demander la réforme intérieure de l'Allemagne.

Il reste donc à modifier la forme de l'Allemagne, et dans la voie de ces modifications qui peuvent être

1. Voici les quatre principes : *a*, destruction ou réduction de l'autocratie, considérée comme seule cause des guerres ; *b*, en tout problème ethnique, considérer la volonté propre et intrinsèque du peuple mis en cause, abstraction faite de l'intérêt ou de l'avantage des autres peuples ; *c*, reconnaissance d'une loi morale commune ; *d*, Société des Nations.

politiques, mais qui peuvent entraîner des remaniements territoriaux, les préoccupations d'équilibre ne seront pas évitées. Voilà donc une vaste zone d'innovation, qui est bien ouverte et sur lesquelles on peut tomber d'accord. Mais c'est encore du pratique. N'ayons pas peur de voir le reste de près.

UNE ODE AU PASSÉ ET AUX MORTS

Disons d'abord ce qu'il faut dire. Nous avons affaire à un magnifique discours, dont la beauté est ennoblie et sublimée encore par un sentiment vif, ardent, profond, communicatif, religieux de la tradition virginienne.

La solennité du début en montrera la puissance d'évocation :

> Messieurs du corps diplomatique,
> Mes concitoyens,
>
> Je suis heureux de me retrouver avec vous dans le calme de cette retraite, siège antique de tant de délibérations, afin de parler un peu de la grande signification de ce jour de l'indépendance de notre nation. Le lieu est paisible et solitaire. Le tumulte du monde ne trouble plus sa sérénité, comme ce fut le cas aux grandes journées d'antan, lorsque le général Washington tenait ici conseil avec les hommes qui allaient, d'accord avec lui, créer une nation.
>
> De cette modeste colline, ils découvraient le monde et l'embrassaient dans son entier, ils le voyaient dans la lumière de l'avenir.

Et plus loin, la belle reprise :

> Du haut de cette verte colline, nous devrions, nous aussi, pouvoir contempler et comprendre ce monde qui s'étend autour de nous...

Comme eût dit notre poète Auguste Angellier, cela est projeté « dans la lumière antique »; cela fait songer à l'oracle dont parle Fustel de Coulanges, conseillant aux citoyens en péril de placer leurs délibérations le plus près possible du conseil et de la sagesse des plus nombreux : ils comprirent que cela signifiait le voisinage et l'inspiration de leurs Morts... Si toute la Cité antique reposa sur le cimetière, il faut se rendre compte que la cité moderne ne saurait trouver en un autre lieu des fondements solides. Tel était l'avis du dernier grand philosophe français, qui n'est pas M. Bergson, mais Auguste Comte. Tel est le sentiment vécu et pratiqué par le philosophe qui gouverne le plus moderne et le plus vaste Etat de l'univers.

Il va demander à la tombe de Washington et, comme il dit en termes d'une poésie rare, à « l'atmosphère du lieu » cette chaude lumière issue du respect du passé, sans laquelle on voit petit et l'on ne conçoit rien de grand.

TROIS CONTRASTES

Cela posé, le lecteur attentif de ces éloquentes paroles éprouve en avançant dans le texte le sentiment extrêmement vif des contrastes qui éclatent tour à tour et qui se précisent de plus en plus :

1° Contraste entre ce ton rituel traditionnel et la thèse de révolution, de « révolte », de rupture avec le passé, qui y est professée à certaines lignes;

2° Contraste entre cette dernière thèse, toute révolutionnaire, toute en défi aux autorités, aux gouvernements personnels, et la très haute autorité, le gou-

vernement très fort, très vigoureux et très personnel exercé par M. Woodrow Wilson, et non seulement exercé, ce dont l'Entente n'a qu'à se louer, mais avoué et défini par lui, ce dont le genre humain le bénira quelque jour;

3° Contraste entre la thèse de révolution libérale, de « révolte » systématique, identifiée à l'histoire même de l'Amérique, et cette énorme autorité spirituelle de M. Woodrow Wilson, considéré comme docteur et comme pape des peuples alliés. Sous ce nom, sous ce maître, on tente d'écraser, d'ensevelir en fait, sinon en principe, toute liberté d'apprécier, de raisonner, de penser, comme il est aisé de le voir en ouvrant les journaux socialistes qui, pauvres d'arguments, en reviennent toujours à cette autorité abusive, abusivement invoquée: M. Wilson, M. Wilson...

Entraînés depuis de longs siècles à l'exercice de l'analyse et de la critique rationnelle, les Français ne peuvent pas voir sans malaise une confusion pareille du pouvoir spirituel et des pouvoirs politiques.

NOS TROIS PRINCIPES

A. Il n'y a pas de discussion sans liberté d'esprit. Un million d'hommes en armes sur le continent est un million d'hommes en armes. Cela n'est pas un argument. Nous ne sommes pas libéraux, mais nous n'avons jamais été d'avis de tirer le canon contre les idées. Selon nous, toute la puissance américaine ne suffit pas à ébranler la moindre idée vraie.

B. Inversement, et cette protestation dûment élevée

contre l'oppression des cerveaux, nous sommes *quant à l'action*, pour l'autorité. Si, comme le disait jeudi M. Pichon, l'on veut « l'indépendance des peuples », il faut voir que c'est une contradiction dans les termes de les vouloir libres de l'étranger et libres d'une autorité nationale intérieure; l'anarchie appelle l'étranger, on ne s'affranchit de l'étranger que par l'autorité chez soi.

C. Enfin, l'autorité a besoin d'être traditionnelle. M. Wilson associe de très près à son autorité sa tradition. Sans doute, il donne à celle-ci une couleur de révolte contre le passé, même américain. Mais, à voir la chose d'un peu plus près on se rend compte qu'il y a là un malentendu, né lui-même de malentendus plus anciens.

LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE ET LA NOTRE

Dans le très curieux livre sur la *France d'aujourd'hui*, écrit par M. Barrett-Wendell, professeur à l'université d'Harvard, qui fut le premier titulaire de la chaire Jame Hazen Hyde en Sorbonne (traduit en 1909 par Georges Grappe), on peut voir pages 305-311 comment naquit ce malentendu. La Fayette et ses compagnons crurent entendre de l'autre côté de l'océan un écho de la philosophie des Droits de l'homme à la mode de chez nous, et, selon moi, ils étaient loin de se tromper complètement; mais ils ne prirent pas garde à une chose, qui était, selon M. Barrett-Wendell et beaucoup d'autres Américains compétents, « la nature essentielle de la révolution américaine et du gouvernement durable qui en fut la conséquence ».

Ils ne virent pas ce que notre historien expose :

Nos aïeux américains se servaient des mots de la philosophie philanthropique française, exactement comme nous nous en servons aujourd'hui et comme nos enfants continueront probablement à s'en servir aussi longtemps que durera notre République. Nul d'entre nous ne s'est jamais arrêté à les définir, même pour son propre compte : en toute vraisemblance nous ne le ferons jamais...

La liberté pour laquelle la révolution américaine fut faite, avait un caractère différent de cette liberté que proclamaient les esprits révolutionnaires de France. Somme toute, à leurs yeux..., c'était... un profond bouleversement à la fois des croyances traditionnelles et de l'ancienne constitution du royaume qu'ils désiraient réaliser. Pour nous, la liberté signifiait la sauvegarde de notre propre société, lointaine, et un Gouvernement délivré de toute ingérence étrangère... Sauf en ce qui concernait la suppression de sa dépendance envers la couronne, la constitution de chaque État restait virtuellement intacte...

... En réalité, notre action fut conservatrice. Ce que nos aînés voulaient, n'était ni la mise en pratique d'un nouveau système de gouvernement, ni les Droits de l'Homme : c'était le régime qui s'était développé parmi nous au gré du mouvement régulier de la nature. De là notre force véritable.

... On ne saurait douter que le mouvement révolutionnaire des Français ne reçût un grand encouragement du résultat heureux de la révolution américaine. Les conclusions spéculatives de la philosophie humanitaire semblaient justifiées par ce succès. Personne n'a signalé la différence qui existe entre une révolution conservatrice et une autre destructive, entre une révolution fondée sur des droits déjà anciens et une autre demandant des droits non consacrés par la tradition.

Plus loin (pages 314-318), M. Barret Wendell dit encore :

Cette tentative fut faite avec un enthousiasme sectaire, au sein d'un peuple qui, aujourd'hui encore, demeure *dans le privé, le plus strictement prudent, le plus instinctivement conservateur* de tous les peuples modernes. On ne s'en prit pas seulement aux institutions politiques et aux privilèges officiels avec la volonté d'écarter ces obstacles du chemin. Comme nous l'avons déjà vu, les révolutionnaires supprimèrent la religion du pays, imputant à crime, par décret législatif, ce qui auparavant était considéré comme obligatoire. *Si, de nos jours, des réformateurs passionnés envoyaient en prison, sans avis préalable, tout couple qui prouverait qu'il est légalement uni, ils causeraient à peine un plus grand désordre social.*

On voudrait citer tout ce qu'ajoute de profond et de pénétrant M. Barrett-Wendell sur le même thème, étendu même à des matières d'art industriel et mobilier.

Le lecteur peut s'y reporter. Il suffit d'avoir fourni le rapide moyen de dégager les éléments de quiproquo dont peut souffrir la lecture du dernier discours de M. Woodrow Wilson.

POLITIQUE ET MORALE

D'ailleurs, l'illustre président nous a fourni lui-même dans ses déclarations antérieures de quoi pénétrer sa pensée au delà des termes complexes dont elle est cuirassée et parfois obturée.

On connaît les quatre articles de son programme[1].

1. V. ci-dessus, p. 64, en note.

Le principal, celui qui marque la méthode, est le troisième. Relisons-en les premières lignes :

3° Le consentement de toutes les nations à se laisser guider dans leur conduite les unes envers les autres par les mêmes principes d'honneur et de respect pour la loi commune de la société civilisée qui régissent les citoyens de tous les États modernes pris individuellement dans leurs rapports réciproques.

En d'autres termes, l'individu propose à la société l'observance des lois qui le règlent lui-même. Mais cette offre suppose dans la société le plus haut degré de concentration de pensée et de pouvoir, le degré de personnalité et d'humanité : car il n'y a pas de vie *morale* sans volonté très définie, de volonté sans mémoire, ni de mémoire sans conscience[1]. Or, un flot de volontés individuelles sans lien, émues et oscillantes sous des impulsions personnelles désunies, ou sous des impulsions collectives irraisonnées, n'a rien d'humain. Une foule n'est pas un homme, ce n'est pas non plus une société d'hommes, c'est une bête, dit le docteur Gustave Le Bon qui a profondément étudié le sujet.

Il ne dit pas assez. La foule n'est même pas animal complet. Elle est ordinairement régie par des lois mécaniques qui la font ressembler, plus qu'à toute autre chose, aux boules du billard et au ludion du bocal. Pour humaniser, pour élever à la conscience, à la mémoire, à la volonté, une association d'hommes

1. Notre objection a été recueillie dans l'organe des wilsoniens d'Amérique, *The New Republic* du 15 février 1919. Nulle réponse n'a été donnée, en Europe ni en Amérique, à cette vue de bon sens.

en tant que groupe social, une mise en ordre, et en ordre vivant, c'est-à-dire une organisation, est indispensable : des corps d'État y doivent représenter la conscience; leur permanence, leur stabilité, leur tradition doit correspondre à la mémoire; leur pouvoir personnel d'entreprendre et de progresser, à la volonté. Si le pouvoir social est émietté, il ne se connaît pas, il ne connaît ni son devoir, ni son pouvoir, il n'a pas plus conscience du bien et du mal que n'en a conscience une foule : comment serait-il *moral ?* Comment se reconnaîtrait-il des obligations s'il ne se connaît pas lui-même? Comment encore exercerait-il ces devoirs moraux si, uni dans l'espace, il était divisé dans le temps, recommençait à chaque instant sa vie commune, oubliait le lendemain ses acquisitions de la veille et par conséquent la modalité nouvelle autant que le fond permanent de ses devoirs? Enfin même conscient et capable de souvenir, que pourrait être sa vertu si la force du vouloir et du pouvoir lui échappait?

Si vous voulez des sociétés aussi capables de moralité que les individus, il faut leur donner ce que possèdent les individus : un Gouvernement personnel.

LE GOUVERNEMENT PERSONNEL DE M. WILSON

Cela est si vrai qu'à sa première entrée en charge de 1913, M. Woodrow Wilson étonna les assemblées américaines en leur faisant les plus brillantes et les plus claires apologies du pouvoir personnel. Il leur déclara n'être point, comme tel de ses prédécesseurs, une sèche entité, incarnation pure et abstraite de la loi.

Il se présenta comme *un homme*, résolu à exercer un pouvoir humain. Il me souvient fort bien que M. André Tardieu fit alors observer dans le *Temps*, combien cette attitude et ces formules étaient neuves dans l'idéologie politique (sinon dans la pratique) de l'Amérique. Mais M. Woodrow Wilson expliquait et légitimait l'innovation par le nombre, la grandeur et la gravité des nouveaux devoirs imposés à l'homme d'Etat[1].

Croyait-il si bien dire? Cela importe peu. Le point sur lequel j'insiste est le suivant : M. Wilson incarne un pouvoir personnel, M. Wilson a formulé, il y a cinq ans, la thèse du pouvoir personnel, M. Wilson ne peut dénier aux peuples alliés le bénéfice de la loi universelle qui, toutes choses égales d'ailleurs, promet le succès, la prospérité, l'avenir à l'ordre politique, mais destine au désordre les solutions contraires correspondantes.

La tradition est bonne pour son peuple : elle vaut aussi pour le nôtre. L'excellence de l'autorité se vérifie pour l'Amérique. Elle ne peut se démentir pour les Européens, et c'est un abus de langage d'identifier l'autorité avec cette Germanie qui, d'un bien certain, a seulement fait l'ignoble et stupide usage digne d'elle.

Le genre de progrès que l'on demande aux peuples

1. Nous interprétions alors cette attitude comme un cas de la vieille évolution de l'Amérique vers le gouvernement d'un seul. Le *Harvey's Weekly* du 22 mars 1915 posait six ans plus tard la même question en termes analogues : « Est-ce la fin de la République ? » « Le président, gardien né de la Constitution se prononce en faveur de la modification radicale, » conclut l'organe antiwilsonnien. J'ignore ce qui a pu être dit de l'attitude de reine adoptée en Europe par Mme Wilson.

d'accomplir, notamment cette association jurique et morale proposée aux nations de l'Entente (car c'est à elles que, pour le moment, avec grand sens, il limite leur Société), ce progrès à la fois social et moral, suppose, au rebours de la thèse révolutionnaire courante, qu'on instituera aussi un pouvoir personnel doué d'autorité, fondé sur une hiérarchie robuste, animé d'une tradition ardente et fidèle. On ne peut pas rêver d'humaniser le monde en le dévertébrant. Si la société doit atteindre à des vertus spirituelles très hautes, il faut lui donner les organes naturels de la spiritualité : en ravalant ses conditions physiques à celle des mollusques ou à celles des vermisseaux, vous ne pouvez pas obtenir la constitution morale des vertébrés supérieurs.

C'est tout ce qu'il fallait démontrer, ce me semble, pour mettre à nu le léger point de contradiction entre le langage philosophique de M. Wilson et les plans élevés et vastes dans lesquels se complaît cette généreuse pensée.

LES PROGRÈS DE M. WILSON

4 août 1918.

Nous n'avons jamais hésité, quant à nous, à multiplier les critiques et les objections pour toutes les parties du programme wilsonien qui nous ont paru plus voisines des nuages que de la terre. Cependant, au fur et à mesure des événements, il a fallu accorder que cet idéaliste avait de hautes et précieuses parties de réaliste dans les deux sens du mot : d'abord, comme chacun le voit et l'entend, en ce qu'il excelle à manier les réalités et à faire arriver l'objet de ses désirs et de ses volontés, ensuite (et ce second sens, moins commun, est le plus précieux), en ce que les idées qu'il évoque sont évoquées dans leur signification concrète la plus précise, la plus saisissable.

Par exemple, dit-il *justice?* Au lieu de la pâle et cotonneuse déesse d'imprimerie si vaguement évoquée dans nos caboches d'orateurs officiels ou socialistes, M. Wilson *voit*[1] des criminels punis, des pillards rendant gorge, des spoliés dédommagés et des héros récompensés. Ses idées habitent la terre ou tendent à l'habiter. Le moyen de faire qu'elles soient accomplies est si peu négligé que ce théoricien du droit a fini par se confier frénétiquement à la décision de la force.

1. Ne faut-il pas dire, maintenant : *voyait?* (Note de 1919).

INTELLIGENCE, VOLONTÉ

Les réalistes européens peuvent donc juger qu'un tel homme est naturellement appelé à comprendre quelques-uns de leurs soucis. Ce n'est pas lui qui désarmera avant d'avoir désarmé l'Allemagne. On ne le voit pas traitant de la paix avec une puissance capable de rouvrir les hostilités au bout de six mois.

M. Wilson a eu le talent de propager ou d'imposer sa pensée parmi ses concitoyens en des termes si nets que les socialistes américains voyageant en Europe font des réponses de patriotes et d'hommes d'Etat qui éberluent Renaudel et assomment Longuet. Ce trait de caractère tend aussi à faire considérer M. Wilson comme une garantie de l'avenir européen. Mais les autres chefs de l'Entente? Je ne dis pas : les Italiens. Mais les Anglais? Les nôtres? Il n'a jamais été plus nécessaire de souhaiter à l'Entente cette personnalité d'esprit, cette décision, cette volonté politique sans lesquelles il n'y a point de claires vues d'avenir, elles-mêmes indispensables à l'action énergique et heureuse dans le présent.

Le présent s'éclaircit sans doute, mais il se complique certainement.

Nous allons sortir de l'ornière, quitter le chemin tout tracé. Se défendre était relativement simple! Mais attaquer! mais avancer! mais désigner nos garanties, déterminer nos sanctions. Des héros suffisaient ou presque, jusqu'ici. Il va falloir des calculateurs, et, bien plus, des divinateurs. On ne saurait trop attirer l'attention de tout ce qui pense sur ce qui va finir et sur ce qui va commencer.

M. WILSON SOLDAT DU DROIT

28 septembre 1918.

En lisant le dernier discours de M. Wilson sur les « buts positifs de la guerre », on admirera combien l'idée du droit y devient concrète.

D'abord, elle est intransigeante, aussi intransigeante que put l'être autrefois le programme d'un Bismarck : or c'est une force que de savoir dire bien haut à l'ennemi que tel programme devra être accepté complètement et sans équivoque.

Ensuite, cette idée du droit s'oriente de plus en plus vers la question de son efficacité.

Troisièmement, les Etats-Unis font un pas ; ils se présentent en hommes d'armes de ce droit vivant, ils assument la responsabilité complète des accords à intervenir.

Quatrièmement, l'intérêt du monde entier est tout à fait superposé à celui des nations. Mais les nations comme la nôtre n'ont qu'à se féliciter de ce point de vue ; pour le faire sentir, je conseillerai de mesurer l'importance qu'a pour nous l'annexion de la rive gauche du Rhin, à l'importance du démembrement de l'Allemagne : le premier point (simple but national de guerre) représente une satisfaction appréciable, mais grosse de difficultés si le second n'est pas obtenu, et le second sans le premier (but de guerre d'ordre universel) le simple retour de l'Allemagne à sa division naturelle nous assurera la paix, un libre développement économique, politique, moral,

sans compter, dans les perspectives de l'avenir, le retour de notre influence sur les régions du Rhin... La France est aujourd'hui placée de telle sorte dans l'Europe et dans l'univers que le bien public, conçu exactement et réalisé dignement, concordera avec son bien le plus particulier.

Ce qui ne peut se raccorder au bien général du monde, c'est le maintien de ce que M. Anatole France a appelé « l'exécrable unité allemande ». Le président Wilson doutait jadis de la valeur de ces questions territoriales. Je serais surpris que ce doute s'éternisât dans sa pensée : pour que, selon ses propres paroles, « les intérêts des faibles » soient « aussi sacrés que les intérêts des plus forts », il faut que ces forts-là ou ne soient pas trop forts ou qu'ils soient des anges de loyauté... La force allemande est démesurée au physique, mais n'a jamais connu la mesure morale depuis deux mille ans qu'on la voit sévir dans l'histoire.

RISQUES DE GUERRE
ET SOCIÉTÉ DES NATIONS

27 octobre 1918.

Le manifeste socialiste est une pauvre chose où brille surtout le manque de réflexion. Il invite le pays à se défendre des suggestions de l'esprit de conquête et à servir le droit. Mais qu'entend-il par l'esprit de conquête? Et ce qui est entendu par là (le Rhin, par exemple) ne fait-il pas précisément partie de notre Droit? Si notre Droit de 1814 et 1815 a été effacé par les « conquêtes » de Blücher, les socialistes auront le devoir de le dire. Le pays saura que pour eux le droit de conquête joue contre nous, mais pas pour nous.

Naturellement, M. Wilson est utilisé dans cette bataille intestine. M. Wilson c'est leur bras séculier, croient-ils. Nous pourrions dire aux socialistes, comme le fait M. Buré, qu'ils comprennent bien peu les paroles et la doctrine du président américain.

Elle est pacifique, certes, dans son vœu, dans son intention. Ce qui est aussi le cas de notre doctrine. Elle n'emploie pas nos formules. Elle utilise des formules dans lesquelles les socialistes croient reconnaître leur pensée [1]. Mais un regard plus appuyé montrerait aux socialistes que le président Wilson est un esprit trop réaliste, un homme d'Etat trop

1. Cette communauté de langue a permis d'ailleurs aux socialistes de circonvenir M. Wilson et de le tromper copieusement sur la France.



pratique pour ne pas s'écarter absolument de leur pensée toutes les fois qu'il émet une prévision *de fait* sur l'avenir. Il se rend compte que sa Société des nations implique de graves chances de guerres (analogues à la guerre de Sécession américaine, qui n'est pas si ancienne !) et que cette guerre future nous amènerait, nous Français, à en supporter le poids le plus direct et par conséquent le plus lourd. Dans ces conditions, le président Wilson comprend que nous ouvrions les yeux sur le chapitre des garanties. Il les ouvre lui-même. Et les socialistes n'ont qu'à feuilleter leur journal, ils en verront la preuve dans *l'Humanité*.

LA PENSÉE AMÉRICAINE

L'ont-ils oubliée ? Que je la leur rappelle. Ils ont donné eux-mêmes en grande pompe, en soulignant le caractère officieux de cette publication américaine, un article de *The New Republic* où l'on disait en propres termes que l'on s'expliquait à Washington l'hésitation des Français à s'engager dans la Société des nations. — Pourquoi ? Parce que cette Société était trop pacifique ? — Nullement : à cause des risques de guerre qu'elle impliquait.

Et justement dans un article plus récent reproduit hier par *l'Europe nouvelle*, sur un sujet voisin auquel nous reviendrons, *The New Republic* s'étonne de nouveau de « l'indifférence que manifestent les penseurs politiques de la France « envers la Ligue des nations », mais la réflexion dissipe son étonnement, car *The New Republic* écrit :

Ils n'embrassent pas avec enthousiasme l'idée d'une Ligue basée sur de bonnes résolutions et des intentions inexécutables qui assureraient à la France *une part dans toute guerre future*, mais ne lui assurerait pas les secours nécessaires; la France a trop mis au jeu pour pouvoir adhérer à une Ligue des nations si elle n'a pas la certitude que les autres associés de la Ligue ne se déroberont pas à son appel au moment où elle aura besoin d'eux.

Les Américains comprennent l'hésitation de la France. Et ils en entrevoient le fond.

Ce commentaire est bien caractéristique. Si les socialistes avaient des yeux pour voir, un cerveau pour penser, ils s'y arrêteraient d'autant plus que *l'Europe Nouvelle* répète ce qu'avait écrit *l'Humanité* voilà quelques mois : *the New Republic* dispose d'une « influence considérable » aux Etats-Unis; elle jouit d'une autorité certaine « dans les milieux les plus proches du président Wilson ».

III

L'ARMISTICE

AU FAIT PAR LE DROIT

25 novembre 1918.

C'est au cri de *Justice! Justice!* qu'il faudra acclamer le président Wilson à son arrivée en Europe.

Nous ne croyons pas, nous n'avons jamais cru, en ce qui nous concerne, à l'opposition radicale, à la contradiction intime et directe des diverses idées sur lesquelles le genre humain a vécu. On peut très bien vouloir le Salut public et ne rien enlever à l'idée de Justice, on peut être un ardent sectateur de l'Ordre public sans rien vouloir envier à la notion de la Vérité, tout au contraire ! Le cas est fréquent où le soin des intérêts les plus généraux de l'Homme concorde point par point avec les préoccupations du patriotisme concret.

Nous en sommes là en ce qui concerne la guerre. Nous pouvons généraliser hardiment. Nous pouvons élever les questions à leurs termes les plus indépendants et les plus exempts de toutes servitudes françaises. Nous pouvons en traiter comme s'il s'agissait de Hurons ou de Patagons : de toute façon, les principes restent avec nous et militent pour nous. Un dommage gratuit nous a été fait. On nous a attaqués. On nous a envahis, nous n'avons aucune responsabilité ni grande ni petite dans les affreux dommages qui nous ont été faits. Il faut réparer ce dommage. Que la France soit grande ou petite, bonne ou mauvaise et digne en elle-même d'estime ou d'aversion,

ces modalités ne font rien à l'affaire : on nous doit, on doit nous payer..

Sans quoi, ayant été lésés, nous resterons endommagés et le dommage immense ne sera pas réparé, ce qui fera une offense flagrante au « droit » dont on nous annonçait sur tous les tons le règne ! Non pas au nom du patriotisme, mais au nom du Droit, non pas au nom de la France martyre, mais au nom de l'Humanité offensée, nous demandons ce qui est demandé dans tous les cas des particuliers molestés.

Dans l'ancien droit public de l'Europe, il était reconnu que la guerre payait ceux qui avaient eu la peine et fait l'effort d'en dicter la fin. On veut imaginer des principes plus jeunes, des lois d'une tradition plus récente. On veut porter l'argument final devant un tribunal international où l'idée de puissance sera sacrifiée à l'idée de justice. Ce nouveau système ne touche en rien au fond des choses, n'y ajoute rien, n'en retranche rien.

Au lieu de réclamer aux Allemands en tant que notre vaincu de juillet-novembre 1918, il s'agira de faire rendre gorge au demi-vainqueur d'août 1914-juillet 1918, et cela reviendra absolument au même. Par quelque bout qu'on l'entame, de quelque instance militaire ou judiciaire qu'on le poursuive, que l'on parle paix de justice ou paix de puissance, le résultat ne change point. La situation matérielle et la situation morale contiennent les mêmes avantages pour nous.

Soyons aussi ardents, aussi énergiques, aussi sages que nos ennemis : ils ont joué des principes démocratiques et de l'évangile de M. Wilson pour

essayer de sauver leur domination, leur patrie, leur existence nationale elle-même ; ayons la même hardiesse et la même activité pour employer, défendre, utiliser nos victoires et leurs sacrifices. M. Wilson ne paraît pas sentir complètement nos raisons de défense nationale et de précautions à venir ; exposons-lui à voix haute nos motifs de morale pure : je le répète, faisons autour de lui retentir le cri de justice.

Il peut être indifférent aux invasions futures dont nos citoyens et nos soldats sont préoccupés. Mais le passé est le passé, le mal acquis est bien acquis. Il ne peut éviter d'en considérer les dégâts. Ou le Boche nous les paiera ou nous aurons à le payer et dans ce cas, l'amélioration rêvée par les philosophes et les juristes représente une pure fantasmagorie sans valeur que M. Woodrow Wilson, dans la clarté de sa conscience, dans la droiture de son cœur, dans le réalisme de son esprit, sera le premier à désavouer.

Ce que nous disons au nom de notre principe se trouvant corroboré par le principe qu'on nous propose, pour peu que ce principe soit pris au sérieux, il faut nous en emparer et nous en servir hardiment. Laissons les socialistes admettre comme intangibles et irresponsables les Etats et les nations, à l'heure même où ils viennent de les soumettre verbalement au même régime que les autres personnalités humaines. Leur position est insoutenable. Leur verbiage est fait de mots sans corps. Acceptons les idées générales reçues d'outre-mer pour tenir avec fermeté à l'exacte réalisation de leur sens. Nous

devons obtenir par là tout ce qui nous est dû pour d'autres raisons. Des négociateurs intelligents excelleront à faire sortir les réalités utiles des droits les plus rigides et les plus absolus. Ainsi fit Talleyrand à Vienne. L'idée de légitimité, qu'il nous rendit favorable, était une idée juridique. D'une autre idée juridique dûment pressée et précisée peuvent sortir des résultats d'autant plus favorables qu'aujourd'hui, à la différence de 1814-1815, nous ne sommes plus vaincus, mais vainqueurs. Et si des toiles d'araignées filées par des métaphysiciens et des idéologues étaient capables d'arrêter la fortune de la patrie en pleine victoire, les institutions et leurs hommes assureraient des responsabilités si grandes que nulle des fautes passées n'y serait comparable. Ce serait la faillite absolue des unes et des autres.

Franchement, à ce point, je n'y saurais croire. Ni les hommes républicains, ni les institutions républicaines ne sauraient oublier jusque là ce qu'ils ont de français. Il fut relativement facile au représentant du roi Louis XVIII d'invoquer la raison d'être commune de tous les trônes européens. Il sera au moins possible au représentant des « démocraties » européennes de plaider devant M. Wilson cette idée de justice infinie qu'il a le plus souvent et le plus éloquemment invoquée. Je ne suis ni démocrate ni sectateur des obscures et confuses divinités juridiques invoquées à tout bout de champ; mais pour le salut du pays, pour la clôture de la frontière, pour la sécurité des générations à venir, pour le bien-être du combattant, l'aisance et la facilité de l'économie générale, je serais, pour ma part, aussi

disposé que tout autre à mettre au service du vrai, des arguments flottants et des considérations plutôt vagues.

Telle est ma cynique pensée. Je souhaite à nos plénipotentiaires le même cœur.

LA BELGIQUE ET LE WILSONISME

6 décembre 1918.

A les voir de près, il y a autre chose qu'un thème très général dans les importants discours prononcés à l'Elysée hier soir. Des actions y sont en germe. Non précisément ces actions d'agrandissement et de renforcement territorial que tous les bons esprits s'accordent à prédire à la Belgique nouvelle et que Bainville, hier, définissait heureusement en ces termes :

Tout ce qui est belge doit être belge. Une Belgique solidement constituée, maîtresse chez elle, bien assise sur ses fleuves, la Meuse et l'Escaut, est indispensable.

Ce ne sont pas précisément ces hauts problèmes qui étaient agités à l'Elysée hier, mais des problèmes plus hauts, plus importants encore. Le roi Albert a ajouté à son rappel des souffrances, des espérances et des victoires communes, un bel acte de foi certaine à l'amitié française, et spécifié que la Belgique devait être « dégagée des servitudes internationales que faisaient peser sur elle des traités que la guerre a profondément ébranlés », et M. Poincaré avait déjà dit que la Belgique serait « débarrassée des entraves de cette neutralité qui n'a pas été pour elle une garantie » et recouvrerait « son indépendance et sa souveraineté ». Là-dessus, en effet, l'opinion est unanime en Belgique et en France. Il ne faut plus que la Belgique puisse s'endormir à l'ombre de la

plus trompeuse des promesses internationales. Il ne faut plus que la grande âme de ce peuple héros et martyr puisse être livré aux hasards de la vigilance et de la prévoyance d'une petite poignée de bons citoyens guidés par deux rois de tête et de cœur. Elle a eu Léopold, elle a eu Albert. Avec des esprits moins lucides, des caractères moins trempés, quel piège eût tendu à sa bonne foi et à son amour de la paix le « chiffon de papier » de 1839! Autant l'indépendance établie et reconnue huit ans plus tôt par le roi des Français fut un bienfait européen, autant cet accord international qui suivit était décevant, captieux, précaire. Ni Albert Ier, ni M. Poincaré, ni la Belgique, ni la France n'en veulent plus.

WILSONISME OU ANTIWILSONISME?

Mais, ce disant et ce faisant, il importe de voir et de savoir ce que l'on fait et ce que l'on dit. On fait, on dit, on affirme et on réalise une doctrine qui tourne absolument le dos à la doctrine de la Société des nations. On pose, on règle, on établit les principes de la liberté des nations du moment que l'on abolit des « servitudes internationales » et qu'à la garantie soi-disant donnée par les puissances à l'Etat belge, on substitue les risques et, comme dirait Platon, les beaux risques de l'indépendance plénière et de la complète souveraineté.

C'est un pas dans la voie de l'évolution qui emporte l'Europe depuis quatre siècles. Ce n'est aucunement un pas dans le sens des principes du président Wilson. Le dictateur et pape de l'Amérique ou ne dit rien ou propose un système de servitudes internatio-

nales, et ce système lui-même ne serait rien s'il n'apportait une limite à l'indépendance et à la souveraineté des Etats. Or, en ce qui concerne la Belgique, l'effet matériel de cette guerre, de toutes les souffrances endurées, de tous les efforts déployés, sera d'écarter même sans discussion la garantie juridique et la défense morale représentées par de purs accords internationaux : la Belgique et son roi demandent à l'Europe qui les aime et les admire la permission d'user d'une liberté plénière et d'établir leur sûreté par la liberté de leurs mouvements matériels et moraux, de leur activité diplomatique et de leurs préparatifs militaires. Cela est raisonnable et juste? Cela, direz-vous, est la juste leçon pratique tirée du mépris témoigné par Bethmann-Hollweg aux accords internationaux? Cela, en somme, participe de la majesté des vérités rationnelles que l'expérience confirme? Assurément, et c'est pourquoi cela est aussi tout ce qu'il y a de plus antiwilsonien.

Le wilsonisme serait-il un système réactionnaire? Contredirait-il le droit fil de l'évolution? Eh! cela n'est peut-être vrai que d'un wilsonisme inférieur, celui dont nous régalent les organes d'extrême-gauche. Le président américain nous a souvent paru corriger ce que ses principes ont d'un peu archaïque ou rigide par une acuité de regard, une sensibilité au fait qui remet tout au juste point.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
« OU POLITIQUE D'ÉQUILIBRE »

---

7 décembre 1918.

Les nationalités garderont-elles leur statut juridique d'aujourd'hui et d'hier? Resteront-elles indépendantes, souveraines, inviolables, maîtresses de s'allier à qui leur semble, de rompre l'alliance si le cœur leur en dit? Bref, demeureront-elles pures de ce qui a été appelé vendredi à l'Elysée *servitudes internationales*?

Ou, au contraire, le type des traités conclus en 1839 et garantissant la neutralité belge sera-t-il prolongé dans l'espace et dans le temps? Tous garantiront-ils à chacun, chacun garantira-t-il à tous l'inviolabilité du territoire et l'indépendance de la nationalité? La société limitée fondée (avec quel avenir!) autour de l'Etat belge deviendra-t-elle une société illimitée dont les organes (à créer) et les forces armées (à mettre sur pied) auront la charge de veiller sur tous les Etats de l'Europe et du monde?

L'escadre qui amène M. Woodrow Wilson et son conseil de 150 jurisconsultes et statisticiens apporte ou plutôt rapporte à l'Europe une extension de la méthode de 1839. Les machines diverses qui ont apporté et remporté sur la terre et sur l'onde les rois Albert Ier et George V semblent plutôt être venues déposer sur nos bords un principe favorable à l'autonomie absolue des Etats.

M. WILSON DEVANT LES FAITS

La conciliation verbale des deux formes de statuts n'est pas impossible, les motions nègres-blanches étant toujours licites dans les congrès, qu'ils soient de socialistes ou de diplomates. Mais d'une part, il ne faut pas se faire d'illusion, il y a là deux idées contradictoires, et même deux « droits » opposés, c'est-à-dire, en puissance, deux termes de conflits aigus. Et, d'autre part, au bout de ces quatre années de guerre, la race humaine, si vaillante et vigoureuse qu'elle soit, ne paraît pas d'humeur à s'épuiser, en ce moment, sur des idées pures, si inflammatoires qu'on les suppose.

Dans sa majorité raisonnable et digne, le genre humain est disposé à s'apaiser en s'arrêtant à un moyen terme plus ou moins nettement défini, mais reposant, mais confortable, et qui permette tout à la fois mouvement et ordre. Tel est, tout au moins, notre vœu. Le « chiffon de papier » de 1839 a subi en 1914 une telle disgrâce que nulle école ne saurait demander aux Belges, aux Anglais, aux Français de faire désormais une confiance sans réserve aux engagements de l'Europe. Il semble bien en résulter que plus un instrument diplomatique obtiendra d'adhésions, plus il accroîtra ses risques de dédit. Cette voix du fait est bien propre à faire réfléchir M. Woodrow Wilson, mais il n'est pas douteux non plus que le désir universel de paix future est une force morale qu'il y a utilité à capter pratiquement et, s'il est possible, à transformer en loi positive.

Sans retarder la conclusion du traité, on peut inté-

resser à son observation et à sa durée toutes les puissances de sentiment et d'intelligence qui sont en vigueur de nos jours. On peut essayer de le sceller à l'effigie de tout ce que les relations internationales ont gardé d'intéressant et de considérable.

Pour vivre en paix, il faut que les hommes puissent communiquer. Ce sont les facteurs de ces communications immatérielles qui importent. Lettres, sciences, arts, et par-dessus tout religion. C'est en développant les bonnes relations de ce genre que l'on oppose aux passions et aux intérêts concurrents, semences de guerre, un correctif solide qui porte en soi la paix.

M. Woodrow Wilson s'appliquera à cet ordre d'idées, lorsque, ayant vu l'Europe et mesuré nos maux, il s'occupera d'en rechercher les remèdes. Son penchant naturel est de croire ceux-ci simples, faciles, directs et comme à portée de la main. Il apercevra la difficulté. Sans doute les statuts d'une société des nations se rédigent sans trop de peine : le malaisé et même le pénible sera de découvrir le moteur moral, l'aliment spirituel, le pain et le charbon vivants de cette ingénieuse machine humaine. La peur de la guerre ne suffit pas. Il faut trouver la peur efficace de l'injustice. Il faut trouver aussi de quoi limiter les intérêts et équilibrer les passions.

Par là, M. Wilson sera en droit de penser que le vieux système de l'équilibre avait matériellement du bon. Et amené aussi à scruter l'état philosophique, moral et religieux de l'Europe, peut-être que, désolé de ce qu'il aura discerné, il se demandera si la sagesse ne sera point d'aller faire un tour du côté de

ce Vatican avec lequel on essaya de le mettre en concurrence, mais auquel il serait très sage de proposer une nouvelle « alliance religieuse » sur le modèle que notre Auguste Comte a déjà rêvé.

M. WILSON CONTRE LES HOMMES DE DÉSORDRE

Car, pour ce qui est du concours dont les éléments d'extrême-gauche lui seront prodigues, il aura bientôt fait de voir que les chefs socialistes et même syndicalistes sont bien loin d'être mûrs pour une action vraiment pacifique et humaine : ces ennemis de la guerre extérieure sont de violents fauteurs de guerre intérieure, et leurs idées ne tendent qu'à la démagogie et à l'anarchie. Il serait trop naïf de prendre ces agitateurs intéressés pour des pacifiques... Le bon ordre est le moindre de leurs soucis. Ils en détestent la seule image jusqu'au fond du steppe russe, et sa réalité en France les irrite ou les scandalise : — En vérité, se croirait-on en République? disent-ils.

Que diraient ces pauvres esprits de l'ordre américain! Le président Wilson ou sera déçu s'il ignore absolument ce milieu-là, ou, s'il est averti, les marques de politesse qu'il lui donnera comme à tout le monde seront sans proportion avec les bruyantes manifestations et les enthousiasmes artificiels que ces messieurs préparent. Les amateurs de trouble en seront pour leurs frais, les perturbateurs se trouveront pris à leur piège.

Telle me paraît devoir être la vérité certaine. Nos calculs personnels nous semblent confirmés par ce que disent bien des Américains à bien des Français :

Pourquoi vous méfiez-vous de Wilson avant de connaître ses dispositions actuelles? Il a suivi, puis dirigé l'opinion américaine vers la guerre, avec toute notre presse, il a uni dans un même hommage de reconnaissance Louis XVI, Vergennes, La Fayette et la Révolution. L'opinion américaine veut une paix sévère et définitive. Wilson la suivra. Ne faites pas de conjectures défavorables. Attendez qu'il ait parlé, ici.

Que nous gênions les formules de notre presse socialiste par notre façon de pratiquer le régime démocratique, de respecter toutes les libertés, quittes, lorsqu'il le faut, à les abandonner aux mains d'un chef momentanément autocrate, çela n'est pas étonnant. Mais notre manière devrait réjouir les partisans de l'autorité unique du chef qui, chez nous, a été le vrai artisan de la victoire.

Faites-lui confiance. Faites-nous confiance, nous n'avons marchandé ni notre affection, ni notre sang, ni notre argent. Nous la méritons autant que les Anglais, dont vous venez d'accueillir le roi avec enthousiasme.

On imagine quelles réflexions peuvent être échangées de ce point de vue. Elles sont la vérité même. Le président Wilson est un philosophe en même temps qu'un homme d'Etat. Il a réussi à servir (avec quelle hauteur de vue, avec quelle noblesse) la cause de notre Occident civilisé, c'est le service capital dont nous devons lui savoir un gré éternel et c'est le souvenir qui ne peut nous quitter. Quant à sa pensée, homme de pensée, il nous saura lui-même gré de la discuter avec franchise et netteté. D'un libre échange de vues sortira vraisemblablement un accord rapide sur les faits acquis. L'accord sur les principes, sur les faits à instituer, en sera sans doute plus laborieux, mais j'ai la confiance qu'il est possible et sera, malgré tout, facile si l'on s'avise

d'orienter l'esprit de M. Wilson vers le plan solide que doit adopter toute action morale dans nos pays.

Ou bien l'action wilsonicnne s'adressera à l'enthousiasme idéologique, et ce sera un feu de paille aussi trompeur que les autres, qui durera tout juste ce qu'il faudra pour permettre à l'intrigue allemande d'en profiter.

Ou l'action wilsonienne empruntera les vieilles routes vénérables, solidement construites et fortement battues, des traditions, des mœurs, des cultes et de tout ce qui a constitué les forces spirituelles de l'Occident: par elles, bien des idées neuves peuvent s'incorporer définitivement aux esprits et aux volontés. Ni les Etats, ni les dynasties ne seront des alliés méprisables à ce point de vue. Il faudrait pouvoir se servir de tous les éléments de ce qui vit déjà pour instaurer une vie meilleure. Au contraire, un plan neuf avec des matériaux neufs, sur un emplacement neuf, cela suppose une poussée préalable de destruction bolcheviste qui est précisément ce dont M. le président Wilson a horreur, nous assure-t-on.

IL FAUT EXPLIQUER M. WILSON A LA FRANCE

8 décembre 1918.

Nous avons cru faire œuvre de bons citoyens en nous efforçant plusieurs fois d'expliquer la France à M. Wilson. Nous ne changeons pas de métier en expliquant aussi M. Wilson à la France.

Son vocabulaire, sa doctrine son « dogme » y paraissent souvent plus moraux et plus religieux que politiques. Une influence extrême de Kant a dû être relevée autrefois, avant l'intervention. Ce kantisme s'est atténué : non les habitudes sermonnaires d'une civilisation où, depuis la Réforme, le clergé n'est pas différencié dans l'Etat, où l'éthique et l'ecclésiastique font corps dans toute exhortation appelée à conduire les hommes. Mais cette confusion de l'ordre moral et du politique n'exclut nullement la vigueur, ni même la violence de ce dernier élément. Rappelez-vous M. Lloyd George. Dans les commencements, il prêchait tout autant et tout aussi bien que M. Wilson. Eh bien, voyez les résultats de ces beaux prêches; sans coup férir ils ont capturé la splendide flotte allemande tirée des réduits de l'Elbe et du canal de Kiel. Si l'on ne savait quelle action hardie et forte a déterminé ce bienfait, le miracle ferait la paire avec celui des trompettes de Jéricho.

Ou je me trompe fort (ce qui est d'ailleurs possible) ou M. Wilson nous étonnera de la même manière que M. Lloyd George par le sérieux, la fermeté et l'à-pro-

pos de son esprit pratique. N'a-t-il pas déjà commencé? La prodigieuse besogne matérielle menée à bien en moins de deux ans de luttes ne dépose-t-elle pas en faveur de ce sentiment? La mise sur le pied de guerre d'un pays vingt fois plus grand que le nôtre, aussi vaste qu'un continent, ne répond-elle pas aux reproches de rêverie, d'utopie, d'une philosophie extérieure et inférieure à la vie? Ce qui étonne, ce qui nous étonne, nous Français, nous sceptiques-nés, c'est la méthode si prêcheuse, c'est le langage de ce prêche si confit de dévotion et presque de superstition! Mais quoi! cela même n'est pas inexplicable peut-être, ni irréductible aux conditions dans lesquelles cette parole et cette pensée se font jour.

LA PATRIE ET LA NATION DES AMÉRICAINS

Il faut se représenter les Etats-Unis d'Amérique dans leur étendue géante comme dans leurs pouvoirs sans mesure. Un nombre d'hommes relativement petit, dont nous connaissons quelques-uns, y nourrissent de hautes, de profondes ambitions nationales. Mais ils sont les premiers à nous en avertir, notamment notre confrère M. Morton Fullerton dans ses beaux livres et ses précieuses brochures [1], leur nationalité se fait, elle n'est pas faite encore. Cette guerre y concourra fortement. Mais pour entraîner des masses aussi nombreuses à affirmer et à constituer, les armes à la main, une nationalité définie, ce serait un cercle vicieux que d'invoquer, d'attester l'argument

1. *Les grands problèmes de la politique mondiale, Les Etats-Unis et la guerre.*

national. Leurs souvenirs nationaux sont forts, mais limités, ils en ont vite fait le tour : La Fayette et Washington en sont les colonnes d'Hercule dans le passé. Leur patrie aussi est à faire. Précisément, parce qu'il est très vif et très fier, comme il est très récent, le patriotisme américain ne comportant pas de longues réserves dut être ménagé par un homme d'Etat aussi avisé que M. Wilson : sensible et exalté à la surface, il a besoin d'être un peu détourné de lui-même de crainte qu'en s'analysant il ne s'affaiblisse, Mgr Baudrillart qui revient d'Amérique ne nous dit-il pas qu'à Chicago il a compté des catholiques appartenant à vingt-six nationalités différentes? Nationalités doit signifier ici, comme au moyen âge, langues et même races. Ajoutez que les vingt-six foyers primitifs européens ou asiatiques ont pu fournir aussi des adhérents à vingt-six fois vingt-six religions ou sectes différentes. Et vous pouvez conclure que s'il est prudent et politique de fortifier, de *doubler* le patriotisme américain en faisant des appels vigoureux à d'autres sentiments du même ordre ou d'ordre convergent, ils doivent être choisis aussi généraux et même aussi vagues que possible sous peine de créer des dissensions et des troubles là où il s'agit de cimenter l'union.

MORALE ET RELIGION AMÉRICAINES

Encore ne parlons-nous que des villes. Mais dans les campagnes où la population est loin d'être agglomérée, les différences morales sont accrues par les éloignements matériels. Là encore, à plus forte raison, si l'on veut se faire entendre, si l'on veut réunir,

rassembler, il faut recourir aux principes fondamentaux de l'ordre élémentaire, absolu, qui ont excité l'enthousiasme raisonné et grave, la foi sérieuse des commencements de l'humanité et de la cité : — Tu ne tueras point. Tu ne trahiras point. Tu ne mentiras point. Tu ne voleras point. Tu seras humain envers les prisonniers et les misérables. Tu seras juste... Si hautes et si pures que soient les abstractions morales enveloppées dans ces préceptes, elles sont cependant familières au colon comme au portefaix d'Amérique : ce sont celles que l'on prêche au temple ou à l'église chaque dimanche, et ce sont celles que répand le prêtre ou le ministre quand le vagon dominical s'arrête au fond d'un pays de défrichement. D'idées générales plus actives, ni plus puissantes, d'idées-forces, plus efficaces, l'Amérique prise dans sa masse n'en connaît point, réserves faites du souvenir de gratitude gardé à l'intervention de Louis XVI. On eût perdu son temps à lui prêcher une prise d'armes politique contre le germanisme. En prêchant la croisade morale, au nom du Juste et du Bon contre l'Inique et le Mal, M. Wilson a atteint son but qui était le nôtre : il a été compris, suivi. L'eût-il été autrement? Voilà ce qu'il faut regarder.

Ce regard sur des réalités moins complexes que les nôtres ne diminuent certes pas l'énorme danger et le danger pressant, que comporte l'application directe et simpliste de principes aussi généraux à des situations aussi difficiles. M. Wilson est innocent de ces répercussions malheureuses. Ce qui est régression de ce côté de l'océan, ce que nous avons le droit de juger trop vague ou trop général pour régler

nos affaires, représente là-bas un formulaire naturel et rationnel qui s'explique par les états naissants d'une civilisation, d'une nationalité, et d'une patrie en voie de se définir.

Comprenons bien ce dernier point si nous désirons nous faire comprendre.

IL FAUT EXPLIQUER LA FRANCE A M. WILSON

---

9 décembre 1918.

Hier, en expliquant M. Wilson à la France, nous montrions que l'origine toute réaliste de son idéologie tient à la nature d'un peuple qui commence, d'une civilisation qui est à son printemps. Si les principes de morale élémentaire qu'il a dû utiliser sont extrêmement généraux, c'est un signe de l'extrême jeunesse des organisations et des unions qu'il fédère. Plus anciennement mêlé aux difficultés de l'Europe, voyant de plus près les hautes différences qui existent entre des contractants éventuels pour lesquels il propose un contrat uniforme, M. Woodrow Wilson atténuerait ou nuancerait ses propositions.

Au fur et à mesure qu'il se rapprocherait de nous, et donc à chaque tour de l'hélice de son navire, M. Woodrow Wilson se rendrait mieux compte des questions concrètes qui, avant de dresser l'acte de société des nations, obligent à examiner l'être physique et moral des sociétaires, leurs vertus, leurs vices, leur vigueur, leurs faiblesses, leur degré de richesse ou de pauvreté, enfin les moyens dont chacun dispose pour obéir au Juste ou lui désobéir, pour composer avec ses ordres ou pour mener contre lui une lutte ouverte. En un mot, plus près de nous, plus près des choses, M. Wilson rendrait à des questions territoriales la faveur, le crédit qu'il leur a refusés. M. Wilson verrait que les solutions juridiques ne se

suffisent pas. Leur fermeté, leur poids varient avec les forces qu'elles meuvent, les forces respectives des Etats contractants, forces nées des situations bien plus que des intentions.

Tout cela, ne demandant qu'un peu de réflexion, irait de soi si les principes wilsoniens ne subissaient en arrivant en Europe un traitement qui en change la forme et le fond à tel point que l'on peut le nommer sans erreur une transmutation véritable. Ce qui là-bas sonnait la vertu, une vertu presque héroïque, celle qui s'arme pour le juste et le beau, sonne par ici le plus bas des vices qui est la lâcheté ou l'inertie quand ce n'est la haine civile. Ce qui là-bas est la volonté d'imposer le respect de vies innocentes devient ici le goût pervers de sauvegarder des vies criminelles. Ce qui là-bas respire la guerre sacrée en vue d'une paix profonde et durable n'affecte, n'emprunte ici un son et un aspect moral que pour fomenter la guerre intestine et impie. Des termes identiques, des formules presque pareilles tirées de ce qu'une humanité jeune renouvelée par une terre neuve peut montrer de plus fier, sont sollicités à signifier les désirs et les vœux qui circulent dans les éléments dégénérés et parmi les milieux décadents d'un état social dont la maturité et la perfection impliquent forcément beaucoup de déchets. Les signes du jeune élan vital américain sont captés et interprétés ici comme s'ils concordaient avec nos régressions, nos fatigues, nos maladies.

NOS HOMMES MALADES

C'est, en effet, un véritable malade social que la

petite poignée des chefs et agitateurs du socialisme français. Leur autorité depuis la guerre est tombée à rien. Leur reste d'influence réelle ne vaut que par l'État et l'administration, où la plupart de ces messieurs se sont embusqués fructueusement. La masse populaire est fixée sur leur valeur intellectuelle (ils se sont toujours trompés), sur leur valeur morale (inférieure à certains égards à celle des pires politiciens de Tammany).

Lorsque M. Wilson faisait, dans son récent message, allusion aux « gens du peuple » que son programme idéaliste et mystique séduirait, il a pu songer légitimement au peuple d'Amérique et de tel ou tel Etat européen que je m'abstiens de désigner, ne le connaissant pas ; pour la France, l'erreur serait lamentable et profonde si les chefs socialistes qui lui écrivent, lui télégraphient, se préparent à le recevoir et à l'aller voir étaient considérés de M. Woodrow Wilson comme les représentants légitimes des ouvriers et des travailleurs. Ce ne sont pas des « gens du peuple ». Ces messieurs sont des messieurs. Ils ne font jamais œuvre de leurs dix doigts que pour écrire des professions de foi ou des articles. Leurs mains ne sont pas calleuses. Il sont les parasites et les profiteurs, mais démasqués, mais déconsidérés, de la politique sociale et ouvrière française. La profondeur du discrédit auquel ils succombent explique la rage violente et la fureur désespérée avec laquelle ils font chez nous le jeu de l'Ennemi.

Quand donc ils s'emparent de certains fragments de proposition wilsonienne, quand ils en développent certains aspects de modération et de justice unilaté-

rale qui semblent favorables au peuple allemand, on peut juger qu'ils infligent à la doctrine américaine exactement le même outrage qu'au peuple français : ils l'exploitent, ils superposent le parasitisme inné de leur politique intéressée et alimentaire à des vues nobles, désintéressées, généreuses, dont ils espèrent dégager non le bien de la France, non le bien de l'Amérique, non le bien du prolétariat français ou américain, mais leur bien à eux, leur sale bien, profit et pâture, leur humble et honteux revenu.

En effet, s'ils s'attachent à ces vues, ce n'est point du tout pour les approfondir, les examiner, les adapter, les discuter et, par un échange d'idées, attentif et consciencieux, les améliorer en les rapprochant du réel : point du tout. Ce qu'ils en tirent tout d'abord, c'est une espèce de formulaire tout verbal à recevoir en article et symbole d'une foi, qu'on assène aux gens comme une pierre ou un bâton. *Société des nations* joue un rôle de talisman. Ces mots proférés sont supposés imbus d'une vertu magique. Il faut les prononcer. Il ne faut point les discuter. Il ne faut ni les accroître d'un éclaircissement, ni les diminuer d'une méprise ou d'une équivoque. Il faut surtout bien se garder de rechercher ce qui permettrait à ces mots, à cette idée pure, de passer, enfin, dans le royaume des faits. Qui prononce, qui articule ces vocables est le bienvenu. Mais qui veut les comprendre et les interpréter, raca, maudit soit-il... Il n'y a pas d'indice plus net de la manœuvre politicienne et de l'intrigue intéressée.

SACHONS CAUSER AVEC M. WILSON

Nous Français, patriotes, en union étroite avec les profondeurs de notre peuple éprouvé et meurtri-nous recevons M. Wilson non seulement comme un ami, et un très grand ami de notre patrie, bienfaiteur et très grand bienfaiteur de l'humanité présente, mais aussi l'un de ceux sur lequel l'avenir national et humain doit compter de plus en plus pour la construction et l'affermissement de la paix sacrée que nous désirons. Mais forts de cette communauté de but, assurés de cette identité de désir, nous ne nous priverons pas, et bien au contraire, de signaler au président l'obstacle où l'écueil aperçu le long de la route commune.

Nous n'hésiterons pas à lui dire que sa foi absolue au droit comporte une attention vigilante donnée aux litiges que les notions de droit sont naturellement capables de faire naître ou d'envenimer. Nous lui ferons observer que surtout après l'exemple russe et ces craintes de bolchevisme qu'il a lui-même ressenties pour l'Allemagne, il faut bien prendre garde de ne pas donner pour support à la paix entre les peuples des conditions qui exciteraient ou faciliteraient la guerre entre les citoyens. Nous le supplierons encore de prendre garde à la qualité de certains pacifistes qui, ennemis de leurs frères de race, ne sauraient être bien sincèrement les amis des hommes qu'ils ne connaissaient pas : de tels marchands de haine intérieure devraient être mis au ban de tous les Etats, principalement des Etats dénommés Unis, puisque ces meneurs ne prêchent que la désu-

nion. Enfin, si l'on regarde la vaste question allemande, le grand réaliste qu'est Woodrow Wilson sera aisément amené à jeter un coup d'œil sur les deux facteurs essentiels qui la dominent et la gouvernent, car l'une est l'histoire, l'autre la géographie.

L'histoire est mal famée sans doute! Elle fournit des précédents et il est très vrai que les précédents passent pour avoir toujours échoué; mais le tribunal de La Haye est un précédent, lui aussi; est-ce qu'il a réussi? N'a-t-il pas échoué, et plus complètement que le traité de Vienne ou les traités de Westphalie? Les échecs de la politique d'équilibre ne sont rien comparés aux échecs de la politique du droit. Et comment le droit pour agir, pour s'appliquer, se passera-t-il des données de géographie? Comment, sans tenir compte de la qualité des parties, juger et surtout faire durer les jugements et faire appliquer les sanctions? M. Wilson n'y pense pas. Il y songe si peu qu'il tombera parfaitement d'accord avec nous que la méthode politique supérieure ne consiste pas à exclure, mais à combiner.

Une Société des nations qui hébergerait une Belgique sans défense et une Allemagne accrue, juxtaposerait le bourreau et la victime sans autre résultat que de les rapprocher en facilitant le forfait et d'en multiplier l'horreur sous de beaux noms nouveaux qui en resteraient déshonorés pour jamais. La vraie Société des nations comporte la revision de la structure, du statut, des forces de chaque nation, et le débat ainsi ouvert et conduit aboutira à des résultats fructueux.

Est-ce impossible? Un seul cas nous paraît devoir

faire dévier ces justes colloques : l'intrusion de la troupe ignorante et fanatisée des chefs socialistes toujours prêts à remplacer le signe d'une idée par la cocarde d'un parti, une objection ou une doctrine par des injures ou de gros mots[1]. Avant de leur prêter la moindre attention, le président américain tout comme le public français, sera sage de faire une enquête. Leur passé d'avant-guerre et de pendant-guerre les montre si grands amis de l'Ennemi qu'un seul trait doit réjouir et satisfaire de la part de tels philoboches : leur inimitié déclarée.

1. C'est exactement ce qui s'est produit.

M. WILSON ET LE PAPE

10 décembre 1918.

M. Jean Carrère, journaliste romain, s'est souvenu qu'il était le poète des *Buccins d'or* pour annoncer à son journal *le Temps* la grande nouvelle. Le vers alexandrin qu'il en a fait sonne vraiment comme un or pur :

Le président Wilson rendra visite au pape.

Le pythagoricien Lysis qui fit les premiers Vers dorés ne pouvait y parler de S. S. Benoît XV, ni de M. Woodrow Wilson, et pour cause. Mais il n'a pas rythmé vérité plus substantielle, ni plus instructive leçon. Le président Wilson rendra visite au pape! Qu'est-ce à dire? D'abord que l'homme d'Etat américain enfant (et combien dévoué et combien traditionnel) d'un peuple d'origine et de formation religieuse, le descendant des passagers du *May flower*, le produit d'une race de persécutés et de saints, n'est cependant en aucune sorte homme de préjugé. Une des grandes forces morales de l'univers ayant son point essentiel d'application en Europe, il ne passera point sur l'ancien continent sans aller lui porter ses hommages de convenance supérieure. Ensuite, M. Wilson est homme pratique. Puisqu'il a constamment des questions à régler avec les représentants ou les sujets spirituels du Saint-Père, eh! bien, il va voir le Saint-Père et conférer avec lui de façon à les mieux régler à l'avenir.

CONCURRENCE OU COMPLÉMENT

Est-ce tout? Il y a autre chose. Le président Wilson rendra visite au pape. Par nationalité, par position, par goût peut-être, M. Woodrow Wilson, souverain temporel, a assumé un rôle spirituel. Cela pourrait être considéré comme un empiétement, soit par les ministres des diverses confessions anglo-américaines, soit par le chef du catholicisme qui est le type le plus pur du souverain spirituel. Mais, de son côté, le pape a fait beaucoup, beaucoup de politique ces dernières années, et de politique internationale, et d'internationalisme à tendance pacificatrice. De sorte que, s'il se plaignait de l'usurpation de sa suprématie spirituelle par le chef d'Etat américain, celui-ci, moyennant un grain de fantaisie, pourrait répondre que les plates-bandes de la souveraineté temporelle ont été aussi empruntées par les pas du Saint-Père et qu'ainsi l'on est quitte : deux empiétements égaux ne valent-ils pas un égal échange de respects?

Cette fantaisie peu respectueuse mise à part, il reste que M. Wilson a dû définir le Juste, le Bon, le Mal, l'Inique et que S. S. Benoît XV a proposé certains accords politiques d'un modèle plus ou moins concordant avec celui de M. Wilson. Pour une raison ou pour une autre, et même à tort ou à raison, ces deux puissances se trouvent donc engagées sur le même plan, occupées des mêmes aspirations humaines, possédées du même souci surhumain : si donc la règle était suivie du vieux jeu bien connu en France, il s'ensuivrait qu'un choc et un choc violent

est promis aux deux personnages, aux deux fonctions, aux deux idées en présence ou, si le choc était évité, il le serait à la seule et expresse condition qu'ils ne se rencontreront pas, qu'ils ne se verront pas, qu'ils ne causeront pas et s'ignoreront avec une passion pieuse et farouche.

Or, pas du tout : le fait est autre, ils ne veulent pas s'ignorer,

Le président Wilson rendra visite au pape

et tout annonce que la visite sera reçue avec la haute courtoisie qui en a arrêté la résolution. On se verra, on causera et peut-être que l'on mettra en commun, afin de mieux servir la cause commune, des ressources de cœur et d'esprit qui ne sont ni rivales, ni même concurrentes, mais complémentaires.

UTILITÉ DE LA VISITE

Si j'étais d'humeur à oser quelques pas circonspects dans la direction des hypothèses plausibles, je dirais que de l'entretien pourrait sortir pour M. Wilson, nourri d'une pensée impétueuse, mais, à bien des égards, indéfinie encore, ces clartés plus précises, ces classifications plus nettes, ces catégories plus fermes et plus réalistes tant en matière de morale que de politique et de droit, que les dignes héritiers de saint Thomas d'Aquin peuvent offrir aux disciples de Kant et même d'Emerson. En revanche, instruit par l'expérience de ses vingt et un mois de guerre à l'Allemagne et de ses rapports fraternels avec les Alliés, M. Wilson serait tout à fait dans son rôle s'il

mettait S. S. Benoit XV au courant de certains points de fait qui sont vitaux pour nous, et que nos Alliés ont forcément toujours présents à l'esprit et au cœur. Jusqu'ici, des ambassadeurs (mais non l'ambassadeur de la France) ont pu en parler au pape. Un chef d'Etat venu au nom des peuples attaqués et envahis par l'ancienne Quadruplice aura plus d'autorité, étant d'ailleurs mieux renseigné que n'importe quel diplomate...

Le président Wilson rendra visite au pape.

Il lui dira ce qu'il faudra dire. Il lui dira ce qu'il lui dira.

Je ne prétends pas que les choses se passeront forcément comme je le dis, ni que les rôles y seront distribués avec cette égale harmonie. Mais le désir n'est pas absurde, le vœu est raisonnable, me semble-t-il. J'en formerai encore un autre : c'est que du Quirinal au Foreign Office et de Zagreb à Lisbonne, en passant par Paris, sans oublier Bruxelles et Bucarest, l'Entente fasse un acte de sagesse analogue au nôtre : qu'elle prenne la chose comme il importe de la prendre, c'est-à dire du bon côté, du côté positif, lumineux, utile[1]... Ici, nous n'avons pas à nous *faire*, comme dit le peuple, *une raison* et nous pouvons dire de la visite du 23 décembre prochain : *Hoc erat in votis*, puisque nous écrivions, samedi, à cette place, que M. Wilson se demandera peut-être si « la sagesse ne sera point d'aller faire un tour du côté de ce Vatican avec lequel on essaya de le mettre en concur-

1. On s'en est bien gardé.

rence, mais auquel il sera très sage de proposer une nouvelle *alliance religieuse* sur le modèle que notre Auguste Comte a déjà rêvé » ; mais en formulant nos souhaits, nous ne pouvions nous aveugler : il existe des vœux contraires, quelquefois animés d'une véritable passion. Eh ! bien, souhaitons cette fois que la passion se calme et que le fanatisme ne se mêle de rien. M. Woodrow Wilson agit en sage de la Grèce, M. Jean Carrère met cet acte en vers dans *le Temps :* attendons, espérons les meilleurs effets possibles de cet exemple de sagesse et de la musique qui l'accompagne. Tout irait tellement mieux en Europe si des idées qui veulent examen et réflexion, étaient traitées en idées pures et non violentées à coups d'adjectifs qualificatifs!

— Mais ne voyez-vous pas que la cause alliée va être desservie auprès de M. Wilson par le Vatican?

— Dans ce cas, ce serait que les Alliés se seraient bien mal servis auprès de lui. Montrez à M. Wilson tout ce qui doit lui être montré, instruisez-le de ce qu'il doit savoir, pénétrez-le du sentiment, des vérités qui nous animent et nous transportent. Il sera armé et équipé pour déposer entre les mains du pape les arguments de fait que le pape ignore peut-être et ainsi il l'amènera, si toutefois un tel voyage n'est point superflu, au point de vue des Alliés qui y gagneront comme nous.

Bref, là comme ailleurs, c'est la méthode positive qu'il importe d'appliquer et de faire appliquer. Des contradictions discourtoises, des polémiques venimeuses nuiraient surtout à nous. Rien n'empêche d'être inflexible sur les intérêts vitaux de la France.

Nous le sommes ici. Nous exigeons tout notre dû. Cela empêche-t-il d'examiner les objections qu'on nous prépare ? Cela oblige-t-il à nous créer de nouvaux ennemis ? Non, non, causez, causons, faisons causer. Recueillons l'avis, le conseil de chacun. Ce sera le moyen d'avoir la paix désirable. En voit-on un autre ? Pas moi.

A PARIS

15 décembre 1918.

Assis dans le landau présidentiel, face aux troupes qui présentaient les armes et face au peuple qui lui offrait une indescriptible ovation, M. le président Wilson a fait hier matin une entrée glorieuse et qui ne sortira d'aucune mémoire. L'histoire morale de cette grande journée se décompose ensuite en deux actes : les discours de l'Elysée, l'ambassade Renaudel.

M. Renaudel est un homme peu intelligent, se disant mandataire d'un parti qui ne lui a même pas renouvelé le mandat illégal de 1914. Porteur d'un papier couvert d'idées absurdes, il a lourdement essayé d'établir l'importance de sa personne et de sa fonction. Il a institué un fastidieux parallèle entre les thèmes wilsoniens et les thèses de son parti. M. Wilson lui a répondu poliment qu'il « ne suffisait pas d'établir des principes », il fallait trouver les voies de réalisation.

Cette substantielle et topique réponse confirmait le pronostic donné la veille par Pierre Veber : « Le président a ses directives, il ne s'y tiendra pas obstinément s'il les juge mauvaises. »

Et le rédacteur du *New-York Herald* disait plus loin :

En ce moment, la propagande allemande veut s'appuyer sur les déclarations que M. Wilson fit en décem-

bre 1916; elle espère ainsi modifier l'état d'esprit du Congrès; c'est une manœuvre bien médiocre.

Depuis cette date, la religion humanitaire du président a été éclairée; si ses principes sont restés les mêmes, leur application a pu se modifier à mesure que des renseignements plus précis parvenaient à la Maison-Blanche.

Lorsque le président Wilson aura considéré de près les infamies et les forfaits allemands en territoire belge et français, chacun pourra voir « si ces principes n'ont pas évolué depuis décembre 1916 ».

Ce coup droit porté à la propagande allemande s'applique évidemment à la propagande de ceux qui estiment leur pays « lié » par la gratitude et l'honneur à toute syllabe de tout article de ce programme wilsonien, dont l'évolution fut si bienfaisante ! M. Gauvain est l'un des doctrinaires qui veulent ainsi nous « lier ». M. Pierre Renaudel en est un autre. On n'est pas étonné de les trouver ensemble et les deux font la paire : ce serait pour le malheur de leur pays, si les destinées de la France ne passaient haut, très haut, par dessus de telles misères!

M. WILSON ET M. POINCARÉ

Les discours prononcés au déjeuner de l'Elysée, tournant autour du même problème, l'ont posé et l'ont résolu comme il faut.

Après tant de mois d'une coopération éloignée mais étroite, singulièrement courageuse et méritoire, les deux chefs d'Etat se trouvaient en présence. Qu'allaient-ils se dire? Des fictions conventionnelles? Non, la vérité. Qu'allaient-ils manifester? Des

amours-propres personnels ou des entêtements d'école et de doctrine? Non, mais le sentiment des intérêts les plus généraux de l'Amérique et de la France auxquels les intérêts du genre humain sont présentement suspendus.

Il ne sera donc pas nécessaire de nous presser sur les pas de M. Wilson pour lui crier « Justice », pour lui demander « Justice pour la patrie ». Ce vœu national a été présenté avec clarté et fermeté au président de la République américaine par le président de la République française. Nous en avons placé l'essentiel à la manchette de l'*Action française*[1]. Nous l'avons fait suivre de la réponse donnée par l'hôte de la France. Celle-ci énonce, immédiatement, explicitement, sans autre forme d'examen, une première série d'assurances dans l'ordre moral. Elle promet

1. Le Président Poincaré au Président Wilson :

« ... Votre noble conscience prononcera sur ces forfaits

« S'ils restaient sans sanction et s'ils pouvaient se renouveler, les plus belles victoires seraient vaines. Monsieur le Président, la France a lutté, patienté, peiné pendant quatre longues années...

« Ce n'est pas pour être exposée à des recommencements d'agression qu'elle s'est résignée à tant de sacrifices. Ce n'est pas non plus pour laisser des criminels impunis relever la tête et préparer de nouveaux assassinats que, sous votre forte impulsion, l'Amérique s'est armée et a traversé l'Océan. »

Le Président Wilson au Président Poincaré :

« J'apprécie comme vous, Monsieur le Président, la nécessité de prendre, en décidant des résultats de la guerre, des mesures telles que, non seulement ces actes de terreur et de spoliation seront flétris, mais que l'humanité entière restera avertie qu'aucun peuple ne pourra oser de pareils outrages sans encourir la certitude d'un juste châtiment. »

au peuple coupable un châtiment. Cette sanction en suppose une autre : si le criminel est puni, l'innocent dépouillé et meurtri sera dédommagé, et des garanties effectives le mettront à l'abri de tout retour d'épreuves qui seraient désormais insoutenables.

M. Woodrow Wilson destine à « l'humanité en général » la sécurité et la liberté de la vie. M. Poincaré requiert pour la France, pour l'Amérique, pour tous les Alliés « le mutuel appui dont nous avons besoin les uns et les autres pour faire prévaloir nos droits ». On peut entrevoir en effet dans l'avenue des siècles la perspective d'un ordre nouveau. Cet ordre ne se réalisera qu'au moyen de précautions fortes souscrites, combinées, épaulées par tous. L'orateur de la France y a insisté avec force, et il a bien raison! Nous n'avons pas le droit de faire danser nos fantaisies sur un million cinq cent mille tombeaux que la guerre a ouverts sur la terre française. Nous n'avons pas le droit d'oublier que ces tombes ont été creusées par l'esprit d'illusion, d'utopie, de chimère; si elles avaient eu le sens de la réalité, les générations et, comme on dit, les « classes » qui grandirent sur notre sol durant vingt ans pour cette hécatombe seraient encore pleines de vie parmi nous. Si leur deuil ne nous apprenait pas la prudence et la réflexion, à quelles enchères sanglantes devrait être achetée la future sagesse?

La réponse de M. Wilson a été naturellement imprégnée d'un état d'esprit un peu différent. En admirer l'idéalisme serait insuffisant. Le fait est que la généreuse et vaste conception du président américain

s'est développée sur une terre lointaine: cette terre semble parfois n'avoir pris sa part des maux de la guerre que parce qu'elle l'a bien voulu, la pensée de M. Woodrow Wilson a bénéficié d'un semblant de liberté et d'immunité par rapport aux menaces du germanisme. Mais cette pensée est trop nette et trop directe pour se laisser décevoir à des apparences. L'homme civilisé et cultivé d'outre-mer était-il à l'abri de ce germanisme qui menaçait tout, l'ouest américain, le sud brésilien, l'ensemble des races humaines? M. Woodrow Wilson n'a pas cédé au seul penchant philosophique lorsqu'il a universalisé le problème, il l'a vu et posé absolument tel qu'il était. L'Allemagne aspirait à la domination de la terre, c'est la terre entière que M. Wilson a voulu libérer.

GUERRE ET DÉMOCRATIE

Je me permettrai dès lors de lui signaler un aspect des choses qui n'a pu lui échapper, mais dont l'importance est multipliée ici par la proximité de l'Allemagne, de cette Allemagne d'où souffla toujours la Révolution.

Nous ne savons pas du tout ce qui se passera lorsque l'influence allemande se sera évanouie de la face du monde: le cœur de l'homme en sera peut-être renouvelé. En attendant, il convient de faire attention et de se garder. M. Wilson prêche la guerre à la guerre: rien de plus pacifique. Mais il la prêche au nom de la démocratie, et pour une raison ou pour une autre, en Europe, ce nom de démocratie est loin de signifier ni l'ordre public, ni la tranquilité. Par

suite de l'influence allemande ou de toute autre cause, beaucoup d'Européens tiennent la démocratie pour synonyme de lutte de classes ou de conflit des citoyens. L'homme au grand cœur venu au secours de la France et qui l'a tant aidée à se défaire de la guerre étrangère, aurait une horreur plus vive encore s'il est possible, d'une guerre fratricide à l'intérieur de nos pays : or, tel est le vrai fond de l'ambition de ceux qui manifestent le plus d'aversion pour la guerre allemande et qui parlent le plus tendrement de la démocratie : ce sont les partisans de la guerre de classes, et la guerre civile est leur rêve secret! Un poète français qui fut longtemps le plus populaire de nos auteurs après La Fontaine, a écrit que « souvent la peur d'un mal fait tomber dans un pire ». Cela est arrivé aux Russes : effrayés et las de la guerre étrangère, ils se déchirent entre eux depuis dix-huit mois. Cela n'arrivera certes point à notre ardente et confiante France de 1918. Cela pourrait arriver ailleurs. L'attention de l'humanité a été attirée par un grand poète américain sur « la voix haute et salutaire » destinée à nous avertir de ce qu'il y a d'insensé dans les efforts faits « pour établir une démocratie universelle ». La substitution de la guerre civile à la guerre étrangère consacrerait et vérifierait l'avertissement du poète. Mais serait-ce un progrès? Et, si ce n'est pas un progrès, ceux qui songent à nous épargner les guerres que produisent l'autocratie et la diplomatie secrète ne seraient-ils pas sages de parer aussi à ces autres guerres que suscite la diplomatie publique et qu'engendre la démecratie?

On peut le demander au président Wilson. Et la même question peut être posée au grand écrivain français, qui paraît conclure dans le même sens que l'orateur et président américain, M. Anatole France.

POLITIQUE ET MORALE

16 décembre 1918.

M. Woodrow Wilson disait à notre ambassadeur, avant de quitter Washington, que sa Société des nations formait « une association forte, honnête, unie »; sujette d'une loi commune, elle se dresserait toujours contre les *outlaws*, contre les « hors la loi », contre ceux qui vivraient hors d'elle.

L'existence de ces outlaws et le soin de la sûreté commune pourraient faire durer en effet cette association bienfaisante. La méfiance et la surveillance de l'Allemagne seront pour elle principe de la sagesse, de la fédération, de la paix : comme la méfiance et la surveillance du duc d'Autriche furent principe de la sagesse, de la fédération, de la paix intérieure pour les premiers cantons suisses. Mais, si la force de cet ennemi commun subsiste, un principe de guerre subsistera aussi. Et, s'il s'évanouit, le principe de paix interne aura de fortes chances de s'évanouir avec lui...

Les Alliés ont battu l'empire allemand, mais leur alliance est composée de puissants empires, leurs pavillons divers, couvrant des étendues immenses, représentent des forces en activité ardente, en perpétuelle tension.

Or, toutes les rivalités de ces grands intérêts ont un caractère singulier et bien digne d'attirer l'attention des hommes d'Etat et des philosophes : ce sont des procès civils, des litiges d'affaires, et si étendus

qu'il n'est pas toujours facile ni même possible d'y dire le droit. Ils éclatent souvent entre deux droits antagonistes, entre deux intérêts dont chacun a sa légitimité. C'est pourquoi de part et d'autre peuvent et même doivent se trouver la même foi, la même passion, donc le même désir de ne rien céder, même à l'arbitrage et, si l'arbitre a prononcé, de courir aux armes.

Les guerres allemandes 1870, 1914 ont été des chefs-d'œuvre de perfide cautèle. Mais l'histoire est pleine du cas contraire. Des guerres douloureuses ont été soutenues par des adversaires honnêtes. Dans son esquisse de la Guerre de Sécession, le comte de Paris s'est montré frappé du caractère de résolution farouche et de probité réciproque observé chez les nordistes et les sudistes. C'est l'indice très clair que les plus loyaux des hommes et les plus nobles des nations peuvent en venir aux mains sans être diminués dans l'ordre moral.

A L'ÉGLISE

Que conclure? J'ai vu très distinctement M. le président Woodrow Wilson au moment où le landau présidentiel débouchait du pont de la Concorde sur la place. Il ressemble beaucoup, en plus sanguin, en moins ascétique, à certains membres de la Compagnie de Jésus que j'ai eu l'honneur d'approcher. Homme d'Etat dans l'action, il m'a paru, dans la liberté des spéculations et des rêveries, homme d'Eglise bien plutôt que philosophe. N'est-ce pas lui, au fond, qui prêchait à l'église américaine de la rue de Berri où il s'est rendu dimanche matin ? Les pa-

roles suivantes ne pouvaient-elles pas être de lui plutôt que du prédicateur ?

Pour texte de son sermon, il a pris le 9e verset du chapitre XI des Prophéties d'Isaïe. Il a insisté avec force sur la nécessité d'imprégner d'idéalisme la vie politique et civile, sur ce fait que l'Eglise doit soutenir cet idéalisme de toute son énergie et de tout son pouvoir. Il a indiqué que *le royaume de Dieu peut être de cette terre* en ce qui touche la vie politique et civile des peuples, et, plus précisément, dans les relations entre les nations. Il a déclaré que l'Histoire nous révèle que le progrès, l'évolution de l'humanité, dont l'existence primitive, dite préhistorique, a été le premier stade, approche maintenant, par la constitution de la Société des nations, de son stade dernier. La Société des nations sera la dernière étape de l'humanité dans la voie où, depuis le lointain des âges, elle marche, à travers les difficultés, les épreuves et avec des reculs momentanés.

Sauf pour l'appel (d'ailleurs inexact) à l'Histoire, qu'il ne me souvient pas d'avoir lu sous la plume de M. Woodrow Wilson, toutes ces paroles du révérend Chauncey W. Goodrich seraient superposables à telle et telle parole du président. Mais le pasteur de l'église américaine s'est rapproché d'un autre grand personnage ecclésiastique à la fin de son oraison telle que la résume *le Temps*.

En terminant, le Rév. Chauncey W. Goodrich s'est élevé contre ceux dont l'orgueil, l'ambition, les convoitises et la barbarie ont retardé la venue de l'heure où la Société des nations pourra enfin devenir une réalité.

Nos lecteurs ont déjà reconnu le thème. Il a été

développé avec une ardente éloquence dans une encyclique célèbre de S. S. Benoît XV. *L'orgueil, l'ambition, les convoitises, la barbarie*, voilà les causes de la guerre[1]. Elles sont morales et sociales : elles sont humaines bien plus que politiques. La fonction d'une politique saine est de modérer, de régler, de limiter ces causes. Quant à les supprimer si cela est possible, cela est du ressort des doctrines et des arts qui se proposent de changer le cœur de l'homme. L'œil net, l'esprit méfiant, la conscience et l'intelligence lorraines de M. Poincaré ont parfaitement discerné selon nous à quelle confusion de genres tendait le noble idéalisme américain. Les émouvantes et édifiantes cérémonies de la rue de Berri établissent une fois de plus que, dans son esprit, cet idéalisme était religieux.

Ce n'est pas sur un *Washington*, c'est sur un *May Flower* que ce petit-fils des Puritains a repassé l'abîme atlantique. Sa doctrine politique est la conclusion logique d'une foi. Ah ! si cette foi devenait la foi du monde, tout le reste serait non aisé ni facile (rien de supérieur n'est aisé ni facile), mais possible et, par conséquent, nécessaire. Otez ce support, qu'est-ce qui tient ?

1. Voir notre livre *Le Pape, la guerre et la paix*.

POUR ET CONTRE
LES QUATORZE ARTICLES

17 décembre 1918.

Ainsi, d'après Marcel Sembat, un abominable attentat à peine commis à Lisbonne, un autre « non moins cruel » se prépare à Paris : si un jeune inconnu a abattu le président Sidonio Paes, deux adultes non ignorés se préparent à jeter par terre les quatorze articles du président Wilson, et ces conspirateurs sanglants ne seraient autres qu'Alfred Capus et Charles Maurras, si l'on en croit le directeur de *l'Heure*.

Mains tordues et poil arraché, il tourne tristement autour des chers quatorze articles, lesquels d'ailleurs se portent bien et n'ont subi de dommage que sur la seule affaire de la liberté des mers dont l'empire britannique ne peut s'arranger.

Sans me porter garant en rien du sombre esprit de Capus, je peux assurer Marcel Sembat qu'il se trompe sur ma pensée. Certes, je ne crois pas que les quatorze articles soient ce que M. Wilson nous ait adressé de plus précieux. Il y a ses braves armées, qui ont aidé à la délivrance de notre sol. Il y a ses paroles pleines de cœur et de sagesse qui ont affermi notre espérance. Il y a ses bateaux pleins de fer et pleins de froment qui nous ont armés contre l'invasion et contre la famine. Tous ces admirables bienfaits de M. W. Wilson nous paraissent supérieurs aux quatorze articles, mais, loin de faire fi de

ces derniers, nous jugeons au contraire que la plupart d'entre eux expriment les vœux d'une âme belle et puissante, habituée à commander et accoutumée de vouloir.

PASSIONS, INTÉRÊTS, RELIGIONS

Jusqu'à quel point commande-t-on à la nature? L'empire de la volonté pure est-il illimité? C'est toute la question que soulèvent les doctrines de M. Wilson. Nous y lisons des impératifs. Nous n'y trouvons pas des moyens de les réaliser qui soient proportionnels aux difficultés abordées. Mais ces moyens existent ou ils n'existent pas. Cherchons-les. Nous avons commencé. Rien n'empêche Sembat d'aider notre recherche.

Les deux Français qu'il inculpe d'intentions assassines ne lui en voudront pas de son accusation s'il leur fait le plaisir de fournir un commencement de réponse à leurs curiosités, car enfin, nous n'estimons pas du tout, bien qu'il nous attribue cette pensée, que « l'idée de tuer la guerre » soit « subversive, anarchique et antifrançaise ». Nous lui demandons seulement de nous en dire les moyens dans l'état présent d'une Europe où les nationalités représentent des associations d'égoïsmes effervescents; où les mouvements sociaux représentent des jalousies et des haines de classes artistement suraiguisées par l'intérêt des partis politiques; où enfin l'idée religieuse est combattue à peu près partout par les Etats nationaux et par les partis sociaux... M. Wilson a rédigé ses quatorze articles sur l'hypothèse d'Etats et de Partis civilisés, domptés, polis et

adoucis par une culture morale et religieuse aussi profonde que la sienne.

Pareille culture, Sembat la voit-il, et où?

MÉDECINE CHINOISE.

Je lui réponds très posément, comme je l'ai fait plusieurs fois ici, par des idées très définies et des raisons très perceptibles. S'il aime mieux crier au meurtre et au complot, libre à lui. Mais tout le monde se demandera avec surprise ce qu'il a, ce qui lui a pris. On dira même que les quatorze articles doivent lui sembler bien fragiles puisqu'il ne peut pas les défendre de sang-froid.

Ou, si l'on s'occupe de trouver une raison plus ingénieuse à son extraordinaire mimique, on pourra se dire qu'il tient à l'énoncé des quatorze articles beaucoup plus qu'à leur pratique et à leur réalisation. Signer, proclamer, acclamer les quatorze articles donnera peut-être au bon peuple l'illusion de leur règne et de leur action. Mais de tels procédés nous ont fait toujours penser à la médecine chinoise qui, à défaut du remède, en fait avaler aux malades le nom dûment inclus dans des boulettes de papier. Seulement Sembat est l'auteur de *Faites un roi* et de maint article du *Courrier Européen* où le monde républicain d'avant la guerre était sommé de parler et d'écrire sérieusement : sinon, disait Sembat, l'idée royaliste viendra fatalement à bout de l'absence d'idée républicaine. Comment croire que d'un raisonneur, d'un dialecticien, d'un critique, les immenses événements où il a été acteur et public aient tiré un adepte du nominalisme chinois? Et, si

l'on refuse d'admettre cette catastrophe, comment concilie-t-il son goût de la liberté intellectuelle, son estime des quatorze articles et l'horreur que lui inspire tout débat sur ce point sacré? La question est inextricable.

LE MONDE VU DE LONDRES PAR UN HOMME MORAL

29 décembre 1918.

Qu'elle était émouvante cette rencontre, à Londres, du roi d'Angleterre et du président américain, les deux chefs des plus vastes agglomérations d'hommes qu'il y ait sur le globe, Wilson, comme il l'a dit « à titre temporaire », George V, de tout temps, depuis le roi Alfred !

Suivant une habitude dont le retour est immanquable et dont nous nous ménageons attentivement le plaisir, le dépositaire de la Couronne anglaise a trouvé l'accent de l'émotion et le *point du cœur* pour évoquer ses grands souvenirs nationaux. Nul peuple depuis Rome n'a mieux tenu ce noble langage, par lequel le fleuve puissant des majestueuses causes anciennes roule et étend ses flots jusqu'à baigner, jusqu'à porter tous leurs effets qui sont les plus proches de nous. Sur la communauté historique de Londres et de New-York, le roi George a dit entre autres paroles :

> A vous non moins qu'à nous appartiennent les grands souvenirs de nos héros nationaux, depuis le roi Alfred jusqu'à Philip Sydney, Drake, Raleigh, Blake et Hampden jusqu'aux jours où a commencé à poindre dans l'Amérique du nord la vie politique héritée des ancêtres anglais. Vous communiez avec nous dans les traditions de liberté, de *self-government*, aussi vieilles que la grande charte.

Comme un orchestre immense, l'enthousiasme de

deux millions d'âmes soulevées servait d'accompagnement à ces souvenirs, et chacun pouvait redire comme le roi : « L'heure présente est historique, votre visite marque une date historique. »

L'AME DU WILSONISME

Le président Wilson a répondu comme il convenait à ce grand accueil.

Une nuance de son discours frappera. C'est la satisfaction visible, et très hautement avouée, avec laquelle le successeur de Washington et de Lincoln a repris pied sur cette vieille terre, à l'antique foyer des parents de ses grands-parents. Mais il a parlé aussitôt, presque immédiatement, sans transition, de ce qui me paraît être son vrai objet, l'objet profond de sa pensée et de son action : « *l'influence que le peuple américain peut avoir sur les affaires du monde* ». Il ne faudrait pas nous pousser beaucoup pour nous faire avouer qu'à notre avis là est la pensée essentielle de ce chef d'un Etat géant. La nature de cette influence, sa qualité, les moyens par lesquels elle s'exercera et les fins qu'elle poursuivra seront certainement débattues avec loyauté et délicatesse dans cette intelligence et dans ce cœur, mais, soyons-en sûrs, cela n'y viendra qu'en deuxième ligne. Evitons l'illusion contraire.

On a déjà tenté de définir le président Wilson un homme dont le réalisme est au service d'un idéalisme passionné. Ce n'est pas bien cela encore. Il faut ajouter que ce noble idéalisme est essentiellement national; ce ne sont pas seulement les forces, les moyens, les matériaux qui sont américains dans

M. Wilson, c'est aussi l'idée directrice et ce qu'elle a d'américain passe avant tout. Plus la nationalité de l'Amérique, réalisée dans une élite d'esprits et de cœurs, semble encore distante de son point d'accomplissement et continue à mériter son vieux titre de nébuleuse, plus ces Américains de la « plus grande Amérique », véritables Pères de la Patrie, sont attachés à leur désir, à leur espoir, à leur passion du développement « d'une grande influence sur les affaires du monde ». Leur dévouement si exalté, leur générosité, leur volonté de servir efficacement sont animés pour une très grande part de ce beau souffle de patriotisme volontaire. N'hésitons pas à ajouter que c'est aussi à ce caractère que nous les reconnaissons pour vrais et dignes frères des grands hommes d'action dont l'histoire politique de notre ancien monde est issue. Nation y fut toujours berceau conditionnel de civilisation.

LE WILSONISME RELIGIEUX

La nuance particulière de moralisme, de dévotion ou de sainteté qu'y ajoute M. Wilson nous est un peu plus étrangère. Inconnue? Non ; familière sur d'autres plans.

Dans la jeune Amérique, ces plans, encore confus, restent entremêlés, ils ne le seront plus dans cent ans. Alors on distinguera mieux la morale et la politique, la morale et la religion. Alors on sera plus attentif à ne point mélanger trop souvent le point de vue du droit qui est celui des choses sacrées, avec celui des intérêts de fait qui, pour être moins noble, représente, l'air, l'aliment, la lumière, le vêtement,

la sécurité de la vie pour d'innombrables populations et qui, par là, se rapprochent aussi d'une zone sacrée, celle du devoir.

Pourquoi y aurait-il des Gouvernements s'ils ne devaient défendre, soutenir et développer l'existence des gouvernés? Le « droit » du président tout en générosité envers les frères éloignés et indifférents ne tend-il pas d'ailleurs à s'oublier parfois lui-même quand il tourne à l'indulgence pour un ennemi criminel? Les habitants affamés de Lille ou de Sedan n'ont-ils pas *en droit véritable* un tour de faveur sur ceux de Vienne et de Berlin? Mais le droit théorique du président américain s'arrête à peine à cette préférence dont la légitimité paraîtra absolue!

LE JUGEMENT MORAL DU MONDE

Il est d'autant plus intéressant de poser de telles questions qu'une phrase très remarquable du discours de Londres semble montrer que l'éminent orateur a perdu de vue même leur existence. Dans une allusion très nette au grand mot de Montaigne et de Pascal sur les trois degrés d'élévation du pôle qui renversent toute la justice, M. Wilson a tranquillement indiqué que, selon lui, ces remarques de contemporains de Shakespeare et de Milton sont aujourd'hui bien périmées. Il a dit que « jamais » peut-être avant notre temps, les hommes n'ont « réellement » compris combien petite était la différence entre les mots « droit et justice sous une latitude ou sous une autre, sous une souveraineté ou sous une autre ».

Voilà, on a le droit d'en avertir cet homme éminent et que sa place élève encore, voilà, sans doute aucun,

la déclivité de la plus dangereuse des illusions. Il n'est pas exact que l'on tombe plus aisément d'accord de la justice qu'autrefois. Et c'est même tout le contraire. Le « jugement moral du monde », comme il dit plus loin, ne tend aucunement à s'unifier. Il faut le dire sans plaisir, comme il faut le voir sans trouble, mais il faut le dire et le voir. Croire que les hommes se comprennent de plus en plus alors qu'ils tendent à la plus sensible et à la plus profonde des mésententes, c'est accélérer sans le vouloir l'ordre des malheurs nouveaux de l'humanité.

Nous nous permettons d'attirer l'attention de M. Woodrow Wilson sur cette erreur de fait. On a le sentiment de lui rendre service en la lui signalant.

Toute l'histoire de cette guerre d'alliances, avec ses arrêts fous, de cette alliance elle-même, aux retards scandaleux, alors que l'ennemi avait tout fait et si bien pour nous fédérer dès la première heure, cette histoire constitue à elle seule un témoignage de la plus haute valeur en faveur de l'opinion la plus pessimiste. Cette histoire établit que l'homme moderne, de 1914 à 1918, n'a essentiellement bien compris que les coups, et les coups une fois reçus : il a fallu l'invasion du sol belge pour appeler l'Angleterre à nos côtés, il a fallu l'invraisemblable succès boche du 21 mars 1918 pour faire l'unité de commandement, il a fallu... Non, non : si, pour juger, il faut commencer par connaître, jamais les esprits n'ont été plus lents, les intelligences plus paresseuses, les communications intellectuelles plus difficiles à établir. De ces lenteurs et de ces imperfections dans la connaissance sortent les plus extrêmes variétés et con-

traditions dans les jugements. Je promets à M. Wilson de beaux étonnements sur la variété du « jugement moral du monde » s'il a le malheur de se fier à cette dernière et crépusculaire idole de la fantasmagorie criticiste.

VERS LA TOUR DE BABEL

Nous allons à la tour de Babel, voilà la vérité. Un regard sur l'Europe moyenne, centrale, orientale, confirmera ce sentiment. Quant à la force morale qui voudra la débrouiller, il est permis de lui souhaiter beaucoup d'agrément; pour ce qui est du travail, cela ne lui manquera pas.

Au surplus, que M. Wilson fasse une expérience. Qu'il la fasse non pas de nation à nation, mais dans un même pays anglais ou français (tous deux divisés par l'âpre contention des partis sociaux et politiques dans des conditions sensiblement analogues, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient très semblables). Que M. Wilson prenne « le jugement moral du monde » chez les chefs et militants socialistes de France et d'Angleterre et qu'il le compare au jugement moral du monde dans la moyenne du reste de l'opinion : il verra quel particularisme insensé, quelle catégorie nouvelle d'exilés à l'intérieur, quelle sorte de corps étrangers a développé dans la masse des deux nations voisines une agitation sociale fondée par une faction sur une doctrine économico-politique. Les peuples modernes tendent à se dissocier à l'intérieur par la lutte des classes, les rivalités nationales les opposent entre eux. Ces deux ferments pernicieux n'emporteront sans doute pas la civilisation, nous avons

confiance qu'ils seront vaincus quelque jour, mais il faut commencer par travailler à les vaincre. Faire comme s'ils étaient vaincus d'ores et déjà, procéder comme si le double problème, si redoutable, était résolu, c'est mettre de nouveau la charrue avant les bœufs et, si l'on se soucie du bonheur du genre humain, y travailler en rêve pour une Ville des Coucous et des Nuées qui n'a rien de commun avec notre ville ni avec ses faubourgs.

M. WILSON A ROME

5 janvier 1919.

La visite de M. Wilson au Vatican a été commentée, admirée et donnée en exemple ici au moment où l'annonce en causait une assez forte surprise à Paris. Nous n'avons pas à revenir sur nos impressions, qui étaient justes[1]. M. Wilson s'est conduit en homme de goût et en homme de bien, ce qui ne l'a pas empêché de se montrer aussi homme pratique, politique avisé et sincère ami de la paix : il eût été inouï de passer les mers pour tenter d'établir l'amitié entre les hommes par le moyen d'un instrument politique et de vouloir se priver du concours de la plus haute autorité morale de l'univers, celle qui régit le plus grand nombre d'esprits et de cœurs dans l'humanité.

M. Wilson n'a pas commis cette erreur. Cela nous donne confiance dans son action. Nous ne la croyons ni infaillible, ni impeccable. Mais nous avons la certitude qu'elle reste de toute façon et dans tous les cas d'un fort degré supérieure à certaines formules dont s'enchante et (très visiblement, à Rome) s'égaie son esprit et son éloquence. On remarquera et l'on admirera dans les discours d'hier et d'avant-hier le plus curieux ton de détente. Le président américain semble avoir respiré, du Capitole au Janicule, je ne sais quelle composition hilarante dont la subtilité,

1. Annoncée pour le 23 décembre, elle avait été passionnément démentie. Voir p. 111 l'article du 10 décembre 1918.

sans faire tort à sa raison, l'a exaltée, affinée, sublimée, et parfois un peu égarée vers de beaux nuages couleur d'émeraude et de pourpre, d'espoir et de domination.

CAPITOLE ROMAIN ET CAPITOLE AMÉRICAIN

Comme toujours, l'orateur prenait les précautions les plus solides, il s'ancrait tout d'abord aux réalités fermes et par exemple avant de partir pour l'azur, il commençait par dire tout net :

Il est aisé de parler de droit et de justice, il est quelquefois malaisé de les faire passer dans la réalité, et cela exigera une pureté de mots et un désintéressement d'intentions dont le monde n'a jamais été témoin jusqu'ici dans les conseils des nations.

Pas de précédent. Donc, attention et gare! dit le bon sens américain. Mais cela dit (et fait), le président s'embarque dans des constatations dont le défaut est d'être remarquablement unilatérales... Oui, il a raison de le dire, « de grands empires sont tombés en morceaux », c'est le fait capital de cette guerre, mais ce n'est pas le seul : d'autres empires se sont resserrés, concentrés et fortifiés, il faut donc y penser. Oui encore, ce qui rattache les hommes dans les Etats, ce qui peut rattacher les Etats entre eux, c'est l'amitié. Aristote l'avait déjà dit. Est-ce l'amitié seule? Il y a des intérêts qui le plus honorablement du monde ont su unir de grandes nations, après les avoir divisées : l'Angleterre et la France ne l'ont-elles pas éprouvé dans les plaines de Flandre?...

Le président dit encore que l'amitié est le seul trait

d'union international « si vous écartez la force! » Mais le plus beau est que vous ne l'écartez pas de la Société des nations; vous êtes obligés de créer une force internationale, et cette force est passible de toutes les objections dont les forces nationales sont si curieusement accablées aujourd'hui.

Alors? Alors, il y a beaucoup de fantaisie, de mousse, d'humour philosophique et doctorale dans ces magnifiques discours et quand on lit, d'autre part, ce regret :

Si l'Allemagne avait attendu seulement le temps d'une simple génération, elle aurait possédé l'empire commercial du monde. Elle se refusait à faire cette conquête par les moyens de l'intelligence, de l'esprit d'entreprise, de la réussite commerciale,

ici, on ne peut s'empêcher de rêver et, le rêve achevé, de se dire qu'un empire purement commercial peut être terriblement oppressif, homicide et dévastateur. La Société des nations nous y exposera-t-elle? Ne haussez pas l'épaule, ne vous confiez pas au destin des belles idées et faites (je ne vais pas vous donner un petit modèle), faites, faisons tous comme le roi d'Italie, riche en sourires radieux pour la Société des nations, mais qui a commencé un paragraphe de son discours en des termes aussi sages et puissants que ceux-ci :

L'Italie ayant désormais réuni à elle ceux de ses enfants depuis longtemps éprouvés par l'oppression étrangère et retrouvé les frontières qui seules peuvent lui donner, avec la sécurité, une véritable indépendance...

Victor-Emmanuel III est décidément de l'avis de M. Clemenceau. Société des nations tant qu'on voudra : mais des frontières, des armements, des alliances et l'équilibre des forces de terre et de mer en Europe et dans le monde entier. Ce système peut être ancien. Il est. Tout ce qu'on peut dire de l'autre est qu'il n'est pas encore apparu capable de vie.

ROOSEVELT ET WILSON

8 janvier 1919.

C'était une étrange figure, tout en force, tout en doctrine, tout en passion. Ne criez pas aux contradictoires, Roosevelt avait la passion de la doctrine de la force, et cette force enseignée avec cette passion était pour lui la plus haute expression de la morale et de la vertu, le plus digne hommage qu'un homme conscient pût adresser au droit. Ce qui chez le président Wilson affecte volontiers les fugitives apparences d'une opposition paraissait plutôt chez le président Roosevelt une composition.

Mais, en fait, ils pensaient de même et ces deux adversaires de là-bas font figure de coreligionnaires ici.

Assurément, l'un veut freiner, l'autre exalter, l'un adoucit et rêve de pacifier, l'autre prêche la guerre sainte contre l'existence du « type flasque » et ne croit qu'aux énergies d'une activité enivrée d'elle-même. Ces contrastes s'expliquent par des diversités de profession et de carrière : Wilson a toujours été professeur, Roosevelt a mêlé la guerre à la politique. Mais leurs différences les plus extrêmes ne laissaient pas d'obéir aux mêmes principes et de se rapporter au même américanisme. Tous deux étaient les fils d'une Amérique triomphante, tous deux auront été des nationalistes et j'allais dire, en dépit de leur intervention magnanime, des particularistes américains.

En voulez-vous la preuve? Des deux, c'est le belliciste qui a mis sur pied la plus petite armée et la plus petite marine, et c'est le pacifiste qui a fait passer l'Atlantique au drapeau étoilé, ombrageant deux millions de soldats!

L'HUMANITÉ NOUVELLE ET LA FRANCE

A tous les deux, la France dévoue, doit dévouer une gratitude sans borne. L'apôtre de la paix Woodrow Wilson nous a, en fin de compte, apporté les ressources, l'or, le fer et le cœur même de sa patrie. Le prédicateur de la guerre Roosevelt, après avoir prodigué, pour la cause de l'Entente, tous les efforts de sa parole et de sa plume, lui a envoyé ses quatre fils, dont l'un dort l'éternel sommeil dans un repli de notre terre abreuvée de son sang. Théodore Roosevelt n'aura pas longtemps survécu à Quentin Roosevelt. Il conviendra que nos drapeaux pendent sur son cercueil. Cet homme si semblable aux hommes de son pays était aussi différent de nous que possible, mais c'était un vrai homme et c'est contre la bête allemande qu'est née l'occasion de nous connaître, de nous estimer et de nous aimer.

Avancerons-nous encore dans l'heureuse voie que nous ouvre la découverte, graduelle et chaque jour plus claire, des Anglo-Saxons par les Français et des Français par les Anglo-Saxons? Cela se fera si nous savons prendre également conscience de nos différences et de nos ressemblances. La raison de nos sympathies est à n'en pas douter de l'ordre du cœur. A la droiture innée, au goût du bien moral si vif chez nos voisins correspondent, chez nous, en

développements symétriques, le goût du vrai, celui du beau et le sentiment de l'honneur. Ce qui nous étonne toujours un peu, c'est l'attention immense et presque sans mesure donnée par l'Anglo-Saxon au thème de l'énergie et de la vertu personnelle; les peuples de culture latine ne sont pas « individualistes » de cette façon et même ils ne le sont pas du tout : les trésors indivis du langage, des arts, de la poésie, de la science et de la raison, les acquisitions sociales, voilà leurs points de départ favoris; c'est d'une belle émotion impersonnelle ressentie en commun ou d'une brillante démonstration rationnelle et comprise ensemble que nous nous élevons à l'imitation des héros et des saints de notre patrie. Bref, il faut que l'intelligence soit de la partie, qu'elle ait son compte dans le jeu ou dans le labeur. Deviendrons-nous moins « cérébraux » au contact de l'Amérique et de l'empire anglais? Ou nos amis anglo-saxons se laisseront-ils prendre et charmer à notre façon de penser l'action ou la sensation tout en les vivant avec énergie? L'avenir le dira peut-être. Il dépend de nous de le décider, et la décision importe si l'intérêt du monde est toujours que les races nourries et modelées aux leçons des deux Romes ne perdent pas de vue leur rôle magistral, trois fois millénaire, d'humaniser et de spiritualiser l'univers.

La noble race des Théodore Roosevelt et des Woodrow Wilson aura décidé du principal en écartant de l'avenir, il faut l'espérer, toute candidature de la barbarie boche à l'Empire. Cet effort s'est fait dans la guerre. Il se continuera dans la paix. A nous de faire le nôtre et de l'accentuer: l'effort qui ne peut

être fait que par nous, l'effort dont le premier effet est de nous rendre à nous-mêmes et le second de nous mettre à même d'employer tout le plein, tout le bon de nos qualités. Si, comme tout l'annonce, la barbarie anarchiste et révolutionnaire, la barbarie d'en bas, qui alarmait Macaulay, subit le sort de la barbarie germanique, la réorganisation intellectuelle et morale de notre patrie nécessaire dans tous les cas, devient pour elle le plus délicat des devoirs de la gratitude : comment remercier nos sauveurs si ce n'est en leur distribuant avec plus d'abondance toutes les douceurs, toutes les lumières et toutes les forces que la France d'autrefois leur a rayonnées?

M. WILSON AU SÉNAT

21 janvier 1919.

Nous ne regrettons pas d'avoir rappelé, l'autre jour, le tour excellent des discours prononcés, pendant la guerre, par M. Antonin Dubost. Décidément, le vieil Allobroge parle bien. Son allocution au président américain dans le déjeuner sénatorial d'hier lui fait honneur ainsi qu'au pays.

Visiblement, M. le président du Sénat a tenu à parler au nom de la France et non d'un régime ou d'un parti exclusifs. Il a marqué la continuité nationale. Il s'est déclaré, avec le Sénat, continuateur d'une « histoire qui compte déjà quinze siècles ». A la bonne heure! Et le « soyez bienvenu, vous et vos idées » ne manquait pas d'allure non plus.

Il a proposé à M. Wilson un autre excellent point de vue, celui de l'Allemagne éternelle qui explique tout, substitué à celui de « l'autocratie » qui n'éclaire rien. Il y a des autocraties pacifiques : exemple le malheureux tsar Nicolas. Y a-t-il des Gouvernements allemands qui aient laissé la paix au genre humain? Non. Jamais. Au temps de son anarchie la plus sauvage, la plus barbare et bégayante, l'Allemagne était déjà, il y a deux mille ans, la perturbatrice du monde. M. Antonin Dubost, né, je crois, au bord d'une voie romaine du Dauphiné, la définit telle qu'elle est : « race de proie », faisant sa « poussée séculaire », il eût pu dire : millénaire, « race qui semble elle-même poussée par quelque obscur,

quelque ancestral besoin de migration ». Devant cette race, à courte distance de cette poussée, se trouve placée notre patrie. Telle est sa destinée et sa fatalité. Ce mot, souvent impropre, est ici où il faut.

Fondons, établissons un ordre nouveau, soit. Organisons le monde suivant les généreux projets du président Wilson : « Cet ordre nouveau devra toujours s'appuyer sur une force quelconque... Cette force, la France en sera, en définitive, la sentinelle la plus avancée et la plus exposée ». Que ce nouvel ordre nous libère du « cauchemar de l'invasion » ; mais, pour le moment, près de 1.400.000 Français « viennent *encore* de donner leur vie », faute d'être suffisamment protégés ! On les protégera ? Soit. Et tant mieux. Mais pas d'excès de confiance : voici que, pour une part de l'Europe, à la guerre étrangère succède l'anarchie, c'est-à-dire « la haine et la discorde » et toujours les coups. Ce que nous voyons doit nous rendre prodigues et hardis dans la multiplication des défenses.

QUE LES IDÉES DE M. WILSON SOIENT LES BIENVENUES !

Comme toujours, la réponse de M. W. Wilson a été empreinte d'un grand charme. Il suffit de la lire pour avoir idée d'une cordialité rayonnante et aussi pénétrante. Il a repris la comparaison de la sentinelle. Il a évoqué avec l'éloquence de la tragédie « la ligne imperceptible de la frontière » qui nous séparait des armements monstrueux de notre ennemi éternel. Il a donc ratifié en somme, quant à l'essentiel, l'esprit des objections qui lui avaient été

si amicalement et si franchement exposées. Quant à l'avenir, sa parole la plus rassurante contenait l'idée que voici : « Beaucoup d'éléments nouveaux » sont nés : ils doivent nous inspirer confiance...

On disait la même chose en 1790. De grandes guerres ont suivi. On disait la même chose en 1815, on redoublait en 1848. De grandes guerres ont suivi. Les mêmes choses étaient reprises en 1898. Les grandes guerres n'ont pas manqué... Cette concordance est impressionnante... De manière générale, il est sage d'être en garde contre l'hypothèse de transformations destinées à changer l'ordre prévu et stable de la nature sociale. En 1898-1900, prévoyant la guerre, nous élaborions l'*Enquête sur la Monarchie*. Un chef socialiste, comme nous l'avons raconté dix ans plus tard, lut notre ébauche et prononça que le projet paraissait sensé. — *Alors*, lui dîmes-nous, *pourquoi ne pas vous y rallier*. — *Parce que*, nous répondit-il, *il se produira d'ici peu des transformations qui changeront tout*...

Les transformations se sont produites, en effet. Mais elles étaient, point par point, de l'ordre, de la direction et du sens que nous avions prévus.

IL FAUT DÉFENDRE L'EUROPE CONTRE LA GERMANIE [1]

24 janvier 1919.

A entendre les socialistes du centre et de la gauche, on dirait quelque grande victoire nationale. Ce n'est rien, c'est une simple défaite, disent-ils, des représentants de la France, MM. Clemenceau et Pichon par MM. Lloyd George et Wilson. Une voie sûre est abandonnée. On adopte la voie indirecte et longue, semée de fondrières, au bout de laquelle il faudra bien que tout le monde revienne sur ses pas. Les Cachin, les Longuet et leurs tristes émules ne se tiennent pas de plaisir. Un faux pas de l'Entente, un pas de clerc de la France, c'est tout ce qu'il leur faut pour s'extasier.

Laissons-les à leur triste joie. Nos sévérités ne les troubleront pas. Ni cris d'appel, ni mots de pitié ne les remueraient. Le bandeau sur les yeux, un bandeau fait de mots médiocrement agencés, ils vont. Dans quelque temps, bientôt peut-être, mais certainement tôt ou tard, ils rendront au pays le spectacle de leur stupeur vaine et de leur sotte angoisse, le même qu'ils donnèrent, si beau, dans les premières semaines d'août 1914, après que Jaurès eût vaine-

1. Cette note, tout d'abord intitulée « La déconvenue à prévoir », était écrite au lendemain des ouvertures faites aux révolutionnaires russes, que l'on conviait à d'étranges conversations dans une île de la mer de Marmara. On sait le résultat de l'équipée de Prinkipo.

ment recherché dans un lexique allemand-français une autre signification aux vocables de guerre que le télégraphe apportait. Alors, pour quelques jours, la réplique du fait avait rabattu le caquet de leur verbiage.

Ils annonçaient la paix entre les nations. Le feu et le sang accoururent. Ils annoncent la constitution d'une Europe nouvelle à la Wilson. Un effondrement inouï qui surviendra les confondra.

L'EUROPE EST-ELLE CONDAMNÉE ?

Laissons-les. Pis que des coquins et des brutes, ce sont des sots. Mais, indépendamment de leur sottise épanouie qui, par contraste, donne à un Gustave Hervé figure d'homme de bon sens, il nous faut encore admirer l'esprit d'aveuglement qui préside aux conseils de l'Europe et du monde. Sans doute, il convient de parler avec quelque réserve des intérêts communs de notre planète, car ils sont à peine définissables, et le genre humain épars sur les îles et sur les continents est lui-même, par les diversités de son habitat, entraîné à de surprenants effets de concurrence et de haine. Cependant, il ne nous semble pas conforme aux destins généraux de la terre et de l'humanité que notre vieille Europe sombre dans le chaos des divisions, des conflagrations, des révolutions, mal tempérées par des organisations à la boche. L'Europe peut avoir des défauts, des torts, des lacunes : c'est un édifice de géographie et d'histoire qu'il n'est pas téméraire de nommer un grand bien. Il est de l'intérêt de l'humanité de le maintenir et de le défendre. Il serait sauvage de le détruire.

Voudrait-on ce malheur? Tout se passe comme si on le voulait.

Pour guérir l'Europe, il eût fallu que la Conférence de la Paix à peine réunie s'attaquât en principe à la question d'Allemagne. De là était venu le mal, là devait être appliqué le remède. Quel remède? Eh! bien, le fer chaud, si le fer chaud était nécessaire! La maladie du germanisme étant mère du bolchevisme, le bolchevisme ne pouvait vraiment être abordé et traité que là. Là seulement aussi pouvaient être posés et résolus les problèmes émis par les peuples périphériques slaves, latins, gallo-latins. Nous le disions bien avant l'armistice, dès le milieu des mois d'été : *méditez la question d'Allemagne*! On a préféré méditer des questions qui, sans celle-là, ne peuvent même pas être conçues, et l'on aboutit de la sorte à la co-existence de ces deux douloureux résultats : le raffermissement de l'autorité en Allemagne, l'obscurcissement et le trouble portés dans toutes les autres nations, dans toutes les autres questions.

Nous avions appelé M. Woodrow Wilson un nationaliste américain. Mais nous n'avons jamais admis que le nationalisme du président pût se confondre avec une formule d'abaissement et de diminution pour le peuple ami que ses armes ont sauvé, et sans lequel il serait envahi lui-même. En nous refusant les précautions et les protections nécessaires contre un ennemi éternel, M. Wilson ne peut penser qu'il fasse les affaires de l'Amérique. Ou son erreur serait si grave qu'elle serait indigne de lui.

Le monde anglo-saxon tout entier est encore plus

intéressé qu'il ne croit à la vie et à la vigueur d'une Europe affranchie des épouvantes du germanisme. La ceinture d'argent et d'azur de la Manche, les abîmes océaniques eux-mêmes sont de petites garanties contre l'essor du rapace malfaisant de Berlin ou de Weimar. Si la justice, le droit et le devoir pouvaient devenir lettres mortes pour eux, « ceux qui parlent anglais » feraient sagement de se dire qu'à Rome, à Paris, à Bucarest et en quelques autres villes choisies, mais non très nombreuses pourtant, ni très populeuses, ils ont des amis qui les défendaient en se défendant : oui, ces amis se sacrifiaient à quelque chose comme un bien vital indivis entre eux et nous. Personne n'eut jamais raison de laisser périr de semblables amis, mais, quand on commet cette négligence, on la paie. Le continent européen abandonné sans défense aux menaces prochaines de son foyer central, serait sans doute fort à plaindre : plus à plaindre peut-être ses ingrats ou ses négligents débiteurs !

INTENTIONS ET RÉSULTATS

27 janvier 1919.

Un Français qui écrit au *New-York Herald*, journal américain, de Paris, notre confrère Pierre Veber faisait toucher du doigt, hier matin, à M. Wilson le douloureux contraste, trop saisissable, entre des intentions magnanimes et les résultats obtenus. Ils ne sont encore que moraux. Mais d'autres peuvent suivre. « Les mystiques », dit M. Pierre Veber, « ont beau faire appel aux plus nobles idées, ils en viendront forcément à l'emploi de la force pour imposer leur volonté. Il serait paradoxal que, de cette Assemblée pacifique, il sortît une guerre nouvelle! » Paradoxe dont les annales du genre humain ont toujours regorgé.

Nous ne ferons pas reparaître notre vieux tableau des instructives concordances entre le courant pacifique et le courant guerrier. La vie et la mort du dernier empereur de Russie, fondateur du défunt tribunal de La Haye, illustrent d'un jour triste et cru cette vérité. Au dehors, au dedans, il a voulu la paix. Au dehors, au dedans, il a subi la guerre. Et lui aussi rêvait de la faveur de « l'opinion du monde » ! Lui aussi, cet autocrate tolstoïen, professait, qu'il convenait de tout remettre « entre les mains du peuple »; son mysticisme teinté de fatalisme d'Orient n'était pas si éloigné du mysticisme wilsonien, tout animé de la généreuse activité des nations d'Occident... Orient, Occident, ces notions se confondent

sur la planète ronde, et le sentiment du messianisme biblique laïcisé se laisse voir aux deux extrêmes ainsi rejoints. Malgré les différences et les contradictions, ce parallèle donne un désagréable frisson.

Fermons les yeux. Ne souhaitons rien de russe, ni de slave à la riche, féconde et magnifique Amérique. Mais que les hommes d'Etat américains prennent enfin garde à ces puits de misères qu'ils sont en train de nous creuser, de creuser à tous, eux-mêmes compris! Il suffirait que les collaborateurs de M. Wilson voulussent bien attirer l'attention de leur chef sur la qualité des gens dont il recueille ici l'approbation tapageuse. Ce ne sont pas des honnêtes gens. Ce ne sont même pas d'honnêtes esprits. On ne peut les désigner que du nom le plus haï de la loyauté anglo-saxonne : ce sont des fraudeurs.

Dans la division des esprits, quand l'intérêt est de se mettre d'accord au moyen de la raison et de la vérité, ces spécialistes de la fraude oratoire et littéraire font ce qu'ils peuvent pour empêcher entre Français, entre Alliés, un échange d'idées cordial et franc marquant les points d'accord, les points de dissidence et cherchant à les régler par effort commun. C'est aux passions, aux préjugés, aux illusions, aux plus grossières rêveries mythologiques d'une foule enfant que l'on tente de s'adresser pour obtenir les perturbations dont le président américain serait l'artisan, dont sa philosophie fournirait le prétexte. Pour ce résultat l'on ne dédaigne point de l'aduler parfois d'une façon si plate qu'il en doit être écœuré, parfois aussi d'une manière insinuante, subtile,

délicate même et capable de surprendre quelque faiblesse d'un grand cœur.

Mais un ami vrai le mettrait en garde et lui rappellerait ce qui est dit, à l'apocalypse de Jean du petit livre doux à la bouche et qui est fort amer au ventre : le solitaire de Pathmos en eût dit tout autant de tels journaux de Paris. Il ne manquera pas à Washington de voix austères pour le lui rappeler un jour.

Avant ce jour, le premier venu des Français peut conseiller au président Wilson de considérer l'envers de ces flatteries. Les mêmes qui se vautrent à ses pieds tournent des regards de fiel et des propos de haine contre leurs propres compatriotes et, sans que la raison y soit pour rien, l'intolérance de l'intérêt et de la passion est si forte qu'il suffit à un écrivain du rang de Capus d'émettre dans le tour le plus impersonnel, des objections de l'ordre le plus général pour se voir appliquer le reproche de diverses hypocrisies et de grossier jésuitisme, terminé par des murmures de ton guerrier : comme s'il était impossible à certains esprits de rêver paix extérieure sans se peindre aux couleurs de la guerre civile !

M. WILSON A LA CHAMBRE ET NOTRE INDÉPENDANCE

4 février 1919.

En prenant place à la tribune de la Chambre, dans cette assemblée qu'il a jugée si exactement, M. le président Wilson s'est-il rappelé les sentences émises autrefois dans son livre *L'Etat, éléments d'histoire et de pratique politique?* S'est-il rappelé en particulier les phrases qui servaient de manchette à notre numéro du 17 janvier? Elles disaient :

La responsabilité ministérielle a rapidement fait place en France, dans les dernières années, au Gouvernement par les Chambres ou, ce qui est pis, au Gouvernement par la Chambre des députés...

... La Chambre des députés est notoirement un corps sans modération...

... Et la France faiblit sous cette pesante, cette intolérable forme de gouvernement...

La « brillante conception de la France » qu'il nous apporte d'Amérique et qu'il a laissé entrevoir dans son discours d'hier n'a que des rapports très lointains avec ces aphorismes. Ce qui lui paraît désormais « briller » parmi nous, c'est l'élément sous lequel notre pays lui paraissait faiblir. Au contraire, ce qu'il paraît traiter avec quelque indifférence, même quelque dédain, c'est l'élément national, l'esprit d'indépendance, la force militaire, tout ce à quoi nous devons d'exister et de respirer après quatre ans.

Etranges variations ! M. Wilson se félicite de la paix conclue, enfin, d'égaux à égaux avec l'Angleterre. Il prodigue à plusieurs reprises les marques d'estime et d'amitié au général Pershing. Mais à nous, que dit-il ? Il croit pouvoir demander, en pleine Chambre « un peu d'abandon de notre indépendance d'action » et promet, en échange, quoi ? La sécurité, ou pour mieux dire, l'assurance d'une sécurité dont il ne paraît distinguer encore ni les moyens réels, ni les solides garanties. Ainsi le cœur du président américain se révèle animé de sentiments généreux et même magnifiques, mais un peu protecteurs et nous ne sommes même pas absolument certains que les conditions réelles de cette protection soient devenues entièrement sensibles à son esprit. Ce qu'il a la grande bonté d'en dire suffirait sans nul doute s'il suffisait au pays de se croire défendu. Mais la France a besoin d'être en sûreté véritable. Elle ne peut pas croire au pouvoir des mots pour cela.

LA VISITE DE REIMS

M. le président Wilson est allé à Reims. Qu'a-t-il vu ? Qu'en rapporte-t-il ? Une donnée intellectuelle ou sentimentale relative au péril allemand ? Pas tout à fait. Nos malheurs se sont offerts à son esprit sous l'aspect scolastique d'une erreur générale de conduite, plus morale que politique, à rectifier.

Voici : avant que la ville et la cathédrale fussent ruinées, les dirigeants du monde, paraît-il, avaient pensé aux relations entre les Gouvernements, mais avaient oublié les relations entre les peuples. Ils se

préoccupaient de manœuvres et de relations internationales. Ils auraient dû être préoccupés « des destinées des hommes et des femmes et de la sécurité de leurs foyers ». Ils « auraient dû prendre souci de voir leurs peuples heureux parce qu'étant à l'abri du danger ». Je peux assurer à M. le président Wilson qu'il commet une double erreur de fait. Toutes les politiques (je ne parle que des politiques dignes de ce nom) ont et ont eu toujours présent à l'esprit ce truisme que, sous les affaires et les tractations des Gouvernements, il y a les intérêts, il y a la vie matérielle des peuples, c'est-à-dire des hommes, des femmes et des enfants. *Quidquid delirant reges*... Tous les Français, qu'ils soient royalistes ou républicains, ont plus ou moins souvenir de la fable que La Fontaine a intitulée *Les membres et l'estomac*, où sont indiquées les suprêmes répercussions de la politique ; tous les Français ont lu, ou l'on a lu pour eux, la magnifique page de la *Politique* de Bossuet où il est dit :

La joie rend les corps sains et vigoureux et fait profiter l'innocent repas que l'on prend avec sa famille loin de la crainte de l'ennemi et bénissant comme l'auteur de tant de biens le Prince qui assure la paix, encore qu'il soit en état de faire la guerre et ne la craigne que par bonté et par justice.

L'*Action française* est une école qui se singularise par bien des points. Elle n'a jamais songé à réclamer comme une distinction originale le fait d'insister à tout bout de champ sur les rapports des moindres intérêts particuliers et de l'intérêt général, de la

sûreté de l'Etat et de la sûreté des hommes, des femmes et des enfants. Conclure une alliance nationale ou signer un traité de commerce sans avoir évoqué d'abord cette pensée des familles et des individus ne peut être le fait que de rhéteurs psittacistes ou de juristes devenus étrangers à la matière de leur savoir.

M. le président Wilson commet une autre erreur. Si l'on n'a pas fait la faute qu'il indique, on en a fait une autre qu'il n'indique pas. On n'a pas assez fait de politique véritable. On a négligé cette étude, cette gestion de nos intérêts les plus généraux. On n'a pas tenu à jour au degré où il l'eût fallu les conversations de notre Gouvernement avec les Gouvernements étrangers. On n'a pas su constituer à l'avance, contre l'Allemagne, cette Ligue des nations que les hasards de la guerre ont formée peu à peu, automatiquement et trop lentement. Les Gouvernements et, entre tous, les nôtres, n'ont pas fait leur métier de gouvernement.

Pourquoi? Serait-ce pour des raisons de vaine diplomatie? M. Wilson le croirait-il? En ce cas, il ferait une troisième erreur. Cette politique extérieure n'a pu être faite parce que la politique intérieure nous dévorait. Les politiques n'ont pas rempli leur fonction, ils ont manqué à leur devoir parce qu'ils étaient ou opprimés et gênés par les politiciens ou eux-mêmes embauchés dans cette tribu de malheur. M. Wilson peut en croire, non pas notre témoignage qui lui serait (bien à tort) suspect, mais le rapport de ce médecin de village que je publiais à cette place hier.

Voici, m'écrivait le docteur Moret, de Courlon-sur-Yonne, un petit récit que je vous dédie pour corroborer ce que vous dites. Je vous livre les noms, le mien comme ceux du monsieur pour les publier au besoin, si vous le voulez; nous vivons dans un temps où il faut mettre les points sur les i, les noms sur les personnes, et ne pas se contenter de la polémique anonyme.

Or donc, en septembre 1913, j'assistais, comme conseiller municipal, à la distribution des prix des élèves des écoles de mon village : Courlon (Yonne). La présidence était dévolue au conseiller général de mon canton : M. Chéreau, vieillard falot et terne, qui eut la malencontreuse idée de nous servir comme morceau d'éloquence la lettre de Léon Bourgeois, célébrant l'inauguration du palais de la paix à La Haye, d'où il résultait clair comme le jour (et ça ne faisait de doute pour aucun des assistants, que la paix était garantie à jamais, et la guerre désormais impossible. Après ce ridicule factum, l'orateur ajouta des réflexions de son cru, aussi dépourvues de bon sens que la lettre de Bourgeois : le commentaire valait le texte et tout était à l'avenant.

Placé derrière le personnage, vous pensez si, nourri de la lecture de « *Kiel et Tanger* », je bouillais à l'audition de ces inepties. Je passe pour un violent, à tort, comme Daudet. Si je l'avais été, si j'avais écouté ce que me dictait l'indignation, j'aurais empoigné le personnage par les épaules et je lui aurais fait vider l'estrade et crié à l'imposture. Je me contentai, en guise de protestation, au moment des applaudissements, de lever les épaules le plus haut que je pus, et d'enfoncer mes mains au plus profond de mes poches.

Mais je pris ma revanche. Huit jours après la déclaration de guerre, rencontrant dans les rues de son village le stupide vieillard, disciple et thuriféraire de Bourgeois, je l'abordai en ces termes :

— Eh ! bien, monsieur Chéreau, maintenant que les événements vous ont donné un tel démenti, que pensez-

vous de votre discours de distribution de prix à Courlon? Vous aviez de telles illusions?

— Je les avais, me repartit le personnage.

— Eh bien alors, lui dis-je, on peut appeler cela l'erreur de l'aveugle qui se fait chef. Eh bien, monsieur, ce m'est en ce moment un soulagement de vous dire comment j'accueillis votre discours: en haussant les épaules et en mettant mes mains au plus profond de mes poches.

Je ne serais pas pressé de livrer ce récit à la publicité. Mais puisque Bourgeois reparaît sur la scène du monde après toutes les raisons qu'il a d'en sortir, on peut craindre que ses lieutenants en fassent autant. Il faut, comme dit le populaire, leur mettre le nez dans leurs confitures.

Dans nos moindres petites agglomérations a sévi la triste manie de la lutte intérieure; mais, quand un esprit prévoyant y parlait des menaces étrangères, de la nécessité d'armer, de la certitude de la lutte extérieure, il y avait au Conseil municipal ou au Conseil général quelque mystagogue enivré pour évoquer l'autorité de Léon Bourgeois et de Jean Jaurès assurant que l'ère des violences était terminée, que la guerre était morte et que la vigilance était affaire d'un autre temps. Voilà, monsieur le président de la République américaine, pourquoi la ville de Reims a été brûlée, ravagée, mise à sac par l'agresseur et l'envahisseur. Voilà la vraie raison. Elle est matérielle : nous n'étions pas assez forts. Elle est morale : on nous avait empêchés de maintenir d'abord, ensuite de reconstituer notre force. Voilà ce qu'atteste non l'imagination juridique, toujours un peu arbitraire, mais la réalité consultée. Il est fâcheux de la voir négliger de si haut.

LE « NOLI TIMERE » DE M. WILSON

En accueillant M. Wilson, M. le président de la Chambre avait fait ce qu'il avait pu pour ramener du ciel sur la terre cette étrange théogonie. Il a parlé avec fermeté, courtoisie, netteté des garanties *territoriales*, *militaires*, *économiques*, *financières* indispensables. Il a parlé non du concept, mais de la réalité de la France, et son Allemagne a été celle qui se voit et se touche, celle des « moyens d'agression ».

Il a méritoirement déclaré :

> Nous avons été trop souvent envahis pour ne pas veiller toujours. Les plus ardents pangermanistes furent les libéraux et les démocrates de 1848 ; le Parlement de Francfort fut le précurseur de Bismark ; en 1914, toute l'Allemagne a voté les crédits de guerre, égorgé la Belgique et tenté d'assassiner la France.

Puissent ces paroles semer dans l'esprit de l'auguste visiteur à qui on les a destinées des réflexions plus fructueuses que la vue éloquente et stérile des ruines de Reims !

Nous apprécions à sa haute valeur d'intention le *noli timere* du président Wilson, nous mettrions à plus haut prix une vue, une idée, une décision qui bannirait effectivement les sujets de craindre.

DE FRANKLIN A WILSON

5 février 1919.

La question de souveraineté a été posée lundi devant le Parlement par un chef d'Etat étranger admis à la tribune de la nation. M. Wilson y a prononcé cette phrase dont la France était le sujet :

> Un peu d'abandon de son indépendance d'action ne peut pas être mis en parallèle avec l'incessante menace d'une autre catastrophe.

L'idée d'un parallèle semblable ne se serait présentée à l'esprit d'aucun Français. Les Français, depuis deux mille ans, ont préféré à la dépendance, petite ou grande, la mort. Mais, comme nous le faisions observer dès hier, ce que M. Wilson nous propose en échange du plus noble et du plus précieux de tous les biens est très précaire. C'est une sorte de garantie de neutralité du type que l'Europe libella (définitivement, croyait-elle) en 1839 pour le royaume de Belgique : la Belgique d'alors était à l'Europe ce que la France de demain serait à la Société universelle de demain. Soixante-quinze ans plus tard, on vit ce que valait la garantie diplomatique de l'Europe pour la Belgique du temps de Guillaume II; nous n'attendrions pas trois quarts de siècle pour vérifier, pour éprouver à nos frais ce que vaudrait la garantie diplomatique de la Société des nations pour une France contemporaine du très prochain Attila III.

M. WILSON CHEF ET PRÊTRE

Il paraît que M. Wilson parle d'abondance. Il n'écrit pas : donc, contrairement à la coutume observée entre chefs d'Etat aux époques barbares de la diplomatie régulière et secrète, M. Wilson ne remet pas à son collègue et partenaire le texte de son discours avant de le prononcer. Donc, rien de concerté, rien de préparé. Cette grâce familière et sauvage donne sans doute du piquant et de l'imprévu aux solennités politiques où l'on se rencontre. Mais l'absence de protocole pourrait avoir des inconvénients de toute sorte, car, si l'histoire enseigne quelque chose, c'est certainement que le retour à la nature précède de peu la ruée de la barbarie. La pauvre reine Marie-Antoinette ayant voulu voir de près l'homme naturel, sa bergerie, comme tant d'autres, a dû finir parmi les loups. Qu'il me soit permis d'exprimer plus d'une crainte sur la pastorale d'aujourd'hui. Ce n'est plus seulement la reine de France qui est en cause. C'est la France même. C'est la souveraineté de la nation sur le domaine du sol, sur l'obédience du sang. Comme citoyen de la France, je suis libre aujourd'hui. Le serai-je demain?

Marcel Sembat qui n'aime pas les curés et qui a horreur des chefs raffole du président Wilson qui « a l'air à la fois d'un prêtre et d'un chef », selon sa propre et judicieuse remarque. Nous n'avons cessé de contester avec autant de fermeté que de respectueuse courtoisie la doctrine, sacerdotale en effet, et aussi magistrale, la doctrine de maître, la doctrine de directeur et de chef que nous apporte le prési-

dent des Etats-Unis. Sembat compare cette mission spirituelle, morale et politique à celle de Franklin. Dans les deux cas, l'imagination de Sembat exagère: Franklin venait offrir à la nation française rangée autour d'un roi puissant l'occasion d'exercer les plus hautes vertus de la fraternité humaine : l'historien et le politique ont le droit de distinguer entre cette offre précieuse et les idées moins précieuses que Franklin distribua et sema; cette distinction est d'autant plus facile que, très peu d'années plus tard, ces idées causaient à la France un préjudice plus que séculaire, la jetaient dans une anarchie dont nos amis d'Amérique eux-mêmes rougirent, et la soulevaient en partie contre son roi, le roi de 1778, le roi libérateur pour lequel l'Américain Thomas Payne prit hautement et courageusement parti à la Convention. Les idées de Franklin furent au moins mal comprises à Paris. Cela n'empêche pas le voyage de Franklin d'honorer immortellement Franklin et la France.

La même distinction s'établit d'elle-même entre le glorieux voyage du président Wilson et certaines nuances de ses idées. Elles sont sans doute excellentes pour son pays. L'universalité qu'il désire pour elles leur fait encore défaut, non peut-être essentiellement, mais parce qu'elles ne sont pas au point. La religion dont il est prêtre nous ne la professons, ni ne la pratiquons, nous, Français, Marcel Sembat compris, malgré tous les airs dévots et confits que nous lui voyons prendre. Quant à la haute allure de Chef des Chefs adoptée (avec quel brio) par l'illustre voyageur, nous attendons Sembat et nous le vou-

drions voir au premier désaccord sur quelque point de fait où seraient engagés et un peu passionnés les intérêts de son parti : de quelle allure aussi nos socialistes parisiens renverraient leur hôte éminent à son temple et à son logis[1] ! En quoi ils auraient bien raison, pour une fois.

LES PRÉCÉDENTS DU PACIFISME

Nous croyons certes à l'universalité de certaines idées politiques justes. Mais pour être applicables partout, il leur faut porter sur des objets vraiment généraux et valoir indépendamment de la variété des cœurs, des esprits et des corps particuliers à telle ou à telle nation. Si cette abstraction est faite mal à propos, si par exemple l'on veut raisonner de l'homme en soi sur un sujet où ne valent que les traits distinctifs du Germain et du Français, de l'Anglo-Saxon et du Russe, on aboutit à des méprises profondes et qui peuvent devenir cruelles, une fois transportées du champ de bataille des idées au champ de bataille des gens.

Nous avons commis ce genre d'abstraction malheureuse en 1789 et la philosophie, évidemment pacifiste et philanthropique, émanée de nos voisins de Londres, de Genève et de New-York, a eu pour résultat de longues guerres entre nous, dont quelques-unes fort sanglantes, et des guerres plus longues, plus sanglantes encore avec les autres nations. Une prédication douce jusqu'à la fadeur, chargée de baisers Lamourette, comme la prédication d'avant-hier était terminée et fleurie d'un « baiser wilsonien », a abouti

1. Cela s'est produit point par point.

aux épouvantables carnages intérieurs ou extérieurs, qui allèrent de 1792 à 1815, dont la suite a rougi toute la course du siècle écoulé et dont l'évolution en Allemagne a provoqué finalement cette tuerie universelle de quatre années. Tel étant l'effet du principe libéral ou démocratique ou frankliniste ou wilsonien, il ne serait que sage de chercher à fonder la paix sur d'autres principes que ceux qui ont souffert ou soutenu, subi ou causé tant de guerres.

DU RÊVE A LA RÉALITÉ

26 février 1919.

« Tous les peuples d'Europe » se sentent-ils « légers? » Et se fient-ils à « un esprit d'espérance? » M. Woodrow Wilson vient de le déclarer au peuple de Boston accouru pour l'accueillir et pour l'applaudir : cette peinture de nos préoccupations et de nos soucis représente une façon si poétique, si optimiste et si heureuse de rédiger l'histoire contemporaine que nul des anciens hôtes du président américain ne lui en fera un reproche. On lui saura gré, au contraire, de ses récits de paix et de guerre qui tiennent du poème homérique et de la saga :

Des hommes combattaient, les muscles tendus et la tête baissée.......... Ils sentaient qu'ils combattaient pour leur vie et pour leur pays. Et quand ils entendirent, aux accents qui leur venaient d'Amérique, tout ce qui était en jeu, ils redressèrent leurs têtes et levèrent leurs yeux au ciel. Alors ils virent des hommes en kaki qui venaient de l'autre côté de la mer, animés d'un esprit de croisés, et ils trouvèrent que c'étaient là d'étranges hommes, non seulement indifférents au danger, mais indifférents, parce qu'ils semblaient voir quelque chose qui faisait que le danger valait la peine d'être couru. Des témoins m'ont affirmé, en Europe, que nos hommes étaient possédés de quelque chose qu'on ne peut appeler que d'un mot : une ferveur religieuse. Nos hommes n'étaient comme aucun autre soldat. Ils avaient une vision, ils avaient un rêve, et ils combattaient dans un rêve. Et comme ils combattaient dans un rêve, ils firent tourner tout le flot de la bataille et ce flot n'est jamais revenu en sens inverse.

Ces belles imaginations perdraient un peu de leur puissance de persuasion si on les comparait à la froide réalité.

LES DEUX VAGUES D'IDÉALISME

A l'heure où les Américains par leur courage vinrent ravir d'enthousiasme le cœur de l'Europe, la vague de l'idéalisme avait passé une fois et deux fois sur les combattants, elle ne les souleva point une troisième fois.

La première fois, en 1914, différents orateurs officiels, pour amortir l'opposition de quelques poignées de sans-patrie, firent circuler le mot d'ordre : *nous faisions la dernière guerre;* si dangereuse que fût une telle promesse, dont nul ne peut répondre, nul n'étant à même de la tenir, un petit nombre d'exaltés la prit au sérieux et leurs convictions s'en nourrirent; mais, peu à peu, l'effet tomba soit par l'inanité profonde de la doctrine, soit que l'ambiance militaire, la joie de la victoire de la Marne et des premiers avantages qui l'ont suivie, le retour aux usines de la plupart des combattants socialistes eussent achevé de rendre superflu un appel à des conceptions aussi peu résistantes que peu substantielles. Comment se fussent écoulées les longues, lourdes, lentes saisons de la guerre immobile si le soldat n'eût pas connu la solide consolation du patriotisme sous les évidences de la nécessité? Même vers le milieu de 1916, cette idéologie démocratique apparaissait déjà plus défaitiste et dissolvante que fortifiante; des chefs socialistes comme Sembat, comme Renaudel[1], se montraient

1. Au Congrès National d'août 1916.

inquiets de voir l'esprit de la Révolution se séparer ainsi d'avec la cause de la France et c'est pour arrêter ce courant douloureux que, vers ce moment, nous précipitâmes notre propagande pour la Part du Combattant plus propre qu'aucun « idéal » suranné à fournir des réponses au « pourquoi te bas-tu? »

Il n'y avait donc plus en présence que le patriotisme nationaliste et l'anarchie antimilitaire. Quelques rares fidèles du militarisme révolutionnaire en souffraient. En mars 1917, la Révolution russe leur rendit un peu d'espérance. J'en sais un, combattant dévoué, qui tomba à la fleur de ce rêve d'une Europe orientale régénérée par la démocratie : ses lettres recueillies par l'*Humanité* qui les a publiées depuis, font foi de ce que l'on peut appeler la seconde vague de mysticisme pacifiste et guerrier. L'intervention américaine à peine annoncée par les feuilles n'y fut pour rien. Et ce mouvement lui-même dura trop peu. Les honteux événements de Russie se fussent chargés de le dissoudre si, de son propre élan, par les excitations de ses doctrinaires du *Bonnet Rouge*, il n'eût conduit aux mutineries de mai-juin qui introduisaient parmi nous la guerre civile. Ces événements malheureux brisèrent le courant idéaliste en le faisant apparaître ce qu'il était sans doute au fond : une propagande de désunion nationale et de désarmement devant l'ennemi.

POURQUOI PAS DE TROISIÈME VAGUE

Lors donc que les admirables troupes du président Wilson firent au printemps 1918 leur éclatante apparition sur nos champs de bataille, il y avait de graves

difficultés à ce que l'on prît garde à autre chose que leur valeur, leur courage, leur indomptable ténacité et leur dévouement héroïque. Militaire ou civil, le public continental fit entendre un applaudissement prolongé, moins prolongé peut-être que la reconnaissance de notre cœur! Mais, quant aux idées, non : elles ne furent pas aperçues, volant comme en un rêve au-dessus du drapeau fédéral, de ses couleurs brillantes, de ses bandes et de ses étoiles, ou c'est à peine si l'on se soucia de la présence ailée de ces nobles déesses. Saturé d'évocations oratoires, l'ancien scepticisme français avait repris le dessus. La douleur du sol ravagé, des villes menacées, d'une belle jeunesse fauchée par milliers d'âmes cédait parfois, souvent, à des passions moins sombres : mais c'étaient celles de nos espérances nationales rigoureusement maintenues, le désir de chasser l'ennemi, de punir le traître, l'incompressible volonté de libération, de salut, de résurrection. Ces idées, car de telles passions sont aussi des idées, monsieur le président Wilson, ces idées ne s'arrêtaient pas forcément à la nation française, elles s'étendaient de tout cœur à nos alliés et au monde, mais elles étaient pures, ou à peu près, du séraphisme éthéré, du messianisme stoïcien que M. Wilson prête à ses soldats et aux nôtres. Il n'y a pas eu de troisième vague d'idéalisme durant la résistance de Foch ni durant les cinq mois de son offensive immortelle. Le fait historique est aisément vérifiable. Les saturnales de l'idéologie pacifiste ont commencé beaucoup plus tard, c'est-à-dire la guerre à peu près finie. Ce fut un grand bonheur pour le monde : que fût-il arrivé si

l'Allemagne eût continué d'être armée pendant que les vigilances et les intelligences auraient été méthodiquement endormies de notre côté?

DE LA FAMILLE A LA PATRIE, DE LA PATRIE A L'HUMANITÉ

Quand le repos aura succédé à ce long voyage et qu'il se verra face à face avec les images des choses dans le silence de son cabinet de travail, M. le président Wilson distinguera certainement deux objets très différents : d'une part, sa doctrine, avec ses nobles élans vers les hauteurs d'une vie humaine comparable pour la pureté, la dignité et la blancheur à quelque vol de cygne éployé sur des champs de neige, et d'autre part l'usage, l'emploi, l'exploitation de cette doctrine par des éléments qui ne sont pas ce que l'Europe compte de meilleur. Ces deux objets, il le verra, imposent deux devoirs à nos peuples d'ici : étudier la doctrine avec le sérieux dont elle est digne, en mesurer sévèrement l'application à ceux qui s'efforcent de la faire tourner à leurs mauvais desseins.

Que dirait M. le président Wilson si, étant par fortune l'inventeur de la première table de la loi instituant une discipline générale de la Cité, dans un milieu jusque là composé seulement de familles sans liens, si les premiers, les plus ardents zélateurs de son innovation étaient surtout de mauvais fils, de mauvais pères, des frères atroces, des sœurs toutes souillées du sang fraternel? Une semblable clientèle lui ferait horreur. Il dirait que, pour pratiquer des

préceptes plus hauts, une enceinte de lois plus vaste, il faut commencer par être soi même en règle avec les maximes élémentaires du stade inférieur ou prochain. Soyez bon père et bon fils avant d'ambitionner un brevet de bon citoyen, dirait-il. En quoi il aurait bien raison.

Mais, si un parricide ou un fratricide ne peut pas faire un patriote, comment de mauvais citoyens ou de mauvais amis de la patrie, insurgés contre la vie nationale, ou mal pliés à ses nécessaires obligations, feront-ils de bons éléments, des éléments sûrs de la vie internationale? C'est sur l'élite nationaliste qu'une bonne Société des nations devrait s'appuyer. Dans ces réflexions de la Maison Blanche, M. Woodrow Wilson verra peut-être qu'il a trop négligé ce point de vue. Un peu étouffé dès son arrivée par la confuse acclamation des pires ou des moins bons, il ne s'est pas assez dit que ce halo fâcheux altérerait les véritables nuances de sa pensée qui nous arriverait ainsi sous un jour faux, dans une mauvaise lumière... Ne vous semble-t-il pas que l'erreur reconnue des deux parts devrait être rectifiée sans délai.

L'ALTÉRATION DES IDÉES WILSONIENNES

L'abus qui se commet au nom des idées wilsoniennes militera pour cette rectification. Un journal financier, la *Revue des valeurs américaines*, signalait jeudi dernier une déformation des idées du Président qui est courante, donc colportée au profit de l'Allemagne par tous les philoboches de Paris et de la banlieue. Notre confrère traite de notre « droit à l'indemnité au titre de nos dépenses de guerre » :

Il n'y a pas un mot dans les quatorze points du 8 janvier 1918 sur les indemnités ou la réparation des dommages dans leur ensemble. Ni l'une ni l'autre question n'était envisagée. Le président, manifestement, en avait traité au point de vue américain, neuf mois avant, lorsqu'il disait, le 2 avril 1917, dans son message au Congrès qui a précédé de quatre jours l'entrée en guerre des Etats-Unis: « Nous ne désirons ni conquêtes, ni domination, nous ne recherchons aucune indemnité « pour nous-mêmes » — *No indemnities for ourselves* — aucune compensation matérielle pour les sacrifices que nous allons librement consentir. « Les seuls mots « nous ne recherchons aucune indemnité » eussent été suffisamment clairs. Le président ajoutant « pour nous-mêmes » souligne le fait qu'il ne s'agit et ne peut s'agir que des Etats-Unis.

La situation financière et économique des belligérants engagés depuis trois ans dans la plus terribles des guerres était telle à ce moment-là qu'il paraissait évident qu'un engagement de cette nature, de la part du chef de la grande nation la plus riche du monde, tout en impliquant un désintéressement rare, ne pouvait compromettre l'avenir du pays.

La correspondance des gouvernements alliés et du président immédiatement avant l'armistice ne touche que deux questions : celle qui a trait à la liberté des mers et les précisions sur les compensations dues aux civils des nations alliées pour tout dommage à leurs personnes ou à leurs propriétés résultant de l'agression de l'Allemagne sur terre, sur mer, dans l'air. Cette réserve répondait à une interrogation précise : « L'ennemi accepte les quatorze points, le faites-vous ? » Elle n'avait pas à envisager la question des indemnités de guerre, tenue en dehors des quatorze points. Quant aux clauses de l'armistice, l'article 19 réserve expressément, après avoir spécifié la réparation des dommages, tous les droits et réclamations ultérieures des Alliés et des Etats-Unis.

Le droit à indemnité pour le coût de la guerre

demeure donc entier en ce qui regarde les Alliés. Si les Etats-Unis y ont renoncé « pour eux-mêmes » dans le message du 2 avril 1917, leur président ne s'est jamais prononcé sur le droit des Alliés d'en poursuivre le recouvrement, et n'avait pas à le faire.

Tel est le langage des faits. Voulez-vous avoir maintenant celui des farceurs payés pour plaider en France contre les intérêts français? Prenez le second des journaux de Téry, celui qui paraît le soir. Le « journaliste » qui fait la revue de la presse cite un article de M. le député Louis Puech exposant l'impôt sur le capital dont nous sommes menacés et priant le Gouvernement de commencer par fixer le chiffre de la contribution de guerre allemande : arrivé à ce point, le collaborateur du louchissime fronce les yeux, pose la plume et demande si M. Puech oublie « QUE LA PAIX WILSONIENNE EXCLUE TOUTE CONTRIBUTION DE CE GENRE ».

Alfred Capus avait émis le même vœu. « M. Capus l'oublie-t-il aussi? » demande l'homme de Téry..

Pacifiques ou guerriers, les principes wilsoniens ne servent, on le voit, dans certaines feuilles, qu'à minimiser les droits de la France et qu'à passer au bleu l'intérêt du pays. Le Président se rendra compte que nul Français digne de ce nom ne peut le confondre avec de tels personnages : mais nous sommes bien obligés de déplorer qu'ils se collent à lui pour le compromettre, pour le diffamer, pour associer son nom admiré et respecté à d'abominables besognes.

VALEUR, PRÉVISION, PRUDENCE

7-8 mars 1919.

Pour exprimer les forces en présence dans cette guerre « mondiale », l'Europe disait : Germanisme et Civilisation; M. Wilson a dit: Autocratie et Démocratie. On a vu le résultat de cette erreur de fait. Se figure-t-il qu'elle lui a du moins valu une popularité quelconque. La haute estime dans laquelle il est tenu, la gratitude que lui ont vouée les Gouvernements et les Etats procèdent de raisons toutes différentes. Comme il appartient à la véritable grandeur, ses méprises sont déplorées et ce juste regret sera redoublé si la cause en est aggravée.

Nous lisons en gros caractères dans *l'Humanité* sous les titres significatifs « LES HOMMES D'ÉTAT AVEUGLES, LES PEUPLES CLAIRVOYANTS, UN AVERTISSEMENT SOLENNEL », deux extraits d'un discours prononcé par M. Wilson au Metropolitan Opera. Ils donneront lieu à de sérieuses méditations :

La Ligue des nations n'est ni plus ni moins qu'une convention par laquelle le monde s'engage à maintenir les principes dont il vient d'assurer la revanche au prix du sang le plus précieux qui fut jamais versé.

Ceci n'est pas sorti du conseil des hommes d'Etat.

L'Europe est secouée dans ses entrailles à l'heure actuelle, car elle s'aperçoit que les hommes d'État n'ont pas de vision, et que seuls les peuples ont eu la vision. Ceux qui souffrent voient. Ceux qui subissent l'injure voient combien est désirable le droit à la justice.

Aucun Gouvernement, d'après M. Wilson, aucun Etat (et quoi! pas même le sien?) n'a eu l'inspiration d'adoucir les souffrances, d'arrêter la tuerie, d'appeler la justice :

Et c'est le peuple qui a eu cette vision. Mes amis, je voudrais que vous songiez à ceci: la vision de ce qui est nécessaire pour entreprendre les grandes réformes a rarement été accordée à ceux qui dominent les nations. Cette vision a été accordée au besoin et à la volonté et elle s'est ouverte devant les revendications des grandes masses des hommes qui cherchaient la liberté.

Nous n'entrerons pas dans le détail de cette psychologie où le pragmatisme et l'apocalypse tiennent trop de place pour nous. Le lecteur rêvera ou devinera. M. Wilson poursuit :

Et je suis stupéfait — je ne suis pas alarmé mais je suis surpris — qu'il y ait dans certaines sphères une telle ignorance de la situation mondiale. Ces messieurs ne se rendent pas compte de ce qu'il y a de justice dans l'esprit des hommes actuellement. Tout le monde autour d'eux s'en rend compte. Je ne sais pas où ils ont été renfermés, je ne sais pas quelles influences ont pu les aveugler, mais je sais qu'ils se sont trouvés en dehors des grands courants d'idées de l'humanité.

Quel ton pour décrire un état de méprise et d'erreur qui est au juste celui de l'orateur!

Et je désire donner cet avertissement solennel, non pas comme une menace — les forces du monde ne menacent pas, elles agissent — les grands flux et reflux du monde ne préviennent pas, ils montent et vont ;

ils montent, dans leur majesté et dans leur puissance irrésistible et ceux qui se trouvent sur leur passage sont submergés. Maintenant l'âme du monde s'est éveillée et l'âme du monde doit être satisfaite.

Ne vous arrêtez pas à vous imaginer un instant que le malaise des populations européennes est entièrement dû à des causes ou à d'arrière-motifs économiques. Son origine est plus profonde. Ces populations ont vu que leurs Gouvernements n'ont jamais été capables de les défendre contre l'intrigue ou contre l'agression, et que dans aucun cabinet moderne, il n'y a ni *valeur*, ni *prévision*, ni *prudence*.

Les cabinets européens pourront être quelque peu surpris de s'entendre destituer par ce collègue de toute *valeur*, *prévision*, ou *prudence*. Quelques grands services qu'ait rendus M. Wilson, nous ne sommes pas sûrs que le mode tardif de son intervention lui donne le droit de traiter de si haut ce que nous appellerons, dans son langage, le Prochain. Car enfin, le Prochain a aussi sa valeur... M. Wilson fait abstraction de sa valeur propre, de la dignité des Ministres et des chefs d'État. Mais le Prochain aura le droit de lui crier gaiement, et toutefois avec quelque sérieux, dès le débarcadère :

— Monsieur Wilson, monsieur Wilson, déjà l'hiver passé vous agitiez des antithèses bien anciennes et bien usées, des antithèses contemporaines du vieil Hugo, dans votre opposition des démocraties aux autocraties, et elles ont ainsi fait pas mal de dégâts. Prenez garde de n'en point faire de nouveaux qui seraient plus graves en opposant les populations aux Gouvernements. Les unes et les autres vivent en paix. Ils ne demandent pas mieux que de

continuer. Ne leur donnez pas de mauvais conseils. Ne les brouillez pas. Jusqu'ici, souvent, vous avez ressemblé à un bon père, ou à un bon frère. N'altérez pas votre œuvre. Ne gâchez pas votre bienfait. Ne donnez pas raison à ces diables de sénateurs américains qui disaient l'autre jour que la principale vertu de votre système était d'ajouter un ou deux numéros inédits au catalogue des causes de guerre. Les luttes intestines sont aussi des fléaux.

NUL N'ATTAQUE M. WILSON

Personne n'attaque M. Wilson. On le respecte, on le salue et on l'acclame et, si l'on ne met pas ses idées au-dessus de la discussion, si on ne lui accorde ni l'infaillibilité papale, ni davantage la demi-divinité, c'est que personne, du moins parmi les bons Français, ne veut le couvrir de flagorneries indignes de lui. Une pensée jeune, neuve, inexperte, mais généreuse et ardente, amoureuse de controverses, doit préférer des contradicteurs comme nous à des approbateurs de la pâte de Jean Longuet ou de Charles Rappoport.

Quant à la roideur fréquente de telles ou telles paroles échappées à la verve de la raison française, aucune n'est à comparer au mot désormais historique de M. Woodrow Wilson sur les cabinets européens qui n'auront eu, selon le président américain, « *ni valeur, ni prévision, ni prudence* ».

Si la sentence n'est pas expliquée ou démentie, qu'est-ce qui pourra empêcher les hommes d'Etat de la vieille Europe de montrer au porte-parole de la jeune Amérique, à côté du cabinet italien entré

dans la lutte pour la beauté du monde et le salut de l'homme dès le dixième mois de la guerre, le cabinet anglais que cette sainte cause arma dès le second jour et le cabinet belge qui fut sous les armes dès le premier ?

Valeur, *prudence*, *prévision*, ô vertus cardinales du moraliste américain, où étiez vous à cette époque ? Dans le cabinet d'Albert Ier, de George V et de Victor-Emmanuel III, souverains héréditaires de l'ancien continent, ou dans le cabinet de l'autocrate élu du nouveau monde à qui il fallut plus de deux années et demie d'hésitation avant de se résoudre à sauter le terrible pas ! O Valeur, ô Prudence, ô Prévision, tirez-nous de doute ! Prévision, Prudence, Valeur, répondez !

ÉPILOGUE

OU

VERTIGE DE LA PUISSANCE

AU PEUPLE AMÉRICAIN

« Valeur! Prudence! Prévision!... » Nous avons arrêté à ces mots ce recueil de nos touchants efforts pour expliquer M. Wilson à la France et la France à M. Wilson. Ces étranges cris de dédain nous ont fixés; de là date l'altération définitive du portrait que nous avions aimé à nous faire du président américain.

Proférées par M. Wilson entre deux voyages en Europe contre les gouvernements de l'Europe amie, ces offenses ont révolté des Américains éminents qui sont venus nous le dire et qui le lui ont dit avant de le lui prouver. Car, s'ils ne détruisent pas son œuvre internationale, ils l'ont déconsidérée pour toujours.

Il ne dépendait plus de nous d'échapper à l'évidence de la vérité. L'œuvre du vertige était faite : dans le cas de M. Wilson, l'élément passionnel recouvrait, effaçait ce qui avait été un esprit.

Mais à quel moment ce vertige avait-il commencé? Le discours du 4 mars 1918 n'en est que le suprême éclat. Il ne s'explique bien que si l'on remonte à l'armistice de novembre précédent, surtout si l'on a

soin d'écarter d'une main hardie certains manteaux de Sem que nos mains (prudemment, patriotiquement) avaient étendus sur l'homme d'État ou le philosophe en sommeil.

Autant, jusqu'à l'armistice du 11 novembre, on avait senti chez M. Wilson une attention profonde donnée aux signes du réel et un art véritable de se réformer pour se conformer au vrai, autant cette faculté précieuse a paru ralentie et comme atrophiée depuis cette date. Avant l'armistice, l'on eût dit que, d'un jour à l'autre, il se rapprochait de la vue exacte des lointaines choses d'Europe. Après l'armistice, et bien que son voyage de la mi-novembre l'eût installé sur le vieux continent, les yeux, les oreilles, les narines et tous les autres sens politiques de l'homme semblent s'être refermés chez M. Wilson.

L'armistice conclu, il semble remonter une fois pour toutes par l'escalier mystérieux dont il a seul la clef dans une tour inaccessible. De là, il ne découvre même plus les étoiles, jugées des corps trop matériels; il vit tout à fait isolé dans le tête-à-tête de ces simples signes de signes par lesquels ses rêves abstraits lui sont désignés. Pour comble de malheur, cette ascension dans la plus subtile atmosphère ne le délivre d'aucune impulsion du cœur et de la chair.

Ces puissances intérieures se déchaînaient tout au contraire, et rien n'était plus naturel ! M. Wilson venait de voir et d'entendre une vingtaine de trônes s'écrouler devant lui et, si l'évidence de la raison ou des faits en attribuait l'honneur à Foch et aux armées alliées et associées, rien au monde ne pouvait empêcher quelque murmure insidieux d'affirmer à M. Wil-

son que le fracas de cet écroulement immense n'avait obéi qu'à sa voix.

Que s'était-il passé en fait?

Quelques récits de source allemande nous l'ont fait connaître depuis. Nous avons été instruits des scènes de Spa où Guillaume II étala d'abord l'entêtement de ses refus fébriles, puis sa résignation accablée et enfin sa fuite sans grâce. Nous avons vu, du côté de son entourage, transparaître un calcul de politique nationale à longue portée, conçu et exécuté par une oligarchie de vrais dirigeants qui ne perdait pas le nord. Ah! M. Wilson attribuait la guerre aux autocrates austro-allemands, non à l'Allemagne même? eh bien! le vrai coupable, qui était le germanisme, allait saisir cette erreur au bond et la manœuvrer en maître.

M. Wilson ne veut plus d'empereur, ni de rois? Aux ordres de M. Wilson! L'Allemagne se sauve par cette voie. Le naïf président qui joue de la trompette croit voir tournoyer dans l'abîme à chacune de ses sommations les Dominations et les Trônes, et les autres Puissances du Mal européen. De grand cœur et grand train, l'Allemagne sacrifie les décors du théâtre pour le salut de la seule réalité: Jéricho de Berlin! Jéricho de Vienne et de Dresde, Jéricho de Bade, de Munich, de Stuttgard, de Carlsruhe, des autres hauts lieux germaniques! Toutes les Jérichos de carton s'étant écroulées, M. Wilson n'eut pas la fermeté de douter de lui-même. Il en oublia tout ce qui n'était pas lui. Les « Notes » où avait été dactylographiée la céleste milice de ses Principes lui firent perdre de vue la valeur des choses con-

crètes que Pershing, Foch, Douglas Haig et Diaz personnifiaient seuls ; il s'est cru et senti l'auteur unique, l'auteur direct de cette félicité plénière de trente peuples empressés à lui décerner son brevet d'autocrate temporel de la Liberté et de pontife spirituel de la Démocratie. Les contradictions intimes de ces grands titres ne l'affectaient pas : est-ce que le Babylonien pouvait s'étonner de se trouver simultanément bête et roi ? Le nouveau Josué entrait sans difficulté dans la peau d'un nouveau Nabuchodonosor.

Nous sommes trop près des événements pour savoir au juste ce que deviendra le pouvoir temporel de M. Woodrow Wilson. Mais, bien avant sa courte maladie, quelques parties de ce pouvoir tombaient en ruines. L'égalité des races a dû céder aux inquiétudes causées par le Japon et au sentiment de l'Amérique contre les nègres; l'idée d'intervenir à jet continu en Europe a rendu une seconde jeunesse à la doctrine de Monroë qui exclut l'Europe de l'Amérique et réciproquement. Nous ignorons ce qui adviendra de la suite de ces débats dans le Nouveau monde. Ce qui est sûr, c'est que M. Wilson n'a pu quitter l'ancien sans se rendre compte de l'éclipse totale qu'y avait subie sa pensée.

Lui-même en donna des nouvelles à son second retour chez ses compatriotes en juillet 1919, puisque son premier mot fut pour atténuer, presque pour retirer sa chère antithèse des peuples et des gouvernements, autrefois point central d'une malheureuse doctrine et le thème essentiel de son discours du 4 mars. Il s'était figuré qu'une Allemagne sans empereur ni roi serait inoffensive et loyale. Il a dû

découvrit la férocité de la vieille Allemagne qui est une Allemagne éternelle dans la mesure où l'éternité appartient aux groupes humains. Pareillement, M. Wilson dut reconnaître dans le bolchevisme qu'il avait si longtemps protégé, un régime « plus sanguinaire que le tsarisme », et cela obligea Lénine à lui rendre gracieusement ses qualités en l'appelant « le plus grand hypocrite de l'Histoire ».

M. Wilson avait dû abandonner dans les mêmes conditions le tyran juif de la Hongrie, Bela Kun, et consentir en fin de compte un minimum de justice envers nos meilleurs alliés orientaux : les Roumains. Par exemple, il s'exécuta sans bonne humeur. Fut-ce par rancune? Et cette Roumanie royale, *faisant la guerre pour la paix,* donnait-elle un démenti trop vif aux idées de M. Wilson *qui faisaient la paix pour la guerre ?*

Il n'était pas besoin des exemples russes, hongrois, turcs, caucasiens pour montrer que la paix révolutionnaire et démocratique tendait à des luttes sans fin. L'histoire de son continent aurait pu révéler à M. Wilson ce que lui découvraient les conflits de la République arménienne et de la République d'Azerbeidjan : la République, en soi, n'a aucune horreur naturelle des guerres ni du sang. Au contraire ! La moindre réflexion aurait pu faire comprendre aussi à M. Wilson combien le Droit, cet enfant des dieux lancé parmi la race humaine, y doit devenir, à coup sûr, un stimulant de conflits armés... Mais que pouvaient valoir expérience ou réflexion, comparées au plaisir de débiter de belles fables !

Ce plaisir a été payé sans grand retard par les dures

rectifications de la vie : M. Wilson a dû se rétracter et se renier d'abord en fait. C'est ce qui a commencé à retourner contre lui tout le monde.

Les socialistes français qui furent les derniers à cesser leur alliance avec lui ont dû finir par la rompre tout à fait, l'ayant exploitée jusqu'à l'os. Ces messieurs adressent à leur ancien ami et protecteur un flot de critiques amères, non sans ramasser, pour le monter en épingle, tout ce que sa propre patrie lui décoche de désobligeant. Lorsque M. Lincoln Colcord raconta dans *The Nation* que M. Wilson est « *sincèrement insincère* » ou qu'il « *peut voir blanc quand c'est noir* », nous aurions tout ignoré de ces gentillesses sans les traductions qu'en a faites le journal officiel du parti socialiste français : chacun venge comme il peut la déconvenue de l'esprit.

Elle avait été formidable : de la fin de l'hiver à la fin du printemps 1919, les principes du Covenant, promulgués en janvier, s'étaient écroulés un par un. Plus de diplomatie secrète, avait dit M. Wilson, et quatre ou cinq hommes réglaient le sort de l'univers dans un tête-à-tête mystérieux. Il avait ajouté : plus d'amitié particulière entre les peuples, plus d'alliances séparées de la grande alliance commune ; or, sans compter que le traité du 28 juin ne put être accepté par la France qu'à la faveur d'une alliance spéciale avec Londres et Washington, il n'était question en Europe que de tractations et de sous-tractations clandestines ou demi-publiques faites avant, pendant et après la Conférence que M. Wilson dirigeait. Que l'on voulût réaliser ou dissoudre ces alliances,

l'entreprise imposait les mêmes embarras à Fiume, à Smyrne, en Syrie, ailleurs. L'autorité morale de la Société des nations avait été le grand cheval de bataille de M. Wilson : elle est bafouée partout depuis le rappel désordonné des troupes de Russie; pour son autorité légale, elle est compromise au moins en Amérique. La paix internationale future ? Le militarisme prussien est debout ! Règne de la justice pure? Les Français, les Belges, les Italiens ont été dépouillés au profit des peuples qui les ont assaillis et rançonnés. Désarmement ? L'armistice n'a même pas été une suspension d'armes; on s'est battu, on se bat et l'on se battra à Odessa, à Arkhangel, à Buda-Pest, à Mittau, à Riga. Partout les soldats de l'Entente ont fait de longs séjours sur les lisières orientales du Centre européen et le fait de ces campements aussi peu brillants que prolongés et coûteux apparaît d'autant moins utile que le soldat expatrié n'évite pas de se demander chaque jour :

— Alors, pourquoi pas à Berlin?

Or, Berlin était intangible. Pourquoi?

Du moment que la Force juste continuait d'être requise dans les innombrables guêpiers créés de main de philosophe et de politique, pourquoi n'attaquait-on pas au centre et au cœur la capitale de la Force brute qui restait la cause de tout le désordre et contre laquelle on avait déclaré « se croiser » ? Pourquoi s'était-on acharné à déchirer la faible Autriche dont le jeune souverain n'avait pourtant abdiqué que plusieurs jours après le roi de Prusse et pourquoi laissait-on l'unité allemande fortifiée, l'empire prussien, ce fléau du monde, intact et même resserré ? Depuis l'heure

où l'on a vu la réaction se faire en Allemagne, la restauration monarchique y menacer, pourquoi M. Wilson a-t-il hésité, et, finalement, s'est-il refusé à exiger l'extradition et le jugement de Guillaume II ? Si M. Wilson n'avait pas de secrètes obligations à ce prince comme on l'en a accusé, les actes wilsoniens ramenaient toujours l'attention sur les mêmes faits, curieusement concordants : les vœux personnels, le rayonnement de M. Wilson, l'action vivante du wilsonisme convergeaient régulièrement en faveur de notre plus grand ennemi. Pourquoi ? Les raisons d'ordre intellectuel et moral commençaient à manquer au wilsonisme sur ce point-là. Nous étions obligés de répéter : Pourquoi ? Pourquoi gouverner Buda-Pest, Constantinople, Sofia, non Berlin ? Pourquoi viser Moscou et Pétrograd, non Berlin ? Pourquoi respecter ainsi le centre commun de ce qu'on voulait combattre, le Pangermanisme, la Révolution ? Il y avait difficulté croissante à ne pas répondre que Berlin semblait défendu et même garanti comme Francfort, par tel ou tel élément de haute finance influent et puissant sur l'esprit de M. Wilson.

C'est alors, que, malgré les ménagements de la discrétion, nous sommes devenus indiscrets. Nous avons serré nos questions. Il y a des peuples divers en Allemagne : comment le droit de disposer d'eux-mêmes ne leur a-t-il pas été reconnu ? Comment la Bavière révolutionnaire, le Hanovre légitimiste, la Rhénanie républicaine ont-ils été sacrifiés? Pourquoi ce libéral sublime n'a-t-il pas défendu les antiques libertés du Germain contre le Prussien?

Ces doutes étaient graves, portant sur des sujets

du plus haut intérêt commun. Il y aurait eu de fortes raisons d'utilité à comprendre ainsi, à appliquer ainsi dans la ligne traditionnelle, vérifiée par l'histoire, les principes généraux de M. Wilson. Mais il y avait aussi à cela un intérêt wilsonien : une Société des nations ne peut s'échafauder sans l'équivalence de ses sociétaires ; nul équilibre continental n'est possible avec une Allemagne de 60 ou 70 millions d'habitants flanquée d'une poussière de nations petites ou moyennes : dès lors, comment se faisait-il que M. Wilson considérât toujours comme contradictoires deux régimes qui se complètent et se sous-entendent l'un l'autre ? Le régime de la Société des nations est impraticable sans le régime de l'équilibre, il n'y a pas de justice internationale si l'un des plaideurs est plus fort que le tribunal et la maréchaussée qui le jugent. Autrement, c'est comédie pure, et l'on fait juger le tigre et le jaguar par le mouton et la colombe assistés du lapin et de la fourmi !

De même, il n'y a pas d'équité internationale sans indemnités complètes allouées aux victimes de la guerre : mais en admettant qu'on les ait allouées en théorie, ce qui n'a guère eu lieu, quelle espérance de les percevoir sur la formidable agglomération de personnel et de matériel que représente l'Unité allemande ? Celle-ci paiera ce qu'elle voudra et rien de plus. Le retour au particularisme allemand, faisait d'abord déclarer « biens sans maîtres » toutes les propriétés de l'empire et fournissait ainsi le premier élément matériel de la satisfaction ; puis, rien qu'en divisant la difficulté, permettait le recouvrement des créances. C'était trop clair ! On préférait l'obscurité et le trouble,

l'illogisme et l'incohérence ! Ses principes philosophiques posés, ses buts moraux fixés, la politique de M. Wilson avait soin de s'en interdire les conséquences et les moyens. Jamais la volonté de la justice, de la liberté et de la paix n'a été proclamée avec cette emphase; jamais la paix, la liberté et la justice n'ont été plus cruellement démunies et sacrifiées.

Dès lors, sur un seul point, d'intelligence pure, le Juste obtenait la satisfaction exigible : mais c'était aux dépens de M. Wilson. Pendant toute la dernière période de son séjour à Paris, ce magistrat, monté si haut, fut dans l'obligation de redescendre un par un les degrés conquis. Son orgueilleuse confiance dans son étoile n'a servi de rien. On l'a vu tel qu'il était. Son insuffisance a reçu, elle a subi, mais n'a pu relever les défis de la conscience et de la raison. Lui si prompt à la controverse, il a baissé, puis amené le pavillon. Pris entre des doctrines revêtues de son nom et les déductions justes qu'il ne pouvait ni admettre, ni contester, il s'est tu pitoyablement. Pour n'en citer qu'un exemple, le jour où il osa limiter et rogner de la façon la plus arbitraire nos gages sur nos débiteurs, agresseurs, envahisseurs et voleurs, on avait proposé à M. Wilson d'ajouter la signature de son pays au reliquat des pauvres garanties qu'il ne chicanait plus. Comme il tergiversait en silence, on lui dit : — Ou ces garanties étaient suffisantes : alors quel risque courez-vous en y joignant la vôtre ? Ou vous voyez un risque, et c'est qu'alors elles sont précaires : vous ne pouvez nous empêcher d'exiger nos garanties premières dans toute l'ampleur

légitime... Intellectuellement, M. Wilson n'est pas sorti de là. Et personne n'en fût sorti. En fait, s'il ne nous a pas rendu l'intégrité de nos gages, et s'il a persisté à refuser de garantir la signature allemande, l'arbitraire, non la raison, la force, non le droit, le silence, non la parole ni l'écrit, ont seuls gardé sa position. Il n'a pas répondu, et il ne l'a pas pu.

Quant à l'échappatoire d'une offre (acceptée, hélas!) d'intervention anglo-américaine au cas où nous serions attaqués « sans provocation » par les Allemands, elle déplace la question sans la résoudre; il ne s'agissait nullement de prévoir une agression ou provocation allemande, mais d'envisager le refus de l'Allemagne à tenir ses engagements et à payer ce qu'elle doit. M. Wilson a eu la chance de n'être pas solidement happé entre les deux branches de l'alternative. Nulle volonté énergique, nulle raison puissante n'a su l'obliger soit à briser son parti-pris d'amitié germaine, soit à lier à notre fortune financière ses patrons et amis, les Juifs allemands d'Amérique. Mais, en tirant sa politique de ce mauvais pas, il y a laissé son honneur intellectuel.

Triste histoire en définitive que cette conférence ouverte par un professeur passé homme d'État et ajoutant à la magistrature politique une sorte de souveraineté morale et religieuse. Il était venu offrir au monde l'application du « *jugement moral* » aux affaires publiques! Il ne s'était pas rembarqué que l'événement le forçait à se réfugier dans l'expression d'une volonté sans raison...

Il n'était même plus possible de concevoir que cette volonté fût pure et que des intérêts inférieurs n'en

eussent pas altéré le métal. Nous avons soupçonné. Puis nous avons appris. On finira bien par tirer au clair ce qui n'est presque plus un secret : l'influence décisive exercée sur M. Wilson par un très petit nombre d'êtres humains, boursiers de profession, campés entre Hambourg, Francfort et New-York.

La raison sociale de ces louches intrigants parmi les peuples alliés et associés s'appelait pour les profanes l'*Association pour la Ligue des Nations libres*. Elle avait son siège en Amérique et comprenait, entre autres personnes, M. Félix Frankfurter, président du *War Labor policies Board*, le grand banquier Jacob H. Schiff, plus des Cohen, des Blumenthal, des Chapiro, sans oublier Mme Mary Sunkovich. M. Wilson s'est brouillé depuis avec quelques membres influents de cette association d'idéologues financiers, sinon avec tous, mais il a commencé par les subir complètement [1]. On en connaît des témoignages écrits : il n'est pas possible qu'ils ne soient pas révélés un jour.

Le monde entier saura que tel verdict condamnant les Italiens, les Polonais et les Français a été prononcé par une poignée d'intellectuels peu éclairés, mais opulents, d'origine germano-juive pour la plupart : fin mai 1919, cet arrêt ayant été transmis par câble à M. Wilson, il obéit de point en point. Pourquoi ? Mystère. Ce qui est sûr, c'est que le libellé définitif du traité signé le mois suivant garde l'indé-

1. Les intérêts ethniques et financiers, les idées philosophiques et religieuses ou irréligieuses, ont-elles utilisé le lien et le véhicule de la Maçonnerie ? Cela est vraisemblable. Voir *le F∴ Wilson, son œuvre maçonnique*, par le Chan. Gaudeau.

lébile cicatrice des coups ainsi portés aux alliés vainqueurs sur l'article des *Réparations*, de *la Sarre*, de la *Haute-Silésie*, de *Fiume* et de *Dantzig*. Ce tort fait à la paix du genre humain comporte quelque chose de plus que l'humiliation de M. Wilson : il a signifié la faillite de l'esprit humain plié sous des forces d'intérêt de parti, de confession, de race, soudées par les vertus de l'or.

Apprenant en juillet ou en août suivant ce qui s'était passé entre M. Wilson et ses instigateurs secrets, un homme politique en deuil de beaucoup d'illusions se contenta de répliquer avec son flegme :

— *Alors, tout s'explique.*

Cela s'explique, en effet, par le rythme de la domination croissante d'une race agioteuse et révolutionnaire sur les peuples producteurs, conservateurs, civilisateurs. Cela manifeste le triomphe de la richesse sur la pensée et du minéral sur l'humain. Mais, cette explication, la seule, n'étant pas très bonne à produire, M. Woodrow Wilson aima mieux renoncer à défendre aucune de ses « idées » contre la discussion et contre l'examen. M. Wilson se résigna à devenir une excellente machine à dire : *Je veux* ou *ne veux pas*.

Déjà, quand il s'était permis d'adresser aux Italiens, par-dessus leur gouvernement, le message incorrect qui leur refusa Fiume, de mauvais applaudissements avaient appris à l'univers que le pape puritain de la Paix et de la Justice avait « donné un grand coup de poing sur la table » ; ces façons bismarckiennes firent désormais les délices de la

petite cour de divagateurs continentaux dont le président se vit entouré[1], les uns socialistes indépendants comme l'ineffable Paul-Prudent Painlevé, les autres unifiés comme ce Paul Lévi, militant bolcheviste au *Populaire* et à *l'Humanité* sous le pseudonyme de « Phédon », directeur de la *Revue Bleue* sous le faux nom de Paul-Louis et, sous le voile du plus complet anonymat, directeur de tous les services de politique étrangère d'un grand journal républicain populaire comme *le Petit Parisien*. Cet entourage d'ennemis publics plaidait à qui mieux mieux contre les intérêts vitaux des peuples martyrs. Ce plaidoyer prononcé en France donnait du cœur contre la France à M. Woodrow Wilson. Quant à la cause de l'esprit, du cœur, de la logique et de la justice, il se chargeait de la liquider tout seul — au profond désespoir de libéraux sincères qui se perdaient dans ces abîmes d'inconséquence ou de faiblesse morale, navrés d'assister à la démission de l'intelligence devant un consortium de complices et d'amis du peuple agresseur.

C'est en Amérique, naturellement, que la critique des *vetos* et des *volos* de M. Wilson atteignit au plus haut degré de lumière. Les libres esprits du *New*

1. La camarilla dénoncée en août 1918 par Maurice Pujo dans l'*Action française*, était soupçonnée dès janvier : voir les « fraudeurs » dénoncés et signalés à la page 155. Cette camarilla était toute formée à la veille de la première visite du Président Wilson. En étaient tous les « petits Français, » tous les partisans d'une plus petite France : voir l'*Œuvre* du 13 décembre 1918 : « Pourquoi un Français doit-être wilsonien, » article de ce malheureux Jean Hennessy.

York *Tribune* en venaient à crier comme nous : « Il ne prépare pas la paix, mais la guerre. » Là-bas comme ici, tant d'actes qui ne furent ni réfléchis, ni justifiés, ni justifiables amenaient à poser la simple et grande question de fait, extérieure et supérieure à tous les systèmes : — Pour maintenir actuellement la paix du monde, qu'est-ce qui sera pratique ? qu'est-ce qui sera efficace ? Vous dites : *l'unité de tous les peuples du monde ?* Mais comment la faire si l'agressivité allemande subsiste ? Si elle dispose de la puissance ? En maintenant la forte et turbulente unité allemande, comment maintiendrez-vous la paix à l'intérieur de la Société des Nations ?

L'on mâchait et l'on remâchait ces grosses vérités pour les rendre plus claires et plus assimilables. Ce que nous avions été seuls à dire d'abord, tout le monde le répétait. On montrait que l'Allemagne restée une serait forcément très puissante, et ne saurait même pas résister aux tentations de cette force. Comme à l'école du soir où vont les ouvriers incultes, comme à l'école maternelle où s'asseoient les tout petits enfants, on s'ingéniait à trouver des paroles pour montrer à M. Wilson qu'il fallait toujours en revenir à poser la question de l'*État* germain, la question du Reich et de l'unité. Cela était murmuré, dit, crié sous vingt formes autour du tribunal de l'arbitre universel. Il était devenu muet. En fallait-il admettre la bizarre explication américaine d'après laquelle M. Wilson n'aurait été que le metteur en œuvre d'un roman d'idéologie politique publié en 1912 sous un pseudonyme par le colonel House, son mentor ? Après avoir été, plus longtemps et

plus loin qu'un duc de Bourgogne, le disciple docile de ce Fénelon galonné, M. Wilson aurait-il fini par oublier sa leçon ? Alors pourquoi n'apprenait-il pas la nôtre ? Elle était nette, elle était juste et humaine. Elle était la vraie. Il ne pouvait pas se défendre de voir et d'entendre. Il était résolu à ne rien savoir.

Vertige d'amour-propre ! Devant la « table » de ses « contradictions » [1] dressée par l'inexorable évidence, il était fait « échec et mat » au point de se voir interdire de demander à s'éclaircir ou d'articuler, parole libératrice, quelque simple et modeste : *Je ne comprends pas bien...* Docteur de son métier, mais, par intérêt de carrière, retranché des communications normales avec le réel, philosophe déchu réalisant en perfection ce type (si commun) de l'ancien intellectuel, plus implacable que les plus durs praticiens envers les pauvres idées pures qui n'ont, pour se défendre, ni sabre, ni bourse, ni corps, M. Woodrow Wilson s'enfonça avec un entêtement farouche dans l'activité silencieuse et brutale : incapable de motiver les décisions qui troublaient l'Europe, il ne les mettait pas moins en vigueur dans la mesure de ses moyens. Meurtries et spoliées, les nations avaient la ressource de retourner contre la muraille tous les portraits du faux libérateur qui, l'année précédente, faisaient le naïf ornement de tant de chaumières et de palais. Mais cette explosion de sentiments de regret n'arrangeait rien. Qu'importait que le désappointement universel trouvât sa voie dans la

1. M. Maurice Muret (*Gazette de Lausanne*).

risée ou l'ironie, devenus les masques décents de l'indignation? Ce que détruisait M. Wilson était bien détruit. Ce à quoi il interdisait l'être ne naîtrait point. La plus juste satire n'avait rien de réparateur.

L'amitié non plus ne pouvait être réparatrice! Je songe à tant d'Américains loyaux et fidèles, généreusement perspicaces. Je songe à ceux qui écrivaient au *New-York Herald* en faveur de la part de notre combattant[1], je songe aux écrivains qui avaient aperçu et annoncé aussi bien que M. W. Morton Fullerton, cette « course à l'abîme » dont nous étions finalement les premières, mais non les dernières victimes. Je veux aussi songer au sénateur Lodge, à tous ceux du parti républicain opposant qui réclamaient contre le scandale en faveur de la justice, en notre faveur; mais ce retour sur d'heureux sujets particuliers ne faisait pas que nous ne fussions déçus et volés. La plus substantielle des conso-

1 La Cour suprême des États-Unis ayant confirmé le jugement qui octroyait 30.000 dollars à James Longacre, dont le pied avait été coupé par un tramway, un Américain de Paris écrivait au *New-York Herald :*

« Si la Cour suprême des États-Unis admet que le pied d'un citoyen américain vaut 30.000 dollars, comment les délégués américains de la Conférence de la Paix pourraient-ils trouver exorbitantes les exigences de la France qui estime la vie d'un soldat français à 10.000 ou même 20.000 dollars ? » (Hélas ! cette estimation idéale n'avait même pas été faite.)

« En ces temps où certains intérêts financiers bochophiles essaient d'influencer les délégués de la Conférence de la Paix pour ne pas « ruiner » cette pauvre Allemagne, y aurait-il un être assez borné pour croire qu'une nation actuellement composée de plus de 60 millions d'habitants, et qui dans un demi-siècle en aura 200 millions, ne pourra, dans cet espace de temps, payer, disons 200 milliards de francs à la France. »

Marques d'amitié qui sont inoubliables de peuple à peuple.

lations entre Français consistait désormais à recueillir dans la mémoire de leurs yeux et de leur cœur la honteuse violence avec laquelle la machine wilsonienne osait passer sur le corps de la vérité, toute raison, toute lumière étant comptées pour rien ! M. Wilson tenait la place. Il occupait le clavier du dactylographe. Tout se brisait contre ce fait de possession et d'occupation, expression pure et simple d'un pouvoir matériel supérieur aux opérations de l'esprit, simple signe sensible et hélas ! décisif des canons, des vaisseaux, des dollars et des régiments.

Quelque falsification qu'ait subie l'histoire des peuples passés, je défie de trouver l'exemple d'une plus complète occlusion aux forces de l'esprit chez aucun des magistrats qui autrefois s'offrirent pour prêtres de l'Esprit comme l'a fait M. Wilson. Les tyranneaux antiques n'étaient pas professeurs de droit. Ils avaient cette loyauté de voiler les images de la Justice : c'est à son autel que le Juste est égorgé ici.

Rien de pareil non plus dans la « nuit » du plus intolérant moyen âge. Personne n'y a fait cela. Nul pape. Nul concile. En admettant que le spirituel ait pu être entraîné à des pressions temporelles excessives, le fameux recours au bras séculier fut entouré de claires et puissantes opérations de l'esprit. C'est ici très exactement le contraire. La puissance est dans les canons. La loyauté, d'ailleurs incontestable, dans les dollars. Dollars et canons étant en mesure d'étouffer le moindre murmure hostile à leur avis, le trait de plume wilsonien dévasta le monde en toute candeur. Il y donna force de loi à ce système qui fait de lui le vrai père de la vie chère et de

toutes nos crises économiques : l'agresseur vaincu sera déclaré insolvable et inviolable, la créance de l'assailli victorieux sera frappée de caducité de sorte qu'il périsse sous l'énorme fardeau de tous les frais de la victoire ! Ne pas faire payer les frais de la guerre au criminel enfin désarmé devait en centupler la charge pour le juste vainqueur. Quelle extravagance philosophique ! Elle comporte un criant abus de pouvoir en faveur de l'Allemagne et elle est doublée d'un tel coup de force contre la confiance et contre l'amitié que, bientôt, les représentants de la culture et de la science américaine, craignant d'avoir à en rougir jusqu'à la racine des cheveux, prendront nécessairement le seul parti honorable : notre parti. Ils conviendront de définir l'idéalisme wilsonien comme la raison du plus fort et du moins éclairé. Ces Américains intègres et libres se demanderont ce qu'un Guillaume de Hohenzollern eût tenté ou rêvé de pire. Le monde entier leur répondra : Mais rien du tout !

La presse wilsonienne qui fonctionne en Europe a-t-elle pressenti ces menaces de l'avenir ? Pour les détourner ou pour les braver, elle a eu l'art d'ajouter à son ridicule tragique un élément de haine qui achève de la peindre, elle et son chef.

Quand nous disions à cette secte qu'il n'y a pas de Société des Nations possible sur l'ancien continent si *les composants trop inégaux disposent de forces disproportionnées* et que, massé au centre de l'Europe, entraîné aux armes, le *Reich* uni menacerait dangereusement tous les autres peuples divisés par d'inévitables rivalités d'intérêts ; lorsque nous répé-

sénateur français. Notre planète retentit de l'erreur criminelle commise par M. Wilson. Le silence forcé de celui-ci avoue.

Quand donc se produira, comme une sorte de condamnation à terme, la vérification de nos claires critiques ou de nos douloureuses alarmes et lorsque, suite naturelle de la paix wilsonienne, la guerre wilsonienne, aura éclaté sur la tête innocente de la France, de l'Italie, de la Belgique, de la Roumanie ou des Britanniques, il y a des Français que je connais et dont nous serons, qui ne manqueront pas d'accomplir le funèbre pèlerinage dont en juin 1919 ils ont fait vœu et serment : ils se rendront au cimetière de Suresnes, à la place où, hélàs ! par centaines, reposent les soldats d'Amérique tombés pour une paix de justice et d'honneur. Au lieu fatal où le Président répandit sa libation de fausses paroles, nous reviendrons prendre ces héros à témoin des avertissements qui lui furent donnés, des calculs trop certains qui lui furent communiqués et de toutes les prévisions trop claires que l'orgueil ignorant méprisa et foula aux pieds :

— Camarades, ô camarades, c'est le règne de sa folie qui fait rouler sur nous la nouvelle vague de sang ! Camarades, ô camarades, fauchés pour le règne de la justice, de la paix et de la raison, voyez l'effet de l'œuvre de ce président de malheur. Quelle « valeur » ! Quelle « prudence » ! Ah ! surtout, quelle « prévision » !

FIN

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

L'INTERVENTION

TROISIÈME PARTIE

L'ARMISTICE

Pages

